

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INTÉGRATION RACIALE À L'INTÉRIEUR DES FORCES ARMÉES SOUS
LA PRÉSIDENTE DE JOHN F. KENNEDY, 1961-1963

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
MATHIEU TRÉPANIER

NOVEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

L'écriture de ce mémoire a été un périple intense, stimulant et qui a su me pousser à me surpasser à plusieurs reprises. Conscient que cette réalisation aurait été impossible sans un bon nombre de personnes, je tiens tout d'abord à remercier toutes les personnes qui se sont informées sur la progression de ce mémoire, ceux qui ont contribué à l'élaboration et surtout à la clarification de ce travail en me posant des questions portant sur mon sujet et un remerciement particulièrement spécial à tous ceux qui ont dû endurer les heures de déblatération que je leur ait fait subir tout au long de ces trois dernières années. Vous tous m'avez permis de garder le moral et de le changer lorsqu'il se portait bas. Particulièrement, Ana-Maria, Chloé, Claude, Julien, Laurence, Marie-Frédrik, Marlyn et Noémie. À mon directeur, Greg Robinson, les mots me manquent pour illustrer le niveau de reconnaissance et de gratitude que je ressens envers cette personne chaleureuse qui a su me soutenir, m'encourager, m'aider énormément et toujours me pousser vers l'excellence et ce, malgré mon humble statut de politologue et non d'historien. Naturellement, le support de ma famille a été central à ma réussite, avec une pensée spéciale pour mon grand-père à qui j'aurais tant aimé montrer mon nouveau diplôme. Une dernière mention particulière pour mes trois amis qui ont fait toutes les choses énumérées ci-dessus, en plus de m'aider dans la tâche colossale de correction, Darko, Marie-Ève et Valmi. Merci.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
SOURCES	9
HISTORIOGRAPHIE	18
CHAPITRE I	32
LES AVANCÉES DANS L'INTÉGRATION DES FORCES ARMÉES AVANT L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE JFK EN 1961.....	32
1.1 Plateforme Démocrate.....	37
1.2 L'importance des sudistes à l'intérieur de la coalition démocrate.....	40
CHAPITRE II	46
LE DEPARTMENT OF DEFENSE	46
2.1 Rôle de Robert Strange McNamara	47
2.3 <i>Civil Rights Subcabinet Group</i>	54
2.4 Les actions du <i>Department of Defense</i> vues par les médias en 1961.....	56
2.5 Recensement des problèmes à l'intérieur des forces armées.....	59
2.6 Actions prises par le Département de la Défense pour régler les problèmes soulevés	60
2.7 La couverture médiatique des actions du <i>Defense Department</i>	67
CHAPITRE III	71
<i>PRESIDENT'S COMMITTEE ON EQUALITY OF OPPORTUNITY IN THE ARMED FORCES</i>	71
3.1 La situation à l'intérieur des bases militaires.....	73
3.2 Le soldat et la société civile à l'extérieur des bases.....	76
3.3 <i>Gesell Committee Report</i>	80
3.4 Réaction de l'administration au <i>Gesell Committee Report</i> : Directive 5120.36.....	81
3.5 Critiques de la directive	83
3.6 Le <i>Gesell Committee</i> dans les médias	85
3.7 Le cas du <i>National Guard</i>	88
3.8 Conclusion des efforts de l'administration	93
3.9 Couverture des autres actions de l'administration.....	95
CONCLUSION.....	100
BIBLIOGRAPHIE	104

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur l'intégration des forces armées américaines sous la présidence de John Fitzgerald Kennedy (1961-63). Une de nos motivations pour entreprendre l'analyse de ce sujet vient du manque de recherches précédentes spécifiquement sur cette partie du mouvement des droits civiques. Nous avons abordé notre étude sous deux angles complémentaires pour mettre en lumière en ce sujet très peu analysé, soit les décisions prises par l'administration et la couverture médiatique de ces actions.

Au cours des trois années durant lesquelles John F. Kennedy a présidé les États-Unis, le Département de la Défense, sous la direction de Robert S. McNamara, a changé drastiquement le traitement et la protection des Noirs à l'intérieur des forces armées. À la suite d'une application des lois déjà existantes mais que l'administration précédente n'avait pas appliquées, le *President's Committee on Equality of Opportunity in the Armed Forces* a été mis sur pied en juin 1962 pour amasser de l'information statistique sur la situation des Noirs dans les forces armées, à l'intérieur et à l'extérieur des bases militaires. À la suite d'une année de travaux, le comité a publié ses recommandations pour améliorer la situation des Noirs dans les forces armées, l'initiative principale étant le pouvoir de déclarer les lieux ségrégationnistes hors limites. La majorité de ces recommandations, incluant celle concernant la ségrégation à l'extérieur des bases, a été incluse dans la Directive 5120.36 du Département de la Défense, donnant aux commandants de base la responsabilité d'appliquer les nouveaux règlements.

Parallèlement, en raison de la ségrégation présente dans les médias au début des années 1960, nous abordons notre étude des articles touchant ces réformes en faisant la comparaison entre la couverture à l'intérieur de deux catégories : les journaux noirs et les journaux grand public. Nous analyserons les articles portant sur le sujet dans le but de dégager des parallèles ou des discordances entre les rubriques venant de ces deux groupes de journaux. Malgré le nombre restreint d'articles, nous avons pu faire ressortir des différences majeures dans la couverture de chacun des groupes : spécifiquement, le nombre disproportionné d'articles, ainsi que la plus grande diversité des sujets parus, à l'intérieur des périodiques noirs. Parmi les sujets couverts, la déségrégation des communautés entourant les bases militaires a fait couler le plus d'encre. Cette situation a été abordée de manière bien différente par les deux groupes médiatiques, les journaux noirs s'étant concentrés sur la sortie du rapport Gesell qui contenait cette nouveauté, alors que les périodiques grand public ont dirigé leur attention sur la directive de McNamara sortie un mois après.

Mots-clés : John F. Kennedy - Robert S. McNamara - Forces Armées Américaine - Ségrégation

INTRODUCTION

Le secteur militaire des États-Unis d'Amérique occupe une place centrale dans l'histoire de ce pays. De sa création suite à une victoire militaire contre l'Angleterre lors de la Révolution Américaine, jusqu'à la guerre en Afghanistan encore en cours en 2013, le pays a participé à un nombre impressionnant de guerres. Un exemple de l'importance accordée à la branche militaire se trouve dans le titre du président : *Commander in Chief of the United States Armed Forces*. Ce rôle, confié à une personne élue venant de la société civile, sert donc de lien entre les sociétés civile et militaire. Malgré le fait que ces deux parties de la société américaine, militaire et civile, soient fréquemment approchées comme étant distinctes, elles ne sont pas étrangères l'une à l'autre. Les changements de mœurs et de morale affectent les deux sections, même s'il existe parfois des décalages. La question raciale aux États-Unis n'est pas une exception. Tout comme la société civile, les forces armées sont aussi en période de transformation lors des années 1950 et 1960, notamment par une présence accrue des Noirs à l'intérieur de leurs rangs.

Cette possibilité d'utiliser la branche militaire pour faire avancer la cause des *Civil Rights* a été comprise par John Fitzgerald Kennedy, qui a pris les rênes des États-Unis le 21 janvier 1961. Le jeune président cherche alors des moyens concrets pour régler, ce qui est, selon le célèbre physicien Albert Einstein : « *the worst disease under which the society of our nation suffers* »¹. Kennedy, ayant fait plusieurs promesses aux leaders noirs, et considérant le traitement amoral réservé aux Noirs, s'est mis à l'œuvre pour aider la lutte pour la reconnaissance de leurs droits sans briser sa coalition démocrate, ni aliéner l'électorat sudiste, tout en évitant de

¹ Fred Jérôme et Rodger Taylor. *Einstein on Race and Racism*, Piscataway, Rutgers University Press, 2006, p.144.

déclencher une révolte dans son propre parti. Pour cette raison, à l'instar d'Harry Truman, son administration a assumé une responsabilité dans les efforts visant à améliorer le sort des Afro-Américains dans la société américaine. Ceci marque un transfert de leadership, qui passe de l'aile judiciaire vers l'aile l'exécutive. En effet, à la suite du travail de Truman durant ses mandats, les avancées pour les *Civil Rights* ont été effectuées majoritairement à la Cour Suprême sous la présidence Eisenhower. Une fois la prise de contrôle effectuée, le président a pu mettre en marche ses plans pour la défense des droits de la minorité noire. Le Département de la Justice, sous la direction de l'*Attorney General* Robert Francis Kennedy, a été à l'avant-plan de la charge de l'administration visant à contrer les entraves aux droits des citoyens américains noirs. La vigueur du cadet Kennedy a été le moteur des actions de son département tout au long de son temps à titre d'*Attorney General*, propulsé par ses convictions profondes sur l'égalité de tous les citoyens américains, peu importe leur couleur. Ensemble, les deux frères Kennedy ont appuyé l'intégration dans les universités au Mississippi et en Alabama, ont finalement créé un *Civil Rights Bill* en 1963 et ont arrêté l'attribution de contrats gouvernementaux à des compagnies pratiquant la ségrégation raciale. Une nouvelle impulsion est alors donnée à la promotion des *Civil Rights*. Les actions entreprises par l'exécutif ainsi que par les membres du mouvement des droits civiques a donné naissance à une période volatile, certes, mais fertile pour apporter du changement. Il est important de noter que les bases de ce qui allait devenir le *Civil Rights Act of 1964* ont été créées sous les ordres du président Kennedy, bien qu'il ait été propulsé et signé par son successeur Lyndon B. Johnson. Cette période d'effervescence constitue donc une charnière en ce qui concerne l'atteinte des buts du mouvement des droits civiques pour la minorité noire aux États-Unis.

Bien qu'il existe plusieurs études sur les actions de l'administration Kennedy au sujet des *Civil Rights*, comme le montre notre section historiographique, il y a un vide en ce qui concerne les actions du Département de la Défense et des forces

armées américaines. Cette branche du gouvernement américain a été influencée par l'administration Kennedy pour faire avancer la vision de cette dernière regardant l'égalité raciale. Alors que la société civile était largement ségréguée, le recul nous permet d'affirmer que l'armée faisait déjà office de figure de proue en ce qui concerne son niveau d'intégration sans pareil aux États-Unis depuis les efforts du Président Truman. L'administration Kennedy a voulu continuer sur la lancée des administrations précédentes, en lançant elle-même son propre programme d'intensification à l'intérieur des forces armées pour compléter le travail amorcé par ses prédécesseurs. Un moyen utilisé a été la création du *President's Committee on Equality of Opportunity in the Armed Forces*. Ce comité a été établi dans le but de recenser les problèmes affectant les minorités raciales, pour ensuite corriger le tir. Naturellement, bien qu'il y ait des avancées au niveau de l'intégration à l'intérieur des bases, il ne faut pas se rabattre sur des victoires passées, mais bien continuer de lutter pour que l'égalité raciale au niveau du recrutement se transforme en traitement uniforme du personnel militaire. Reliant le mauvais traitement et l'injustice systémique subie par les militaires noirs à une baisse significative de l'esprit de corps des troupes et le problème moral soulevé par ce traitement inéquitable, le Département de la Défense (DOD) a donc eu l'ouverture nécessaire pour intervenir. Effectivement, en pleine guerre froide, le gouvernement voulait s'assurer d'avoir la plus grande force possible, et avoir un personnel motivé et solidaire en cas du déclenchement d'une nouvelle guerre ou intervention en sol étranger. La discrimination était donc perçue par le Secrétaire de la Défense Robert McNamara comme étant une source de conflit, de division et de frustration qui nuisait fondamentalement au fonctionnement optimal des forces armées. L'enjeu racial en était donc devenu un de sécurité nationale. Les résultats des travaux du *President's Committee on Equality of Opportunity in the Armed Forces*, présidé par Gerhard Gesell, ont mené à l'enrôlement de Noirs à l'académie de la Garde Côtière pour la première fois et à la déségrégation des villes aux abords des bases militaires en sol américain. L'application de cette dernière mesure a aussi ajouté une nouvelle

responsabilité aux fonctions des officiers, qui allait consister désormais à s'assurer qu'il y a un traitement équitable pour tous les soldats sous leur commandement, qu'ils soient en uniforme ou non. Le but avoué de l'administration était d'assurer un traitement uniforme pour les membres des forces armées et leurs familles, autant pour des raisons morales que pour le maintien de l'estime des soldats.

Une étude approfondie de raisons justifiant ces actions du Département de la Défense, ainsi que le processus d'implantation de ces mesures et leur impact, sont nécessaires à une compréhension de l'exercice du pouvoir exécutif par l'administration Kennedy en ce qui concerne l'égalité raciale. Il est intéressant de noter que tout ceci s'est déroulé malgré que l'armée soit souvent décrite comme un organe gouvernemental conservateur et réfractaire. Le choix de l'administration Kennedy d'utiliser cette voie comme un champ privilégié d'action contre la discrimination se situe bien dans sa volonté de s'attaquer au racisme dans toutes les facettes de la vie américaine.

À l'aide de l'étude des archives de l'administration gardés à la bibliothèque présidentielle JFK à Boston, nous nous lançons donc à la recherche des actions et positions de la présidence Kennedy, dans le but d'étayer les réalisations mentionnées ci-haut ainsi que de découvrir d'autres informations pertinentes sur le sujet. Le but premier est toujours de mieux saisir l'impact qu'a eu la Maison Blanche sous l'administration Kennedy sur la présence et le traitement des Afro-américains à l'intérieur des différentes branches de l'aile militaire. Pour ce faire, nous ne pouvons passer à côté du débat historiographique sur l'évaluation de la compétence de Kennedy en tant que Président des États-Unis: était-il un acteur proactif ou un spectateur passif se contentant de réagir suite aux événements? À notre avis, Kennedy a été un acteur actif durant la marche vers les droits civiques. Bien qu'il n'ait pas été le dirigeant de ce mouvement, et que ses grandes actions ont dû attendre 1963, le Président a tout de même œuvré pour faire avancer la cause politiquement, entre autre en changeant des procédures à l'intérieur des forces armées. De plus, en

travaillant avec les groupes communautaires militants pour la cause de l'égalité raciale, Kennedy a tenté d'influencer et de planifier les événements pour tenter de maximiser les résultats positifs tout en minimisant les réactions négatives. Les deux champs d'action dans lesquels le Président s'est investi tout au long de sa présidence nous permettent de supporter la position selon laquelle John F. Kennedy a été un président proactif en ce qui concerne la question des *Civil Rights*.

En premier lieu nous allons explorer les actions prises par la présidence Kennedy sur les politiques raciales de l'armée, en tenant autant compte des actions venant des autorités civiles. De cette façon, il sera possible de vérifier dans quelle mesure l'exécutif avait bel et bien le contrôle de l'intégration dans l'armée et de connaître la réaction (positive ou négative) des officiers de celle-ci lors de son implantation. L'impact des décisions de l'administration Kennedy va donc être étudié en comparant l'état global de la minorité noire à l'intérieur des forces armées à la prise de fonction et au décès du président. La présence même de ces actions présidentielles nous permet d'affirmer avec conviction qu'il n'a pas été passif sur ce sujet. Au cours de notre étude, les journaux de l'époque seront épluchés dans le but d'éclaircir la question de la réaction médiatique vis-à-vis des décisions prises par Kennedy et son cabinet. Pour s'assurer d'avoir un échantillon diversifié, nos recherches porteront sur les articles qui concernent les avancées pour les Droits Civiques faites dans les forces armées, tant à l'intérieur de certains grands organes de la presse blanche que de la presse afro-américaine. Cette diversité, due aux différents lectorats cibles de chacun des deux groupes, permettra une comparaison entre les différentes façons d'aborder et présenter les nouvelles mesures d'intégration, pour ensuite en dégager une divergence ou une convergence. Peu ou pas d'études existent sur la perception des médias, tant grand public que noirs, en ce qui concerne les actions du président Kennedy pour l'avancement de la cause des Droits Civiques, et le travail effectué étoffera donc l'historiographie en soulignant le point de vue rapporté par les médias.

Ainsi, une vision équilibrée de l'opinion publique, tenant compte des médias afro-américains, sera bénéfique à notre compréhension du public le plus large possible. La perception médiatique de l'intégration à l'intérieur des forces armées demeure importante, car elle sert de test pour les politiques de Kennedy. Plus précisément, en observant la réaction de la population dans son ensemble, la branche exécutive possédait des indicateurs pour essayer de jauger la réaction possible des Américains s'ils introduisaient des lois à portée similaire dans la société civile. Il s'agissait donc de faire le plus de travail directement avec les pouvoirs exécutifs, alors même que le Président préparait son *Civil Rights Bill* de 1963. La réaction favorable aux mesures du Président et de son administration serait donc une arme de plus pour défendre la nécessité d'une telle loi, alors que l'inverse compliquerait la position de Kennedy. En raison du nombre important de militaires, et étant donné qu'une majorité de bases se trouvent dans le Sud du pays, cette expérience s'est avérée particulièrement intéressante. Concrètement, il s'agit d'examiner les actions effectuées à l'intérieur de l'armée ainsi que celles entreprises au sein de la société civile, pour évaluer si Kennedy a su promouvoir l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées et comment ses actions ont été accueillies par la presse américaine.

La mesure principale de l'administration affectant la société civile est sans aucun doute l'ordre d'intégrer les villes dans lesquelles se trouvent des bases militaires américaines en raison du brouillage de la ligne séparant la société civile et militaire. La peur des opposants à cette initiative se fondait sur l'instrumentalisation de l'armée comme arme contre la ségrégation, particulièrement en raison de la concentration des bases militaires américaines à l'intérieur des États ségrégationnistes. C'était donc un moyen inventif de forcer certaines villes du Sud de déségréguer sans passer par les branches législatives et judiciaires du fédéral, ainsi que par les pouvoirs détenus par les États eux-mêmes. Cette décision, prise par le Secrétaire de la Défense Robert McNamara, avec l'appui de JFK, sous forme d'une directive, a confronté les deux réalités distinctes à l'intérieur de la société

américaine : la société civile ségréguée et la société militaire intégrée. La volonté du Secrétaire McNamara était donc d'assurer le respect des droits des militaires, même lorsque ceux-ci se retrouvaient à l'extérieur des frontières de leurs bases. Étrangement, cet élargissement de la sphère publique intégrée ne retient pas l'attention, ou est simplement mentionné sans être approfondi par la majorité des études qui portent sur le rôle de l'administration Kennedy à l'égard des *Civil Rights*. En plus de bonifier le contenu historiographique, l'approfondissement de ce sujet permettra de faire ressortir plus d'informations sur le Secrétaire de la Défense, Robert S. McNamara. En effet, certains aspects importants de la vie publique de ce personnage, extrêmement controversé en raison de son rôle lors de la guerre du Viêt Nam, demeurent très peu étudiés. En dehors du conflit au Viêt Nam, qui s'est transformé en guerre sous la présidence Johnson, et de la Crise des Missiles Cubains d'octobre 1962, très peu d'attention est accordée à McNamara lors de la présidence Kennedy. En réalité, en tant que fonctionnaire à la tête du Département de la Défense, il a occupé une place centrale au niveau de l'intégration raciale des forces armées, comme le démontre sa directive mentionnée ci-haut. Bien que le but de cette recherche ne soit pas de réhabiliter la réputation de McNamara, il n'en est pas moins intéressant et souhaitable que toutes ses actions dans ce domaine en tant que Secrétaire de la Défense soient considérées et étudiées.

Le mémoire se construit de façon suivante : d'entrée de jeu, un aperçu historiographique des ouvrages portant sur la présidence Kennedy, en mettant un accent sur la question des *Civil Rights*, sera exposé et contrasté avec la position défendue par l'auteur à l'intérieur de ce document. Ensuite, la méthodologie de la recherche qui a mené à ce travail sera abordée. Commenant par un résumé des politiques visant l'intégration à l'intérieur des forces armées avant l'arrivée au pouvoir du président Kennedy, notre regard se tournera ensuite vers la position du Parti Démocrate, ainsi que celle de Kennedy en ce qui concerne la situation raciale à l'intérieur des forces armées et l'intégration raciale dans la société en général. Une

fois sa position établie, une évaluation des actions venant directement du président, ainsi que son administration, sera élaborée. Une attention particulière sera accordée au Secrétaire de la Défense Robert Strange McNamara en raison de son rôle clé dans la mise en place et la réalisation des décisions portant sur les forces armées, celles-ci étant sous son giron administratif. Parmi les actions étudiées, la décision de forcer les villes entourant les bases militaires en sol américain à mettre fin à leurs pratiques de ségrégation raciale recevra une attention particulière en raison de sa portée. Une fois les actions gouvernementales étayées, nous nous tournerons vers les médias de l'époque pour mener une étude comparée des réactions de la presse dite « noire », en raison de la tranche de la population visée par ces journaux, et de la presse que l'on peut nommer « grand public ». Il sera question de dégager les réactions à l'intérieur de chacun des groupes, pour faire sortir les différences et rapprochements présents. Le tout permettra de dresser un portrait des actions, des résultats obtenus et de la réaction envers ces décisions faites par l'administration Kennedy.

SOURCES

Le sujet abordé dans ce mémoire n'a jamais été étudié de façon précise, ce qui a compliqué les recherches de monographies portant sur le sujet, tel que mentionné ci-haut. En effet, très peu d'ouvrages s'attardent sur les contributions des forces armées au mouvement des droits civiques sous l'administration Kennedy. Par contre, quelques livres sur l'intégration raciale dans les forces armées ont été d'une aide énorme, particulièrement le livre de Morris J. Macgregor Jr. sur l'intégration dans l'armée américaine² et d'autres livres plus généraux portant sur la présidence de John F. Kennedy, que nous détaillerons dans la prochaine section. Pour compenser ce nombre de monographies limitées, une lecture approfondie des décisions de l'administration Kennedy et du Secrétaire McNamara, sous la forme des *Executive Orders* et de *Directives* qu'ils ont promulguées, est de mise. L'étude de ces décrets permet de faire ressortir les actions entreprises par l'administration américaine pour promouvoir les idées d'intégration raciale des forces armées. Par contre, nous n'avons que rarement accès à de l'information entourant le processus décisionnel derrière l'élaboration de ces directives. Pour cette raison, nous devons donc interpréter ces actions à l'aide du but énoncé à l'intérieur du dictat et de la finalité recherchée. Pour ce faire, la documentation se trouvant aux Archives Nationales de Washington, D.C. ainsi qu'à la bibliothèque présidentielle John F. Kennedy à Boston ont été d'une grande utilité pour comprendre les positions des différents membres du personnel de l'administration Kennedy, ainsi que de fournir un bon nombre de statistiques permettant de peindre un portrait. En effet, ces deux établissements permettent de retrouver et d'étudier les documents contenant toutes les décisions de l'administration, tant au niveau des *Executive Orders* et des *Directives* que des archives pertinentes relatives à l'intégration raciale dans les forces armées. Ceci nous

² Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1985, 635p.

a permis de mieux comprendre les processus complexes derrière les décisions présentées à l'intérieur de ce mémoire.

En ce qui concerne les Archives Nationales Américaines, logées à College Park dans la banlieue de la capitale nationale américaine, elles ont été particulièrement importantes pour l'obtention des *Executive Orders*. Plus précisément, les sections des archives utiles sont les *Record Groups* 220.7.8, 319, 330, 335 et 338. Chacun de ces groupes porte sur différentes branches du gouvernement, tant civiles que militaires. De plus, ils simplifient la recherche et le classement. Les groupes cités ci-contre concernent respectivement les archives venant de ces différents groupes : *President's Committee on Equality of Treatment and Opportunity in the Armed Services*, *Army Staff*, *Office of the Secretary of Defense*, *Office of the Secretary of the Army* et *US Army Commands 1942-*. Grâce à cette collection de documents officiels, nous retraçons les actions et recommandations venant des institutions pertinentes.

Pour ce qui est de la bibliothèque présidentielle John F. Kennedy, située à Boston, au Massachusetts (son État d'origine), elle contient toutes les notes personnelles et publiques des personnes les plus proches du président lors de son temps passé à la Maison Blanche. Cette source renferme un bon nombre de documents utiles à notre recherche. Le Secrétaire de la Défense Robert S. McNamara, le *National Security Advisor*, McGeorge Bundy, Gerhard Gersell et Laurence I. Hewes du *President's Committee on Equality of Opportunity In The Armed Forces*, ainsi que les aides Theodore C. Sorensen, Pierre Salinger et Arthur M. Schlesinger Jr. ont tous légué leurs documents de l'administration, sans oublier le président lui-même. En plus de ces documents, la bibliothèque présidentielle de Kennedy contient aussi les transcriptions des discours prononcés par le président, dont celui portant sur l'importance de l'impératif moral derrière les droits civiles³. Le

³ Discours du 11 juin 1963, portant sur les droits civiques.

tout nous permet d'avoir une ligne directe avec les membres de l'administration, quant à leurs échanges privés ou confidentiels et à leurs prises de positions et actions publiques.

Cependant, les actions du gouvernement ne sont pas sans conséquence sur la population, particulièrement en ce qui concerne un sujet aussi controversé et fortement polarisé, autour duquel un consensus n'a jamais été envisagé comme possible. Dans le but de prendre le pouls de la société sur la question de l'intégration raciale dans les forces armées, il faut discerner les différentes réceptions de ces mesures par les citoyens. Pour ce faire, nous avons choisi de porter un regard attentif à la presse durant la présidence Kennedy, plus particulièrement aux journaux imprimés ayant un lectorat noir, en raison de l'importance des droits civiques pour ce groupe. L'importance accordée aux journaux est due à l'impossibilité d'avoir des données sur les réactions individuelles de la population américaine en raison du manque de données et de la distance temporelle prohibant un sondage. Grâce aux banques de données, il est possible de feuilleter tous les articles de ces journaux, dont : *Atlanta Daily World*, *Chicago Daily Defender*, *Baltimore Afro-American*, *Pittsburgh Courier* et *New York Amsterdam News*, du côté de la presse noire. Nous analysons également les articles du *Chicago Tribune*, *The Washington Post*, *The Christian Science Monitor*, *Los Angeles Times* et *New York Times*, du côté de la presse grand public.

À l'aide des articles retrouvés dans ces quotidiens, nous allons donc observer et comparer les réactions des deux groupes de journaux, représentant plus ou moins les deux groupes ethniques, « noirs » et « blancs », opposés par le conflit autour du mouvement des *Civil Rights*. Autant le contenu, le nombre d'articles et leur place à l'intérieur des journaux de chacun des groupes seront étudié et comparé, dans le but de dégager les implications des décisions gouvernementales sur la vie des citoyens noirs et blancs américains. Nous nous attendons à découvrir une différence entre les deux catégories de journaux en raison du biais ethnique, tant au niveau du lectorat

que du personnel des journaux. La relation entre le lecteur et la presse est d'une importance considérable, spécialement en ce qui concerne le contenu journalistique, en raison de son influence sur le choix des sujets abordés à l'intérieur des pages des médias. Effectivement, le niveau d'intérêt qu'ont les lecteurs pour un sujet particulier, ici la cause des droits civiques, va servir de guide aux médias pour jauger leur couverture d'un événement particulier. Il est donc prévisible que les journaux noirs publient plus d'articles portant sur la lutte pour l'obtention des droits civiques de leur communauté que leurs homologues au lectorat blanc. Également, la situation ségrégationniste prévalant durant cette période sous-entend que les journalistes se retrouvaient majoritairement au sein des journaux selon leurs ethnies. Cette répartition des reporters nous permet de croire que les sujets recherchés par ceux-ci sont affectés par l'ethnie même des employés des médias, et que le public cible affecte le contenu des périodiques. Au-delà de la quantité d'articles présents à l'intérieur des pages des différents journaux, il y a aussi une divergence à l'intérieur des approches. Encore une fois, l'ethnie y joue un rôle en ce qui concerne la proximité au conflit. En effet, il est plus probable qu'un journaliste noir se sente impliqué dans le débat qu'un de ses confrères blancs; il en va de même en ce qui concerne l'évaluation des décisions prises et appliquées. Par exemple, il est plausible qu'une personne afro-américaine revendique toujours plus de changements jusqu'à l'obtention d'une véritable égalité raciale et ne se contente pas seulement des petites avancées sur le sujet, alors que son homologue blanc n'en fasse pas autant. De plus, le b.a.-ba du journaliste étant l'utilisation des sources et de son réseau de contacts, les différences au niveau de la provenance des employés des journaux affectent donc ces personnes ressources. Spécialement durant cette période ségrégationniste américaine, les réseaux sociaux étaient principalement restreints à l'intérieur d'un même groupe ethnique, limitant ainsi la présence de sources utiles pour la grande majorité des journalistes noirs et blancs. Cette absence de personnes ressources clés est un autre aspect influant sur la couverture médiatique divergente entre les médias grands publics et ceux visant la minorité noire. Cette divergence entre les deux catégories

de journaux nous permet d'analyser les différentes perceptions des actions prises par l'administration Kennedy à l'intérieur de chacune des deux communautés étudiées.

La question des droits civiques a été fortement médiatisée durant la présidence Kennedy, spécialement en raison des affrontements violents entre les forces de l'ordre et des manifestants pour la cause. Par contre, l'intégration raciale des forces armées a évolué sans scandale majeur ni grosse confrontation, contrairement à l'intégration raciale dans d'autres secteurs de la société comme l'éducation. Malgré ce manque d'attention liée aux troubles raciaux, la démarche derrière l'intégration a été couverte par certains périodiques. Nous allons donc commencer par une étude du nombre d'articles, ainsi que de leur provenance, pour tenter de dégager des conclusions quant à l'importance accordée au sujet, autant au niveau général qu'à l'intérieur des groupes noirs et blancs. Pour ce faire, nous allons nous tourner vers le contenu des articles pour faire sortir les différences entre les articles de chacun des groupes de périodiques, dans le but de voir si l'approche et le choix de sujet se diffèrent les uns les autres. Pour finir, nous allons nous concentrer sur la réception médiatique du cas particulier portant sur la possibilité de fermer des bases militaires si elles étaient dans une communauté ségréguée.

Au cours de la recherche effectuée à l'intérieur des banques de données dans le cadre de ce travail, nous avons rapidement réalisé que les actions de l'administration Kennedy concernant l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées n'ont pas eu une grande vitrine à l'intérieur des médias de l'époque. Effectivement, une étude approfondie des hebdomadaires à grand tirage publiés au cours de la présidence Kennedy, en se concentrant particulièrement autour des dates clés pour le sujet, a relevé une quantité extrêmement limitée d'articles. Le fait que notre sujet soit limité aux actions prises par l'administration à l'intérieur des forces armées explique, en partie, pourquoi nous avons si peu de matériel, alors qu'un grand nombre d'articles à propos de la lutte pour l'avancement des droits civiques a été publié lors de la présidence de JFK. Concrètement, seulement 89 articles provenant

de dix journaux ont été retenus à la suite de notre recherche⁴. Nous avons effectué une recherche exhaustive des journaux encore accessibles aujourd'hui pour trouver le plus d'articles possibles portant sur notre sujet. Devant les difficultés d'accès à plusieurs journaux locaux et les archives incomplètes, ainsi que notre volonté de mettre en valeur la vision dominante de la population envers les mesures visant un traitement équitable des soldats noirs, nous avons décidé de nous limiter aux journaux blancs publiés nationalement. La presque totalité des journaux locaux se trouvant dans le sud des États-Unis étant pro-ségrégationnistes, comme la grande majorité de leur lectorat, leur inclusion biaiserait la vision véhiculée par les journaux blancs. Il en va de même avec des journaux noirs radicaux aux franges de la communauté noire, qui teinteraient les données. Le choix final des journaux épluchés s'est fait selon la présence d'articles portant sur notre sujet. À la suite de recherches dans la base de données PROQUEST, contenant un nombre considérable de journaux américains, nous avons trouvé les 10 journaux suivants : *Atlanta Daily World*, *Chicago Daily Defender*, *Baltimore Afro-American*, *Pittsburgh Courier*, *The Washington Post*, *New York Amsterdam News*, *Chicago Tribune*, *The Christian Science Monitor*, *Los Angeles Times* et le *New York Times*. Les articles retenus sont tous ceux que nous avons trouvés portant sur l'intégration raciale comme telle, ainsi que des actions des dirigeants du Département de la Défense, les nominations et les débats soulevés. Nous n'avons exclu aucun article, même s'il était publié dans plusieurs journaux. De ces dix périodiques, nous en retrouvons cinq dans la catégorie des journaux blancs et le même nombre ayant principalement un lectorat noir. Le nombre de publications équivalent est surprenant, spécialement lorsqu'on considère le grand nombre de journaux publiés au cours des années 1960. Ce manque d'écart dans la variété des périodiques blancs et noirs, notamment sur un sujet qui touche les Noirs de près, nécessite un regard sur le nombre d'articles parus dans chacun de ceux-ci.

⁴ Nous comptons ici le *Chicago Defender* et le *Chicago Daily Defender* comme un seul journal, car ce ne sont que des différentes parutions du même périodique.

En plus d'avoir plus de journaux qui ont couvert le sujet du côté des journaux pour le lectorat noir, le nombre d'articles est aussi bien plus important à l'intérieur des journaux noirs, comptant pour 49 des 89 articles. D'ailleurs, le journal ayant le plus d'articles portant sur les mesures d'intégration à l'intérieur des forces armées est publié à Atlanta, nommé : l'*Atlanta Daily World*. Qui plus est, en additionnant le nombre d'articles de l'*Atlanta Daily World* et du *Chicago Defender*, respectivement premier et deuxième, nous obtenons plus d'articles que le nombre total d'articles de périodiques grand public, soit 46 contre le total des 40 articles venant des grands journaux blancs. Cependant, il est intéressant de noter que quatre des journaux recensés ayant moins de cinq articles sont des périodiques noirs; le *Pittsburgh Courier* et l'*Afro-American* de Baltimore en contiennent deux, alors que le *New York Amsterdam News* en a trois, le même montant que le *Christian Science Monitor* du côté grand public. Nous voyons donc qu'une majorité (55%), des articles provient des périodiques noirs, démontrant un intérêt accrue parmi les Noirs pour ce genre d'information.

En plus, l'intérêt général de la presse pour l'intégration raciale dans les forces armées n'a pas suivi la même tendance à l'intérieur des deux groupes journalistiques : 1962 a vu moins d'articles que l'année précédente dans les périodiques blancs, alors que les médias noirs ont vu une croissance tout au long de la présidence de Kennedy⁵. La fréquence de la publication d'articles sur notre sujet, bien qu'un peu surprenante, reflète bien le déroulement des événements des différentes années. Par contre, en raison de l'attention grandissante apportée à la cause des droits civiques par les médias globaux lors de la présidence Kennedy, nous nous attendions à voir une augmentation constante du nombre d'articles parus au cours de ses trois années au pouvoir, alors qu'en fait l'année 1962 a vu un recul marqué. Cette situation s'explique vraisemblablement par l'intérêt provoqué par la nouvelle orientation prise par le DOD sous McNamara lors de la première année de l'administration Kennedy,

⁵ Journaux Blancs : 1961 : 7, 1962 : 5, 1963 : 28 et journaux noirs : 1961 : 7, 1962 : 7, 1963 : 35

alors que 1962 n'a pas connu de si gros changements. Sans surprise, c'est la dernière année de la présidence Kennedy dans laquelle le plus d'articles ont parus. La sortie du rapport initial du Comité Gesell, la nouvelle directive du DOD qui s'en est suivie et les réactions des membres du Congrès à ces nouvelles mesures expliquent la quantité d'encre coulée lors de cette année. L'importance et l'impact perçu des événements est donc relié jusqu'à un certain point au nombre d'articles écrit sur le sujet.

Pour avoir une meilleure compréhension de la couverture médiatique, nous devons d'analyser le contenu des articles publiés. En raison du nombre limité d'articles recensés sur notre objet d'étude, le choix des événements couverts par les journalistes est particulièrement intéressant. Effectivement, l'intégration raciale des forces armées étant une nouvelle peu exploitée par les médias du temps, le triage effectué par les périodiques montre leurs priorités et intérêts. Alors que nous avons montré l'intérêt accru des journaux à lectorat noir pour notre sujet ci-haut, nous devons maintenant faire ressortir le contenu pour comprendre si plus de sujets ont été abordés ou si un nombre similaire de sujets a été abordé à plusieurs reprises. La variété est souvent garante d'un intérêt accru, spécialement lors que le sujet n'offre pas plusieurs coups d'éclats, laissant la place à des événements plus anodins. Nous allons donc nous pencher sur les différences et ressemblances dans la couverture médiatique de l'intégration des forces armées dans les deux catégories de journaux.

Une partie importante de notre travail est sans doute les sources primaires, tant les articles de journaux, les archives que le rapport Gesell lui-même. Elles nous offrent une vision intime et privilégiée des discussions, des décisions et des convictions des personnes impliquées dans l'administration présidentielle de John F. Kennedy. Celles-ci viennent clarifier et approfondir l'information retrouvées à l'intérieur des sources secondaires. D'un point de vue moins personnel ou rapproché de l'exécutif, la perception publique de ces actions gouvernementales sera abordée sous l'angle de la présence d'article à l'intérieur de quotidiens populaires. Les médias reflétant souvent les intérêts et les positions de leur lectorat, ce sont ces articles qui

nous permettront d'obtenir la meilleure vision possible du débat et des réactions entourant la question. Cette documentation sera la base sur laquelle reposera notre travail, tout en étant solidifiée et complétée par les nombreuses publications d'études portant sur le même sujet.

HISTORIOGRAPHIE

La lutte pour les droits civiques aux États-Unis est un sujet ayant une bibliographie riche et diverse. Il est possible d'en dire autant au sujet de la personne et de la présidence de John F. Kennedy. Les deux sujets, une fois regroupés, offrent donc une quantité de littérature si vaste qu'un sujet se doit être le plus concis possible pour permettre une historiographie exhaustive. En effet, cette abondance de littérature sous-tend une multitude de positions sur les différents aspects étudiés portant sur cette période. Suite à l'étude de la littérature, puisque nous ne pouvions pas examiner toutes les décisions prises par cette administration, un choix s'est donc imposé. Après réflexion, les forces armées ont semblé le domaine le plus prometteur pour étudier les actions de l'administration Kennedy sur le thème des *Civil Rights*. En plus de circonscrire le champ de recherche, ce sujet peu étudié amène la possibilité d'approfondir les connaissances dont on dispose sur cette période et sur l'évolution de l'obtention de l'égalité raciale par la minorité noire.

Le groupe d'historiens défendant la vision dite traditionnelle de l'administration Kennedy est composé de personnes ayant étroitement côtoyé le président durant sa présidence. Les deux ouvrages qui ont fait figure emblématique de la période sont sans équivoque ceux de Theodore Sorensen et d'Arthur M. Schlesinger Jr, leurs livres respectifs étant *Kennedy*⁶ et *A Thousand Days*⁷. Ces deux assistants spéciaux de Kennedy ont offert un portrait intime et détaillé de leur temps passé à la Maison Blanche en compagnie du président défunt, produisant deux tomes qui reflètent une vision positive du travail fait par John F. Kennedy et son administration. Lorsque Schlesinger Jr. et Sorensen écrivent sur les actions de Kennedy, spécifiquement en ce qui concerne les *Civil Rights*, il faut se questionner sur leur capacité de se dissocier de leur propre vision. La vision d'une

⁶ Theodore Sorensen, *Kennedy*, William S. Konecky Associates, Old Saybrook, 1999, 800p.

⁷ Arthur M. Schlesinger Jr., *A Thousand Days: John F. Kennedy in the White House*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2002, 1087p.

bonne présidence bénéfique à la population américaine colportée par les deux auteurs n'est pas surprenante, sachant qu'elle est la leur : les deux assistants spéciaux du président étaient fiers de ce qu'ils avaient accompli. Dans cet ordre d'idées, l'affirmation de Schlesinger que le président Kennedy contrôlait le mouvement des droits civiques est quelque peu hyperbolique : « *recognizing the discontent and perceiving a need for new action if he were to preserve his control [of the movement] [...] Kennedy now responded to the Negro revolution by seeking to assume its leadership* »⁸. Bien qu'il soit possible de soutenir l'affirmation que Kennedy était le dirigeant des actions gouvernementales en ce qui concerne les droits civiques, lui attribuer la direction ou l'aspiration de mener le mouvement au complet est peu défendable et est, de surcroît, attaqué par les révisionnistes. Il y a donc une question de proximité à l'administration Kennedy qui est soulevée, ainsi que le peu de temps accordé à l'aspect racial de l'armée.

Un exemple pertinent d'un ouvrage s'inscrivant dans la lignée des livres soutenant la vision traditionnelle, mais cette fois-ci d'un auteur se situant à l'extérieur de l'entourage du défunt président, est *Mr. Kennedy and the Negroes* d'Harry Golden (1964). Portant sur les actions de la branche exécutive du gouvernement américain, en se basant sur des entretiens avec des membres de l'administration, dont Robert F. Kennedy, ce livre, entamé avant l'assassinat de Kennedy, se veut une démonstration de la réussite de l'exécutif dans le domaine des droits civiques. Selon Golden, le résultat est sans équivoque : « *For the first time, the full force of the federal executive authority is being exerted in the battle against race discrimination* »⁹. Citant les réussites en ce qui concerne la déségrégation des forces armées par l'administration en tant qu'exemple de son action¹⁰, l'auteur dresse un portrait flatteur d'un président qu'il qualifie de « *first President of the United States since Lincoln to declare*

⁸ Arthur M. Schlesinger Jr., *A thousand days: John F. Kennedy in the White House*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2002, p.950 et 966.

⁹ Harry Golden, *Mr. Kennedy and the Negroes*, Greenwich, Fawcett Publications Inc., 1964, p.212.

¹⁰ *Ibid.*, p.211.

publicly that racial segregation and discrimination are morally indefensible»¹¹. En ce qui concerne les forces armées, bien qu'il ne donne peu de détails, Golden note les actions concrètes du Président pour déségréguer toutes les branches, la Garde Côtière et l'implantation du *Committee on Equal Opportunity in the Armed Forces*. Ces réalisations font donc partie des efforts du Président pour attaquer les problèmes reliés aux *Civil Rights*.

Parallèlement, le petit livre *Les Noirs aux États-Unis*¹² de Lulamae Clemons, Gordon A. Gardner et Erwin Hollitz, présente l'histoire des Noirs américains comme étant une lutte vers l'égalité avec la majorité blanche, se concentrant principalement sur les premières et les avancées historiques des Noirs à l'intérieur de tous les domaines. À l'intérieur de celui-ci se trouve une section portant sur la présence noire à l'intérieur des forces armées tout au long de l'histoire américaine. La situation pendant la présidence Kennedy est peinte comme étant extrêmement propice pour l'avancement des Noirs à l'intérieur des forces armées : par exemple, « un des premiers Noirs à commander un navire de combat fut le capitaine de corvette Samuel L. Gravely »¹³. Pour les auteurs, cette ascension d'un noir au commandement d'un navire est un exemple de réussite survenant dans le contexte d'un plus grand nombre d'afro-américain obtenant des grades élevés. Ils voyaient donc d'un bon œil ce pas dans la bonne direction vers une tendance vers une participation égalitaire des Noirs à l'intérieur des forces armées. Contenant des informations intéressantes, le livre ne se penche malheureusement pas sur le processus derrière ces changements et préfère décrire la réalité sans l'analyser.

Il faut noter que les ouvrages se trouvant dans cette ligne de pensée ne contiennent que très peu de détails au sujet des actions du Président visant l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées, ce qui est clairement une

¹¹ Ibid., p.viii.

¹² Lulamae Clemons, Gordon A. Gardner et Erwin Hollitz, *Vingt Millions d'Américains: Les Noirs Aux États-Unis*, Paris, Éditions Jeune Afrique, 1966, 142p.

¹³ Idem, p.102.

faiblesse. En laissant de côté les afro-américains travaillant pour le Département de la Défense, ces auteurs négligent une composante importante de la Défense américaine, sujet qu'ils portent en si hauts égards. Cette omission est aussi une lacune car les actions de l'administration Kennedy auraient dû être évaluées et non ignorées. Malgré ceci, ces travaux nous permettent d'établir le contexte, les débats internes, ainsi que les personnes présentes et leurs positions lors des prises de décisions. Ceci nous est particulièrement utile en ce qui concerne McNamara en raison du peu d'ouvrages qui lui sont consacrés. C'est donc le contenu de ces tomes que nous avons trouvé une bonne partie des éléments utilisés à l'intérieur de notre argumentation.

Cependant, aucune analyse ne peut être complète lors qu'on ne tient compte que d'un seul côté du débat, ce qui nous amène à la deuxième approche historiographique. En politique, toute période de grâce à une fin et John F. Kennedy n'a pas fait exception à la règle. Les années 1970 ont amené une nouvelle vague d'analyses beaucoup plus critiques à l'endroit de Kennedy lui-même et de son administration. Cette conception de la présidence Kennedy a été étayée par plusieurs auteurs, dont *Kennedy Justice* de Victor S. Navasky (1971), le livre de Henry Fairlie, *The Kennedy Promise* (1973), *The Promise and the Performance* (1980) de Lewis J. Paper ou encore Bruce Miroff et son *Pragmatic Illusions* (1979)¹⁴. Ce regroupement d'auteurs forme un courant historiographique qui est connu sous le nom de révisionniste. Beaucoup plus négative, cette vision se concentre sur les échecs ou les erreurs de John F. Kennedy, tels que perçus par les auteurs de la nouvelle génération. En ce qui concerne sa politique intérieure, les critiques se concentrent sur le peu de résultats qu'il a obtenus durant sa présidence et le fait qu'il n'a pas réussi à recevoir l'appui du Congrès dans ses politiques. Ces dernières sont critiquées en raison de leur ambivalence perçue : selon l'interprétation de l'historiographie révisionniste de

¹⁴ Dans l'ordre: Victor S. Navasky, *Kennedy Justice*, New York, Atheneum, 1971, 482p.; Henry Fairlie, *The Kennedy Promise : The Politics of Expectation*, New York, Doubleday, 1973, 376p.; Lewis J. Paper, *John F. Kennedy: the promise & the performance*, Cambridge, Da Capo Press, 1980, 408p. et Bruce Miroff, *Pragmatic illusions: the presidential politics of John F. Kennedy*, London, Longman, 1979, 334p.

Giglio, il était un « *ineffectual and overly pragmatic leader in domestic matters* »¹⁵.

Pour appuyer ce point de vue, Navasky en vient à la conclusion que

« *the proposed new civil rights legislation of July 1963 was designed to cool down trouble as much as to correct injustice. [...] But the cost of Justice's success as peace-keeper and cooler-downer was the preservation of the status quo for millions of Negroes and the progressive alienation of the civil rights movement* »¹⁶.

En plus de montrer la réticence de l'aile exécutive du gouvernement américain, Navasky impute aussi le ralentissement, voire la fin probable, du mouvement des *Civil Rights* lui-même.

Cette période révisionniste s'est poursuivie jusqu'aux années 1990. Le résultat des évaluations reste sensiblement marqué par un constat négatif ou du moins très mitigé; les livres phares de cette période sont *Jack: The Struggles of John F. Kennedy* et *JFK: The Presidency of John F. Kennedy* d'Herbert Parmet, le livre d'Alan Shank intitulé *Presidential Policy Leadership: Kennedy and Social Welfare* et finalement *President Kennedy: Profile of Power* de Richard Reeves¹⁷. La trame narrative ne change pas avec la nouvelle décennie, Reeves décrit Kennedy comme étant

« *a professional politician reacting to events he often neither foresaw nor understood, handling some well, others badly, but always ready with plausible explanations. He was intelligent, detached, curious, candid if not always honest, and he was careless and dangerously disorganized. [...] Kennedy was decisive, though he never made a decision until he had to, and then invariably he chose the most moderate of available options. [...] He had little ideology beyond anti-Communism and faith in active, pragmatic government. And he had less emotion. [...] What convictions he did have, on nuclear proliferation or civil rights or the use of military power, he was often willing to suspend, particularly if that avoided confrontation with Congress or the risk of being called soft* »¹⁸.

¹⁵ James N. Giglio et Stephen G. Rabe, *Debating the Kennedy Presidency*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2003, p.96.

¹⁶ Victor S. Navasky, *Kennedy Justice*, New York, Atheneum, 1971, p.205.

¹⁷ Dans l'ordre: Herbert S. Parmet, *Jack: The Struggles of John F. Kennedy*, New York, Doubleday Publishing, 1983, 640p.; Herbert S. Parmet, *JFK: The Presidency of John F. Kennedy*, New York, Dial, 1983, 407p.; Richard Reeves, *President Kennedy: Profile of Power*, New York, Simon & Schuster, 1993, 800p.; Alan Shank, *Presidential Policy Leadership: Kennedy and Social Welfare*, Boston, University Press of America, 1980, 297p.

¹⁸ Richard Reeves, *President Kennedy: Profile of Power*, New York, Simon & Schuster, 1993, p.19.

Ce passage montre clairement que Reeves ne le voit qu'en tant qu'opportuniste politique, sans vraie préparation ni force de caractère lui permettant de faire opposition au Congrès. Il utilise, entre autres, le cas des *Civil Rights* pour démontrer une attitude de lâcheté face au Congrès. Shank, lui, décrit sa performance en politique intérieure comme étant « *disappointing* »¹⁹. Il y a donc une continuité marquée à l'intérieur du groupe révisionniste en ce qui concerne les aptitudes et actions du président Kennedy. Nous ne rejetons pas complètement les conclusions avancées par les révisionnistes, par contre, nous divergeons fortement avec leur simplification au sujet du manque de résultats concrets au niveau des droits civiques lors de la présidence Kennedy. En plus de pouvoir nommer ces résultats, par exemple l'intégration autour des bases ou encore l'intégration de l'académie de la *Coast Guard*, nous supportons qu'il est exagéré de ne pas noter les réussites, même si elles sont partielles, tout en notant les ratés. Le bilan de Kennedy n'est pas parfait, mais ignorer des certains de ses aspects n'aide aucunement la compréhension de cette période.

Si ce deuxième courant apporte un retour d'ascenseur nécessaire, comme mentionné plus haut, les auteurs de ce groupe ont tendance à surévaluer le pouvoir présidentiel et à sous-estimer l'attitude du Congrès. Nous arrivons à cette conclusion en raison de leur présomption qu'un Président plus fort ou plus habile aurait réussi à rallier le Congrès à ses idées et politiques, ce qui est fort improbable en raison de la composition des deux chambres. Ce courant ne s'attarde pas à l'intégration militaire non plus, malgré le fait qu'il accorde une forte importance à l'aspect militaire des relations internationales, pourtant un secteur où le Président a plus d'indépendance vis-à-vis le Congrès.

L'improbabilité de trouver une résolution à ce débat, à quoi s'ajoute la diminution de travaux historiques ayant pour sujet particulier l'administration

¹⁹ Alan Shank, *Presidential Policy Leadership: Kennedy and Social Welfare*, Boston, University Press of America, 1980, p.263.

Kennedy, poussent le chercheur à utiliser des sources portant sur une période plus longue que les seules années durant lesquelles Kennedy a été au pouvoir. Ce groupe d'ouvrages ne mentionne que brièvement l'intégration dans les forces armées, encore une fois, mais le sujet y est néanmoins abordé. Il aurait été intéressant que cette section de la société soit plus étudiée, particulièrement en raison du contexte historique de la guerre froide. Chez les auteurs se concentrant sur la question centrale des *Civil Rights*, six ouvrages publiés au début des années 2000 retiennent l'attention : *Cold War Civil Rights* de Mary L. Dudziak, *The Cold War and the Color Line* de Thomas Borstelmann, l'ouvrage collaboratif de Philip A. Klinkner et Rogers M. Smith *The Unsteady March*, *Window on Freedom* édité par Brenda G. Plummer, *The Modern Presidency and Civil Rights* de Garth E. Pauley et finalement *Carry Me Home* de Diane McWhorter²⁰.

La vision de la présidence Kennedy projetée par ces derniers auteurs est plutôt négative en ce qui concerne les *Civil Rights*. Kennedy n'est pas présenté comme un fervent supporteur de la cause des *Civil Rights* par Pauley :

« JFK's opposition to racial discrimination was more abstract than felt; he thought prejudice was a waste of emotion and time. [...] JFK had an egalitarian attitude toward blacks: they were no different to him than any other group of people, nor were their problems special or unique »²¹.

Le jeune président n'était donc pas habité par le problème de racisme faisant face aux noirs à l'intérieur des États-Unis, mais il n'était pas lui-même raciste. Borstelmann postule que « *His own experience of prejudice against Roman Catholics may also*

²⁰ Mary L. Dudziak, *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 330p.; Thomas Borstelmann, *The Cold War and the Color Line: American Race Relations in the Global Arena*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, 369p., Philip A. Klinkner et Rogers M. Smith, *The Unsteady March: The Rise and Decline of Racial Equality in America*, Chicago, Chicago University Press, 2002, 426p. et Brenda G. Plummer, ed., *Window on Freedom: Race, Civil Rights, and Foreign Affairs, 1945-1988*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, 259p.; Garth E. Pauley, *The Modern Presidency and Civil Rights: Rhetoric on Race from Roosevelt to Nixon*, College Station, Texas A & M University Press, 2001, 259p.; Diane McWhorter, *Carry Me Home: Birmingham, Alabama, the Climactic Battle of the Civil Rights Revolution*, New York, Simon & Schuster, 2002, 720p.

²¹ Garth E. Pauley, *The Modern Presidency and Civil Rights: Rhetoric on Race from Roosevelt to Nixon*, College Station, Texas A & M University Press, 2001, p.109-110.

have disinclined him to discriminate blindly against others »²². Il y a donc une importance accordée à ce fléau, mais elle fut limitée et secondaire comparée aux enjeux de la guerre froide.

Le conflit contre l'URSS et ses États satellites a été primordial pour le Président Kennedy durant la totalité de sa présidence. Les quatre auteurs qui se concentrent sur l'interaction entre la politique intérieure et extérieure américaines dressent le portrait d'un président limité dans ses actions sur la scène internationale par l'inégalité raciale au cœur de son pays. Le résultat des actions de l'administration Kennedy est vu comme ceci :

*« some progress had been made on the civil rights front, while international (particularly African) criticism of American society would be blunted. In many ways, however, these victories were illusory [...] near total failure. [...] due to reluctance on the part of the Department of State (as well as other agencies and personnel of the Kennedy administration) to take a stronger stand on the issue of civil rights. [...] The convergence of a Cold War mind-set and a civil rights ideology, therefore, resulted in few victories either at home or abroad »*²³.

Un exemple du manque de détermination de la part de l'administration se trouve au sein du *Civil Rights Bill* de 1963, qui est considéré « *even weaker than the one first proposed by President Eisenhower in 1956* »²⁴. Néanmoins, les auteurs sont conscients des difficultés auxquelles Kennedy a dû faire face tout au long de sa présidence. Ses problèmes ont commencé à l'intérieur même de son parti, avec l'aile sudiste des Démocrates qui était opposée à la déségrégation. Alors Kennedy devait constamment rassurer les représentants et les sénateurs qu'il n'allait pas bouleverser l'ordre social de leur région. Toutefois, ce groupe réfractaire ne voyait pas la direction dans laquelle l'administration amenait le pays et lui rappelait leur mécontentement : « *their [Southern Democrats] control of federal funding created roadblocks even for such symbolic executive initiatives as desegregating the National*

²² Thomas Borstelmann, *The Cold War and the Color Line: American Race Relations in the Global Arena*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p.137-8.

²³ Brenda G. Plummer, ed., *Window on Freedom: Race, Civil Rights, and Foreign Affairs, 1945-1988*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, p.171 et 177.

²⁴ Philip A. Klinkner et Rogers M. Smith, *The Unsteady March: The Rise and Decline of Racial Equality in America*, Chicago, Chicago University Press, 2002, p.264.

Guard »²⁵. Ceci explique en partie le manque de succès du président, mais la branche exécutive a su trouver des avenues pour mettre en marche les plans de Kennedy. Le terrain particulièrement fertile que l'administration Kennedy a réussi à exploiter pour avancer la cause des *Civil Rights* se trouve à être les forces armées. Des bureaucrates se sont aussi montrés difficiles avec l'administration en raison de « *their [Allen Dulles et J. Edgar Hoover] control of classified information about political activists and revolutionaries (and about the president himself) gave them considerable influence on a White House focused above all on the Cold War* »²⁶. Ceci diminuait alors considérablement la liberté d'action de Kennedy, en le forçant à considérer les positions et les volontés de personnes qui n'avaient pas nécessairement – ou encore aucunement – les mêmes priorités ou ambitions. *Carry Me Home* reprend ce thème, mais du point de vue de la politique intérieure, spécialement en ce qui concerne l'influence de J. Edgar Hoover et de son *Federal Bureau of Investigation*. McWhorter renforce la notion que les jeux de pouvoirs en arrière-scène ont grandement influencé les décisions de l'administration, spécialement en ce qui concerne l'obsession de discréditer Dr. Martin Luther King Jr. qu'avait Hoover. Ce dernier utilisait sa connaissance des relations extraconjugales du Président Kennedy pour arriver à ses fins. Les auteurs montrent donc que malgré les efforts de Kennedy pour maintenir la question de la guerre froide au sommet des priorités pour son administration, plusieurs forces à l'intérieur de son propre pays voulaient faire avancer leurs propres agendas au détriment de celui du président : « *both European colonials and African revolutionaries, like Southern segregationists and African American civil rights workers, kept placing their own struggles above the anti-Soviet one* »²⁷.

L'importance accordée par Kennedy à la Guerre Froide et la lutte contre toute avancée Soviétique est un élément clef à ne pas sous-estimer lors d'une analyse de

²⁵ Thomas Borstelmann, *The Cold War and the Color Line: American Race Relations in the Global Arena*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p.140.

²⁶ Ibid., p.139.

²⁷ Ibid., p.153.

ses politiques et de ses décisions. Comme le montre particulièrement bien les derniers auteurs, Kennedy ne reconnaissait aucune autre priorité comme étant au-dessus de la lutte contre l'Union Soviétique. Cette préoccupation avec le conflit militaire et idéologique contre leur rival est un élément non négligeable dans l'étude de l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées. En effet, comme mentionné plus haut, l'esprit de corps est un élément primordial à l'intérieur des troupes et toute atteinte à celui-ci doit être enrayé pour permettre de maximiser l'efficacité de la force militaire. Pour ce faire, les minorités devaient être à leur rendement maximal, justifiant ainsi les décisions du Département de la Défense. C'est cet élément, ainsi que la description des problèmes avec certains hauts fonctionnaires, qui sont particulièrement bien détaillés à l'intérieur de ces livres. Par contre, spécialement en raison de leur concentration sur la guerre froide, il y a un manque important au niveau de l'intégration des bases ou encore du traitement de la minorité noire à l'intérieur des forces armées et autour des bases lorsque les militaires étaient stationnés hors pays.

La seconde partie de l'historiographie étudiée pour ce sujet porte exclusivement sur l'évolution de la présence des Noirs dans les forces armées. Des ouvrages étayant le sujet existent et sont majoritairement écrits par Morris J. MacGregor. Ses deux tomes, *Integration of the Armed Forces 1940-1965* et *Blacks in the Military: Essential Documents* (édité avec Bernard C. Nalty)²⁸, forment l'essentiel de la littérature sur le sujet. Il mentionne la même opposition aux décisions du président et de son administration par le Congrès, incluant des membres de son parti, des gouverneurs, ainsi que des membres de l'élite militaire. Le travail fait par MacGregor est crucial pour notre recherche, car ses livres sont détaillés et permettent de découvrir un sujet peu couvert par les historiens. Sa synthèse des décisions prises par la branche exécutive, ainsi que la multitude de données statistiques disponibles

²⁸ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1985, 635p. et Morris J. MacGregor Jr. et Bernard C. Nalty eds., *Blacks in the Military: Essential Documents*, Wilmington, Scholarly Resources, 1981, 367p.

concernant la présence des Afro-américains au sein de l'armée nous permet de recenser les effets tangibles des décisions prises sous la présidence Kennedy. Il est important de noter que MacGregor publie ce livre par l'entremise des presses de l'Armée américaine. Alors que sa publication par l'Armée, sont sujet d'étude, soulève des questions de censure ou d'autocensure, notre lecture approfondie de cet ouvrage nous permet de valider l'impartialité de l'œuvre. Effectivement, sa neutralité et sa propension à critiquer l'armée et l'administration tout au long du livre laisse transparaître sa neutralité. Le travail de MacGregor est donc la pierre angulaire de notre recherche, étant la source la plus détaillée directement reliée à notre sujet.

La troisième section de l'historiographie est encore plus limitée que la précédente. Elle porte sur l'implication de Robert McNamara à l'intérieur des débats entourant la question des *Civil Rights*, sa présence et sa contribution, sujet qui malheureusement n'est abordé par aucun livre en particulier. Certes, la participation du Secrétaire de la Défense Robert S. McNamara aux actions de l'administration reliées aux droits civiques est mentionnée à quelques reprises dans la littérature. En raison du recours possible aux forces armées pour assurer l'intégrité physique des citoyens et l'application des lois fédérales lors de certaines situations extrêmes, le chef du Département de la Défense était donc une présence importante. Ces rencontres étant hors de son giron, nous sommes portés à croire que sa contribution était volontaire. Ceci suppose donc un certain intérêt de la part de McNamara pour la question des *Civil Rights* et dévoile sa position à l'intérieur de l'argumentation, en raison du jugement porté par John F. Kennedy et Sorenson : « *it [le texte écrit en partie par McNamara] leaned too much on the side of the Negroes* »²⁹. La déduction que nous en faisons est que, en participant à la rédaction d'un discours jugé trop pro-droits civiques, McNamara montrés ses couleurs de partisan de la cause des *Civil Rights*. En effet, en étant un des auteurs derrière un discours jugé comme étant trop pro-afro-américain, McNamara devait donc soutenir ses propres propos, n'étant

²⁹ Idem.

aucunement tenu de supporter autant la minorité noire. Son allégeance politique au parti Républicain avant sa nomination au poste de Secrétaire de la Défense abonde dans le même sens, en raison de la position historiquement progressiste en ce qui concerne la question raciale et les droits de la minorité noire.

Cependant, bien qu'il y ait un manque d'ouvrages portant directement sur notre sujet, McNamara et sa méthode sont des sujets sur lesquels portent un certain nombre de volumes. Naturellement, le premier tome est nul autre que l'autobiographie du Secrétaire de la Défense sous Kennedy, *In Retrospect* (1995). Malgré le fait que ce livre soit essentiellement une défense passionnée de son rôle en tant qu'architecte de la guerre du Viêt Nam, il nous permet d'apprendre les motivations et les événements qui ont formé la personnalité de McNamara. Au sujet de son rôle à l'intérieur du Pentagone, il n'y a aucun travail plus précis et intéressant que *The Center*³⁰ du journaliste Stewart Alsop. Ce livre porte sur la concentration du pouvoir à l'intérieur de la capitale nationale américaine du début de la République jusqu'à l'administration Johnson. Pour ce qui est de notre recherche, la partie portant sur la *McNamara Revolution* est particulièrement intéressante. Alsop y décrit comment McNamara bouleverse la culture établie pour la remplacer par une hiérarchie rigide qui le place au sommet. Cette prise de contrôle permet au bureau du Directeur d'avoir le dernier mot sur toutes les décisions prises à l'intérieur de son département. Une fois implantée, la structure lui a permis d'appliquer une méthode se basant sur le calcul coût-bénéfice au processus décisionnel et suivant une ligne de conduite bien stricte de « *reason, not emotion* »³¹. C'est dans cette optique que nous allons approcher le sujet de sa participation aux décisions portant sur les *Civil Rights*. L'approche coût-bénéfice est justement la base derrière la justification de l'intégration des villes autour des bases militaires, ramenant à l'avant-scène l'importance de l'esprit de corps militaire. L'interprétation de l'attitude de McNamara

³⁰ Stewart Alsop, *The Center*, New York, Popular Library, 1968, 318p.

³¹ *Ibid.*, p.121.

par Alsop nous montre donc une facette autre que la morale comme raison derrière l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées. Toutefois, un peu comme Schlesinger et Sorenson, l'auteur était un proche de l'exécutif, spécialement en raison de l'amitié qu'entretenait son frère Joe, également journaliste, avec le Président. Cette familiarité avec le pouvoir, dont McNamara faisait partie intégrale, peut avoir biaisé l'auteur lorsqu'il a évalué la performance du Secrétaire de la Défense. De l'autre côté, cette proximité lui a permis d'intégrer plusieurs anecdotes reflétant le caractère et le processus décisionnel de McNamara.

Pour ce qui est de la section de notre mémoire portant sur les réactions des journaux, autant ceux s'adressant à la communauté noire que ceux s'adressant au grand public, en égard aux actions de la branche exécutive au sujet de l'intégration raciale des forces armées, il est important de noter qu'il n'y a pas d'ouvrages couvrant la période étudiée. Il est possible d'expliquer ce manque de documentation sur le sujet en raison du nombre restreint de réactions à l'intérieur même des journaux, limitant ainsi le matériel utilisable. De plus, le fait que les interventions de l'administration portaient sur l'aile militaire et non sur la société civile peut expliquer pourquoi une attention moins grande a été portée aux actions sur ce sujet. Ceci peut être appuyé par l'exposition médiatique limitée de l'action la plus controversée, soit la déségrégation des villes voisines des bases militaires sur tout le territoire américain.

Ce regard sur l'historiographie permet de se positionner dans un des deux camps, soit traditionaliste ou révisionniste. En ce qui concerne ce mémoire, nous adopterons la position traditionaliste qui défend la vision selon laquelle Kennedy avait un agenda de promulgation et de protection des droits civiques pour tous les Américains, malgré l'opposition d'une coalition assez large de citoyens et d'élus sudistes. Bien que nous sachions que le président n'a pas réussi à imposer sa vision, et ce pour moult raisons, il est de notre avis qu'il a pris des décisions concrètes et a agi en fonction de celles-ci pour faire avancer son programme d'intégration. De plus,

il est de notre humble avis que le fait que nous puissions recenser des actions accomplies par l'administration dans le but d'améliorer l'intégration raciale réfute, du moins partiellement, la thèse révisionniste voulant que le président ne se prononce ou n'innovait pas sans qu'il fût forcé de le faire. Le seul ordre de ne pas accepter que les bases militaires puissent demeurer dans une région ségréguée est justement un exemple de l'attitude proactive de Kennedy et de son administration. Notre but est de combler un manque important dans l'historiographie des *Civil Rights* et de la présidence Kennedy, en y ajoutant les actions entreprises à l'intérieur des forces armées pour stimuler l'intégration raciale.

CHAPITRE I

LES AVANCÉES DANS L'INTÉGRATION DES FORCES ARMÉES AVANT L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE JFK EN 1961

Bien que toutes les guerres dans l'histoire américaine aient compté des soldats noirs, celles de la première moitié du 20^e siècle sont particulières par leur présence accrue, tant en nombre qu'au niveau de l'importance des tâches effectuées sur le terrain. La participation remarquable d'unités noires durant la guerre hispano-américaine de 1898, la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale ont continué la longue tradition de service militaire des Noirs américains. Une évolution s'est opérée depuis les premiers conflits armés américains, avec un nombre croissant de Noirs sur les premières lignes le sommet étant la Guerre de Sécession. Cependant, une proportion déséquilibrée de cette minorité se retrouve dans des emplois de nature servile, loin des fronts. Pour ce qui est de ceux qui ont servi en tant que soldats de première ligne, il est important de noter que cette présence dans les forces armées était ségréguée; encore pis, certaines affectations et certains grades étaient hors d'atteinte pour les Noirs. Une fois la Seconde Guerre mondiale gagnée par les États-Unis et leurs alliés, le retour des soldats a créé un grand nombre de vétérans. Ces soldats noirs de retour en sol américain ont fait face au racisme de la bureaucratie des forces armées et du *Veterans Administration*³². Le nombre disproportionné de *dishonorable discharges* octroyés aux soldats noirs a mené à l'exclusion d'un grand nombre de vétérans des privilèges accordés par le *Servicemen's Readjustment Act* (aussi connu sous le nom de *G.I. Bill*). Pour ce qui est des vétérans noirs qui ont reçu

³² Lizabeth Cohen, *A Consumers Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Random House, Inc., 2003, p.171.

un *honorable discharge*, la majorité a subi les contrecoups du racisme de la part du *Veterans Administration*, spécialement dans les cas où la bureaucratie se trouvait au niveau des États.

Pour les soldats noirs encore présents à l'intérieur des forces armées, la situation d'après-guerre comporte des éléments positifs. Le premier pas a été effectué par le président Harry S. Truman à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Étant un démocrate sudiste du Missouri, Truman a posé des actions particulièrement surprenantes et inattendues, de par la position historiquement négative envers la minorité noire de son parti et de sa région. Cependant, le président était outré du traitement réservé aux vétérans noirs de la Seconde Guerre mondiale qui retournaient à leurs domiciles, spécialement dans les États du Sud, où ils étaient fréquemment accueillis et battus par des groupes d'hommes blancs³³. En raison de son admiration personnelle pour les soldats et de l'importance qu'il accordait aux services rendus à la nation par les soldats noirs lors de la Seconde Guerre mondiale, Truman a déclenché le processus d'intégration raciale des forces armées en 1948 avec son *Executive Order* 9981. Il est important de tenir compte du moment choisi par le président pour signer cette directive, soit au début de sa campagne présidentielle. En provoquant cet événement historique avant l'élection, Truman a pris un risque politique considérable en raison de l'impopularité de l'intégration raciale au sein de son parti politique et de son électorat sudiste. Ce risque se veut donc une manifestation de l'importance qu'accordait le président à cet enjeu, car la volonté d'inclure cette mesure controversée dans son programme électoral met en quelque sorte cartes sur table devant l'électorat américain quant à sa vision de l'égalité raciale à l'intérieur des forces armées, et est une preuve d'audace politique. Par contre, il ne faut pas négliger les attrait politiques d'une telle décision. En effet, justement en raison du support historique de son parti envers l'institution ségrégationniste, Truman entrevoyait la

³³ Michael R. Gardner, *Harry Truman and Civil Rights: Moral Courage and Political Risks*, Carbondale, SIU Press, 2003, p.16.

possibilité de ravir des électeurs afro-américains au Parti Républicain en cette année d'élection présidentielle :

« *These affirmations of support for Executive Order 9981 in the major black newspapers fitted in neatly with the administration's political strategy. Nor was the Democratic National Committee averse to using the order to win black votes. For example it ran a half-page advertisement in the Defender under the heading "By His Deeds Shall Ye Know Him." At the same time, not wishing to antagonize the opponents of integration further, the administration made no special effort to publicize the order in the metropolitan press* »³⁴.

Nous pouvons donc voir l'instrumentalisation politique du décret présidentiel, tout en mettant de l'avant la présence de deux mondes médiatiques assez hermétiques. Le fait que l'administration Truman ait pu se vanter de son action pour l'intégration des forces armées à l'intérieur de la presse noire, tout en n'ayant aucune conséquence à l'intérieur des médias visant un lectorat principalement blanc, permet de supporter la thèse voulant que les journalistes ainsi que les lecteurs de chacun des groupes n'avaient pas les mêmes priorités en ce qui concerne l'intégration raciale. Il est tout aussi important de s'attarder sur la méthode utilisée par le président Truman pour mettre de l'avant son agenda d'intégration raciale, malgré la forte opposition législative, ceci étant la même situation que son successeur démocrate. En 1948, les deux chambres du Congrès étant dirigées par les Républicains, Truman se voyait dans une situation peu enviable et risquait de ne pas pouvoir faire adopter ces mesures. L'inactivité du Congrès fut même un des points les plus utilisés par le président lors de la campagne électorale, le qualifiant de « *do-nothing* »³⁵ à maintes reprises. Pour outrepasser ce blocage, Truman a donc usé de son pouvoir discrétionnaire sous la forme des *Executive Orders*. Sa victoire subséquente lors de la présidentielle de 1948 est donc, en partie, un entérinement de sa position par le peuple américain. Ceci l'a poussé à récidiver avec l'*Executive Order* 10308 en 1951, ordre renforçant la loi contre la discrimination raciale du point de vue des entrepreneurs qui ont des relations

³⁴ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1985, p.316.

³⁵ Harvard Sitkoff, *Harry Truman and the Election of 1948: The Coming of Age of Civil Rights in American Politics*, *The Journal of Southern History*, Vol. 37, No. 4 (Nov., 1971), pp. 597-616.

avec le Département de la Défense. Par contre, malgré l'effet immédiat au niveau de l'application et la symbolique de ce type de décision, comme les autres avancées dans la lutte pour la reconnaissance et le respect des droits des Noirs, tout domaine confondu, les actions de Truman n'ont pas immédiatement enrayé la ségrégation raciale dans les forces armées. En effet, malgré le mandat présidentiel d'intégration, ce n'est qu'en 1954 que la dernière unité entièrement noire a été abolie par l'armée³⁶. Durant le reste de la décennie, les forces armées n'ont pas connu de changements significatifs en ce qui concerne les politiques raciales.

La fin des unités ségréguées n'a pas sonné le glas de la discrimination ou du racisme à l'intérieur des forces armées américaines, ni envers les soldats de minorités dans leur vie civile, et ce, malgré l'égalité tacite présente lors du port de l'uniforme. Nonobstant le manque de nouvelles directives venant du président Dwight D. Eisenhower pour dénouer la situation, ce dernier a tout de même clairement indiqué, et ce dès son premier *State of the Union address* en 1953, qu'il « *propose to use whatever authority exists in the office of the President to end segregation in the District of Columbia, including the Federal Government, and any segregation in the Armed Forces* »³⁷. Il supporte aussi la position de Truman selon laquelle l'attribution de contrats et de fonds à l'intérieur du Département de la Défense doit être fait à des entreprises n'ayant aucune pratique discriminatoire, car selon lui :

« wherever Federal funds are expended for anything, I do not see how any American can justify--legally, or logically, or morally--a discrimination in the expenditure of those funds as among our citizens. All are taxed to provide those funds. If there is any benefit to be derived from them, I think they must all share, regardless of such inconsequential factors as race and religion »³⁸.

³⁶ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1985, p.473.

³⁷ Eisenhower Presidential Library, Museum and Boyhood Home, http://www.eisenhower.archives.gov/all_about_ike/speeches/1953_state_of_the_union.pdf. (29 avril 2013).

³⁸ The American Presidency Project, *The President's News Conference*, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=9798>, (29 avril 2013).

Eisenhower se souciait aussi de l'image des États-Unis au niveau international, spécialement dans l'optique de la guerre froide contre l'URSS, image ternie par le traitement de ses minorités à l'intérieur de ses propres frontières. Le Président a donc considéré le problème de discrimination raciale comme étant contre les intérêts sécuritaires internationaux du pays³⁹, expliquant sa défense des décisions pro-*Civil Rights*. Un exemple particulièrement frappant de sa volonté réside dans son utilisation de l'armée pour soutenir la cause des neuf jeunes étudiants qui se voyaient refuser l'entrée à l'école secondaire à Little Rock, Arkansas en 1957. En effet, le gouverneur de l'Arkansas ne voulant pas obéir au jugement de la Cour Suprême d'intégrer racialement les écoles publiques, le président a pris les choses en main en envoyant l'armée et en fédéralisant la Garde Nationale de l'État pour assurer la sécurité des élèves noirs. L'administration de l'ancien général n'avait pas dit son dernier mot en matière de *Civil Rights* au niveau civil et, après cette intervention, elle créa deux *Civil Rights Bills*, celui de 1957 puis celui de 1960, concernant principalement le droit de vote des Noirs. Cependant, il serait faux de qualifier Eisenhower de fervent supporteur du mouvement des droits civiques, comme le montrent son opposition à la décision *Brown* de la Cour Suprême et ses multiples hésitations avant d'agir sur le sujet. Nous voyons donc une volonté de la part d'Eisenhower de faire respecter les droits constitutionnels de tous les Américains, par contre, il y a une absence d'actions concrètes de la part du Président pour mettre de l'avant des politiques renforçant l'équité raciale à l'intérieur des forces armées. La décennie 1950 se termine donc sur la décision de défendre le *statu quo* existant à l'intérieur de la constitution et simplement mettre de la pression sur les comportements fautifs en renforçant les lois et leur application, respectivement avec les lois portant sur les *Civil Rights* et l'intervention de l'armée en Arkansas.

³⁹ Mary L. Dudziak, *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p.113.

1.1 Plateforme Démocrate

Cette situation est donc l'environnement dans lequel l'élection de 1960 se déroula, opposant le Républicain et Vice-Président sortant Richard Milhous Nixon et le Sénateur Démocrate du Massachussets John Fitzgerald Kennedy. Le Sénateur, tout comme son prédécesseur démocrate Truman, devait naviguer et trouver un équilibre entre les différentes factions de son parti pour s'assurer d'un support maximal lors du scrutin. Au cours de cette campagne, l'enjeu des droits civiques était un des sujets secondaires derrière la Guerre Froide, mais l'interrelation entre les deux priorités n'a pas été mise de l'avant par les candidats. En effet, l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées n'a pas été un point important au cours de la campagne électorale. Par contre, il est intéressant et nécessaire de se pencher sur la plateforme électorale des démocrates pour faire ressortir la vision du parti et de son porte-étendard, spécialement vue la nature délicate qu'ont été les *Civil Rights* en 1960.

La plateforme électorale d'un parti politique américain est en quelque sorte un plan d'action pour les quatre prochaines années, même si elle n'est ni contraignante, ni suivie à la lettre. Elle comporte, en plus des attaques contre le parti opposé, les priorités et les promesses que vont défendre le parti au cours des années suivantes. Une lecture de la plateforme montre que le parti Démocrate se positionnait clairement pour la protection et l'amélioration des droits pour tous les citoyens américains peu importe leur genre, origine nationale, croyance religieuse ou ethnicité⁴⁰. Il faut cependant noter que la plateforme du parti Républicain lors de cette même campagne était extrêmement similaire au sujet des *Civil Rights*, mis à part les référents historiques des partis⁴¹. Les deux plateformes mentionnaient le travail effectué au niveau de l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées, se vantant chacun d'avoir participé à l'intégration : les démocrates soulignant l'initiative de Truman, et

⁴⁰The American Presidency Project, *Democratic Party Platform of 1960*, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=29602#axzz1xsZK3FGH>, (29 avril 2013).

⁴¹The American Presidency Project, *Republican Party Platform of 1960*, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=25839>, (29 avril 2013).

les Républicain notant sa complétion sous Eisenhower. Il est cependant quelque peu surprenant de voir que les deux partis n'offraient aucune nouvelle action au niveau de l'égalité raciale à l'intérieur des forces armées, outre promettre vaguement de continuer à promouvoir la fin de la discrimination raciale à l'intérieur de tous les secteurs du gouvernement fédéral. Ce manque d'intérêt sur le sujet précis de l'égalité raciale à l'intérieur des forces armées de la part les deux Partis a été reflété par l'absence du sujet au courant de la campagne électorale, tant du côté du candidat républicain que démocrate. Malgré l'absence de promesses de nouvelles initiatives, la situation en 1960 était loin d'être équitable et plusieurs facettes des forces armées comportaient encore des vestiges de discrimination. Le candidat élu lors de l'élection de 1960 aura donc la possibilité de continuer le progrès débuté par ses prédécesseurs.

En ce qui concerne la campagne électorale de Kennedy, il épousait naturellement les positions défendues par son parti, spécialement en raison de la participation de son équipe à la rédaction de celles-ci, mais il se devait de mettre de l'avant ses propres positions. Pour commencer, il avait statué que le conseil de Ted Sorenson soit appliqué par son équipe et que « *the campaign should be racially integrated at every level. All staff should be made aware of the "problems, issues and sensitivities" of black voters* »⁴². Nous pouvons donc voir la volonté de JFK de prêcher par l'exemple, autant à l'intérieur de son entourage durant la campagne électorale qu'à l'intérieur des organisations de volontaires travaillant pour son élection à l'intérieur de chacun des États⁴³. Cette résolution de contrôler les efforts d'intégration n'était pas limitée à l'intérieur de sa campagne; il y voyait aussi la meilleure façon d'amener du changement lors de sa possible présidence. Effectivement, bien qu'au Congrès, « *he had supported a strong FEPC, abolition of the poll tax, antilynching legislation and amendment of the rule on filibusters* »⁴⁴, il

⁴² Nicolas Andrew Bryant, *The Bystander: John F. Kennedy And the Struggle for Black Equality*, New York, Basic Books, 2006, p.161.

⁴³ Ibid., p.162.

⁴⁴ Theodore Sorensen, *Kennedy*, William S. Konecky Associates, Old Saybrook, 1999, p.49.

comprenait que le processus législatif compliquait grandement, voir stoppait, les avancées sur ces sujets. Il a donc renforcé sa position mettant l'action présidentielle au centre des avancées possibles dans le domaine des *Civil Rights*.

Ses positions lors de sa campagne présidentielle reflétaient donc cette conception du pouvoir exécutif. Tout au long de sa campagne, alors qu'il montrait son côté progressiste en rappelant qu'il « *had been the first member of Congress from New England to appoint a Negro to his staff* »⁴⁵, Kennedy a mentionné à plusieurs reprises quelques actions qu'il prendrait une fois arrivé à la présidence :

*« He emphasized that "the greater opportunity" lay "in the executive branch without congressional action". Here he mentioned the housing order and, repeatedly, the stroke of the presidential pen. He also advocated more vigorous measures to win the Negro the right to vote, the right to employment in companies doing business with the federal government and the right to federal appointments, especially in the Foreign Service »*⁴⁶.

L'absence ici d'une mention du Département de la Défense est un autre exemple que Kennedy n'avait pas précisément de visée sur la question raciale à l'intérieur de ce département. En revanche, la section portant sur la position que devrait avoir le gouvernement face à l'attribution de contrats, la position de Kennedy étant qu'ils devraient aller à des compagnies intégrées, a une incidence sur le DOD. Incontestablement, cette priorité aurait un effet majeur sur les habitudes d'embauche vu son statut d'employeur majeur au sein de la société américaine en raison de la taille de son budget, autour de 10% du PIB à la fin des années 1950⁴⁷. Alors que cette possibilité n'est pas nouvelle, Eisenhower l'ayant mentionnée⁴⁸, les impacts positifs seraient bien réels pour les Noirs. Des actions comme celles-ci mariaient donc les

⁴⁵ Idem.

⁴⁶ Arthur M. Schlesinger Jr., *A thousand days: John F. Kennedy in the White House*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 1965, p.929.

⁴⁷

http://www.usgovernmentspending.com/spending_chart_1902_2015USp_XXs1li011mcn_30f_Defense_Spending_in_20th_Century

⁴⁸The American Presidency Project, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=9798> (29 avril 2013).

deux formes d'actions privilégiées par Kennedy : l'utilisation du pouvoir présidentiel et les retombées positives pour la population noire sans nouvelle législation.

Suite à sa victoire, Kennedy a donc l'opportunité de continuer les efforts entrepris par ses prédécesseurs dans ce domaine. Se basant sur sa vision de la présidence comme moteur du changement et de l'action gouvernementale, le nouveau président voulait donc exercer un certain contrôle sur la question des Civil Rights. Motivé par ses convictions, mais tempéré par la réalité d'une opposition vocale à des réformes raciales à l'intérieur du Congrès, Kennedy a donc entrepris de prendre la voie qu'il avait présentée tout au long de sa campagne : il allait faire avancer la cause des Noirs à l'aide de son pouvoir exécutif. Cette opposition venant du Congrès est contrintuitive en se basant sur la partisanerie, car la majorité Démocrate à l'intérieur des deux chambres faisait en sorte que le législatif aurait dû le soutenir. Cependant, comme son incrédulité face à la possibilité de passer une loi sur les *Civil Rights* avec l'aile législative le démontre, Kennedy faisait face à un contingent lui étant hostile à ce sujet. Ce groupe à l'intérieur du parti Démocrate était l'aile sudiste. Forte d'une représentation élevée au sein du parti et d'une volonté de protéger le *statu quo* ségrégationniste des États du Sud, donc un obstacle de taille pour le nouveau président et sa volonté de faire avancer la cause des afro-américains.

1.2 L'importance des sudistes à l'intérieur de la coalition démocrate

Le président Kennedy devait travailler avec un parti fortement sudiste et hostile aux *Civil Rights*. Il faut se rappeler qu'avant la *Southern Strategy* des Républicains à la fin des années 1960, les États sudistes américains votaient fortement démocrate depuis la période précédant la Guerre Civile. Effectivement, le Parti Républicain s'est formé de radicaux anti-esclavagistes et ont promu la protection et l'expansion des droits aux afro-américains pendant plus de cent ans. Le *Civil Rights Act* de 1964 et le *Voting Rights Act* de 1965, deux lois ratifiées sous le démocrate Lyndon B. Johnson, sont venues changer la donne : alors que les minorités ethniques ont rejoint les rangs des démocrates, la population blanche du sud a été courtisée et

conquise par les Républicains. Cette volonté du GOP de s'approprier l'électorat sudiste s'est concrétisée grâce aux messages raciaux dirigés vers la population ségrégationniste du sud, particulièrement bien utilisés par Richard M. Nixon en 1968. Ce revirement démographique explique la situation politique actuelle, mais ceci s'est effectué à la suite de la présidence de Kennedy. Il est donc intéressant de se pencher sur la provenance des membres du parti Démocrate siégeant aux 87^e et 88^e Congrès, ainsi que les motivations particulières que la branche sudiste entretenait. Pour commencer, l'état du Congrès doit être décortiqué pour comprendre les regroupements d'élus et leurs forces respectives. Nous allons donc nous pencher sur les deux chambres, soit la Chambre des Représentants et le Sénat, afin de bien cerner le pouvoir de chacun des deux partis à l'intérieur de ces deux niveaux de la branche législative. Ensuite, nous allons nous concentrer sur la provenance géographique des membres du parti Démocrate à l'intérieur des deux chambres du Congrès. Plus précisément, ce sont les opposants aux réformes à propos des *Civil Rights*, se retrouvant à l'intérieur des États sudistes ségrégationnistes, qui seront observés. Pour conclure, nous nous pencherons sur l'expérience passée en ce qui concerne le passage des projets de lois portant sur ces questions, en utilisant le *Civil Rights Act of 1957* comme cas de figure.

La victoire du parti démocrate sur les Républicains a été totale en 1960. Effectivement, en plus de la présidence, ils ont obtenus la majorité des sièges à l'intérieur de la Chambre des Représentants et ont conservé leur majorité au Sénat. Cette domination des Démocrates du Congrès s'est renouvelée lors de l'élection de mi-mandat en 1962, lorsque les majorités à l'intérieur des deux chambres ont sensiblement été les mêmes : il y avait 65 sénateurs démocrates élus lors des deux élections sur une possibilité de 100, alors que le nombre de représentants est passé de

264 à 258 du total de 437⁴⁹. La majorité de deux tiers au Sénat, presque détenue par les Démocrates, est particulièrement importante en ce qui nous concerne, car c'est le nombre de sénateurs requis pour mettre fin à la seule méthode possible de l'opposition de bloquer la majorité, connu sous le terme de *filibuster*, et amener la tenue d'un vote final sur un projet de loi. Les démocrates avaient donc le contrôle quasi-absolu du Congrès, ainsi que la Maison Blanche durant la totalité de la présidence de JFK. À la lumière de ces informations, il serait plausible de s'attendre à ce que le Président ait joui d'assez de support pour appliquer son programme législatif. Par contre, le sujet des *Civil Rights* était compliqué par la majorité démocrate en opposant différentes factions de leur coalition.

Pour qu'un parti politique américain soit viable au niveau fédéral, il doit nécessairement être le fruit d'une coalition de citoyens venant de différents horizons, soit géographiques, soit philosophiques ou encore ethniques. Le parti Démocrate ne fait pas exception, étant traditionnellement composé du Solid South depuis le retour des États sécessionnistes, l'arrivée de Franklin Delano Roosevelt et son ajout des libéraux, des syndicats, des minorités et des strates plus pauvres à la base démocrate a créé la coalition qui a mené à la domination politique du parti telle que vécue lors de la présidence de Kennedy. En ce qui concerne notre sujet d'intégration raciale à l'intérieur des forces armées, il est clair que la ligne de démarcation à l'intérieur du parti se trouve majoritairement entre les résidents du Sud et ceux du reste des États américains.

Typiquement, les circonscriptions tendent à élire un représentant partageant leur vision du monde, dupliquant alors la même coalition à l'intérieur des deux chambres du Congrès. Selon nos calculs se basant sur la documentation officielle du gouvernement américain présente à l'intérieur de numéros du *Congressional*

⁴⁹ États-Unis, Congrès. 1961. *Pocket Congressional Directory 1961*. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 198 p. et États-Unis, Congrès. 1963. *Pocket Congressional Directory 1963*. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 202 p.

Directory couvrant la période étudiée, au cours des élections de 1960 et 1962, il y a eu 123 puis 115 démocrates élus à l'intérieur du Sud, alors qu'au Sénat se nombre a été 26 puis 28. En termes de pourcentage, dans le même ordre, les sudistes représentaient 46.59% et 44.57% du caucus démocrate à l'intérieur de la Chambre des Représentants et 40% et 43.08% de celui au Sénat. Nous pouvons donc tirer la conclusion que la part des sièges détenus par les démocrates sudistes est considérable, particulièrement à la lumière du fait que la perte des votes de l'aile sudiste et une opposition unie des Républicains amenait les Démocrates en dessous du taux de passage d'une loi, soit 50% plus une voix à l'intérieur des deux chambres du Congrès. De plus, en ce qui concerne le *filibuster* comme moyen d'empêcher le vote sur un projet de loi au Sénat, les 26 ou 28 Sénateurs pouvaient donc se relayer pendant de longues périodes pour s'assurer de leur victoire. Les Démocrates, alors dépourvus de ces membres, n'auraient pas le nombre de votes requis pour invoquer la clôture du débat et le passage au vote. Nous voyons donc le poids politique important de l'aile sudiste du parti Démocrate sous la présidence Kennedy. Si le Président avait l'intention de faire approuver une loi sans leurs votes, le projet devait rallier plus de la moitié du caucus Républicain de la Chambre des Représentants et du Sénat pour compenser. Alors que ceci était possible en ce qui concerne notre sujet vu la défense des *Civil Rights* par une portion du parti Républicain, la menace du *filibuster* à l'intérieur du Sénat rendait caduc les possibilités de réussites même avec l'aide du parti d'opposition en raison du manque d'unité sur le sujet. La complexité venant avec l'utilisation de l'aile législative sur tout sujet concernant les *Civil Rights* était connue du Président Kennedy : il n'avait qu'à se souvenir du processus qu'il avait vécu lorsqu'il était Sénateur du Massachusetts durant le passage du *Civil Rights Act* of 1957.

Pour ce projet de loi, les Démocrates sudistes avaient été convaincu par LBJ⁵⁰ de ne pas utiliser le *filibuster*. À la place, ce dernier s'arrangerait pour qu'il soit radicalement affaibli. Johnson ayant réussi cette tâche avec brio, il était entendu qu'il n'y aurait aucun problème lors du vote. Cependant, Strom Thurmond⁵¹ était contre toute forme de nouvelle législation de la part du gouvernement fédéral portant sur ce qu'il considérait comme la prérogative des États et s'est donc lancé dans le *filibuster* le plus long de l'histoire américaine, soit un peu plus de 24 heures consécutives. Bien que, en raison de son isolement en raison de l'entente entre Johnson et les autres Sénateurs sudistes, Thurmond n'ait pas eu gain de cause⁵², la création d'un projet de loi ayant une portée plus grande n'aurait pas laissé de possibilités d'une entente avec l'aile sudiste. L'inclusion d'Harris Wofford par Kennedy à l'intérieur de son conseil de campagne sur les Civil Rights montre bien la vision du Sénateur en ce qui concerne la méthode à suivre :

« experience had given Wofford the belief that the untapped resources of executive action offered the best immediate hope for new civil rights progress. Kennedy liked this approach both because it fitted his conception of an activist Presidency and because the 1957 and 1960 civil rights debates had left him pessimistic about further progress in Congress »⁵³.

Cette crainte d'un *filibuster* regroupant l'ensemble des Sénateurs provenant du Sud, est une des raisons derrière le peu d'activité de JFK à l'intérieur du Congrès en ce qui concerne les actions regardant les *Civil Rights*. Par contre, le Sénateur Kennedy avait aussi en tête le reste de son programme législatif lorsqu'il réfléchissait à son approche à la question des *Civil Rights*. Comme mentionné plus haut, le poids politique considérable de l'aile sudiste des démocrates était important pour le passage de toutes

⁵⁰ Robert Caro, *Master of the Senate: The Years of Lyndon Johnson*, New York, Alfred a Knopf Inc, 2002, p.941.

⁵¹ Sénateur Démocrate de la Caroline du Sud jusqu'en 1964, ensuite Républicain. Ardant supporteur de la ségrégation, il siégea de 1948 à 2003.

⁵² University of Georgia Libraries, Special Collections, Richard B. Russell Library for Political Research and Studies. 2012. *1957 Civil Rights Act*, <http://rbrl.blogspot.ca/2012/08/1957-civil-rights-act.html> (29 avril 2013).

⁵³ Arthur M. Schlesinger Jr., *A thousand days: John F. Kennedy in the White House*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 1965, p.929.

les lois jugées prioritaires et importantes par Kennedy. Il adopta donc une position pragmatique sur son interaction avec le Congrès sur ce sujet :

« *While he did not doubt the depth of the injustice or the need for remedy, he had read the arithmetic of the new Congress and concluded that there was no possible chance of passing a civil rights bill. Moreover, he had a wide range of presidential responsibilities; and a fight for civil rights would alienate southern support he needed for other purposes (including bills, like those for education and the increased minimum wage, of direct benefit to the Negro)* »⁵⁴.

Sa volonté de faire avancer la cause des Noirs était donc palpable, malgré le fait que la voix indirecte était mise de l'avant à l'intérieur de son approche avec le Congrès, alors qu'il prévoyait agir de façon décisive et directe avec son pouvoir présidentiel. Par contre, comme nous l'avons noté plus haut lors de l'analyse de la plateforme électorale démocrate, le manque de précisions dans le domaine des *Civil Rights* et plus précisément leur application à l'intérieur des forces armées est évident. L'élection de Kennedy le 8 novembre 1960 le plaça donc dans la position de mettre sa vision à l'œuvre en tant que 35^e Président des États-Unis d'Amérique. Comment il allait user de ce pouvoir considérable pour faire avancer la cause des *Civil Rights* à l'intérieur des forces armées n'était cependant pas évident à prédire, du moins, beaucoup moins que sa réticence d'approcher le Congrès avec un nouveau *Civil Rights Bill* lorsque son mandat commençait en 1961.

⁵⁴ Ibid., p.930-1.

CHAPITRE II

LE DEPARTMENT OF DEFENSE

L'impossibilité que des nouvelles lois intégrationnistes puissent sortir du Congrès en raison de l'opposition venant des membres sudistes de son parti a forcé John F. Kennedy à se tourner vers ses pouvoirs exécutif. Comme ce fut le cas lors de sa campagne électorale, la première étape fut de s'entourer d'une équipe épousant ses valeurs. Outre son frère Robert Francis Kennedy au poste d'*Attorney General*, la nomination de Robert Strange McNamara à titre de *Secretary of Defense* retient particulièrement l'attention. En quelque sorte, en ce qui concerne la défense des *Civil Rights*, ces deux hommes étaient les défenseurs/acteurs/autorité suprême à l'intérieur des deux facettes de la société américaine, la partie civile et militaire respectivement. Alors que McNamara avait un champ d'action comparativement restreint, soit le DOD, comparativement à celui de RFK, le personnel du Pentagone et son budget lui permettait d'affecter plusieurs millions de personnes de façon directe ou indirecte. L'étendue des conséquences provenant des décisions du Secrétaire de la Défense est considérable en raison de son rôle d'employeur considérable ainsi qu'au nombre imposant de contrats octroyés aux compagnies privées. Cette présence du DOD au sein de la société civile lui permet donc d'avoir un certain effet sur celle-ci. L'intersection des deux secteurs de la société fait des forces armées et du DOD plus globalement un acteur imposant en ce qui concerne les *Civil Rights*. Effectivement, étant une source considérable d'attribution des deniers publique, ce département jouit

d'un grand pouvoir coercitif auprès de la population et d'une partie de l'industrie américaine. Par ailleurs, sous son administration les bases militaires dans le sud des États-Unis restaient des « *islands of integration in a sea of Jim Crow* »⁵⁵. Incontestablement, c'était à l'intérieur des forces armées que plusieurs jeunes noirs avaient l'expérience d'être traités comme des personnes à part entière pour la première fois, comme ce fut le cas pour le *Black Master Sergeant* William B. Tapp, tel qu'il l'a décrit par la suite⁵⁶. Qui plus est, étant effectivement un département sous le contrôle sans limite de l'exécutif, il était plus facile d'agir, vue l'immobilité du Congrès. Cette réalité est bien évidente en ce qui concerne le cas du *Coast Guard*:

« *John Kennedy rarely intervened but he did so on occasion quickly and decisively and in a way illustrative of his administrations' civil rights style. He acted promptly, for example, when he noticed an all-white unit from the Coast Guard Academy marching in his inaugural parade. His call to the Secretary of Treasury Douglas Dillon on inauguration night led to the admission of the first black students to the Coast Guard Academy* »⁵⁷.

Cette réussite a montré à l'administration qu'il était possible de régler discrètement et efficacement certains problèmes raciaux à l'intérieur des forces armées sans passer par le Congrès. Nous allons donc nous concentrer sur le travail effectué à l'intérieur du DOD pour faire progresser l'égalité raciale pour leurs membres. Commençant par la personne mise à la tête de ce département colossale par JFK, Robert S. McNamara, nous allons ensuite plonger à l'intérieur des initiatives prises par le DOD pour mettre de l'avant des solutions aux problèmes raciaux, y compris le *Civil Rights Subcabinet Group*, les actions prises directement par les fonctionnaires du DOD, le travail du *Gesell Committee* et, enfin, la nouvelle directive en découlant.

2.1 Rôle de Robert Strange McNamara

Robert Strange McNamara est un personnage controversé qui demeure principalement connu pour son rôle d'architecte de la Guerre du Viêt-Nam. Par

⁵⁵ Martin Binkin et Mark J. Eitelberg, *Blacks and the military*, Washington DC, Brookings Institution, 1982, p.31.

⁵⁶ James E. Westheider, *The African American experience in Vietnam : brothers in arms*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2008, p.10.

⁵⁷ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.508-9.

contre, McNamara n'a pas seulement guidé la guerre indochinoise lors de son mandat de Secrétaire de la Défense. En raison de la période couverte à l'intérieur de ces pages, soit de 1961 à 1963, nous allons laisser de côté cette guerre et nous concentrer sur son travail d'administrateur en temps de paix.⁵⁸ Il est notable que McNamara n'a jamais mentionné sa position sur les droits civiques à l'intérieur de ses publications, en dépit du fait que ses interventions portant sur ce sujet furent omniprésentes au cours des années 1960, et que ses actions ne sont qu'effleurées par les auteurs s'étant consacré à sa vie politique. Ce vide s'explique principalement par le focus incessant porté sur le Viêt Nam, aux dépens des autres facettes de son travail. Nous allons donc tenter de combler ce vide académique en compilant toutes les sources possibles portant sur la position du Secrétaire de la Défense, tant avant qu'au moment de son affectation.

Né en Californie, ayant étudié à l'*University of California* à Berkeley, puis à la *Harvard Business School*, McNamara participe à l'effort de guerre durant la Seconde Guerre mondiale en tant qu'analyste pour l'*Air Force*. Suite à la fin du conflit, avec les autres jeunes « Whiz kids » de son équipe, il se fait engager par la compagnie automobile Ford en tant qu'analyste. McNamara connaît un succès fulgurant et monte rapidement les échelons pour devenir en 1960 le premier président de la compagnie ne portant pas le nom de famille Ford. Cet emploi fut de courte durée, car quelques mois plus tard, McNamara était confirmé en tant que le huitième Secrétaire de la Défense. Un Républicain libéral, McNamara a contribué à plusieurs causes sociales durant son séjour au Michigan :

⁵⁸ Loin de nous l'idée d'exonérer celui qui s'est fait le pantin de l'administration Johnson au sujet d'une action militaire qu'il a vite considéré comme étant *unwinnable*, nous voulons simplement mieux comprendre ses motivations derrière ses décisions concernant le traitement des Noirs membres des forces armées américaines. Pour ce faire, nous allons plonger à l'intérieur de la vie de McNamara pour essayer de dégager sa vision sur le sujet.

« At one point he joined a movement to eliminate submarginal housing, and offered to invest some of his own money in the replacement project. [... Also,] he and his wife were among the first to sign a covenant of open occupancy, a church plan intended to end racial discrimination in the sale of real estate »⁵⁹.

De plus, « *Both the National Association for the Advancement of Colored People and the American Civil Liberties Union received his contributions* »⁶⁰. Ce support à la cause des afro-américains est important lors de l'étude des actions prises par son département durant l'administration Kennedy, car ceci présuppose et explique la volonté de McNamara de toujours aller plus loin dans les réformes visant l'égalité raciale. En tant que chef du plus gros département du gouvernement américain, ses actions ont eu des répercussions sur un nombre important de subordonnées et aussi de personnes et de compagnies en dehors du département. Il avait d'ailleurs en Adam Yarmolinsky⁶¹ un adjoint assez sensible aux questions d'égalité raciale. Cependant, ce n'est pas parce qu'il était favorable à la cause qu'il en était pour autant un expert :

« *In Robert McNamara the department had an energetic secretary, committed to the principle of equal treatment and opportunity, and, since his days with the Ford Motor Company in Michigan, a member of the NAACP. But as his directives indicated, McNamara had much to learn in the field of race relations. As he later recalled: "Adam [Yarmolinsky] was more sensitive to the subject [race relations] in those days than I was. I was concerned. I recognized what Harry Truman had done, his leadership in the field, and I wanted to continue his work. But I didn't know enough"* »⁶².

Malgré ce point faible du Secrétaire de la Défense, les réformes sont venues en grand nombre au cours de l'administration Kennedy, particulièrement en raison du fait que « *The White House approach to civil rights matters was faithfully adopted in McNamara's department* »⁶³. Par contre, il est important de noter l'importance que McNamara accorde au fait qu'il ne possédait pas assez d'informations pour être un

⁵⁹ Henry L. Trewhitt, *McNamara*, New York, Harper & Row, 1971, p.54.

⁶⁰ Idem.

⁶¹ Adam Yarmolinsky, né le 17 novembre 1922 dans l'État de New York et mort le 5 janvier 2000, était un intellectuel libéral américain qui a été recruté par Kennedy pour aider au recrutement de son cabinet, puis a servi à titre de Special Assistant pour McNamara jusqu'en 1966. Ardant antiségrégationniste et militant pour l'expansion des programmes sociaux, il était une des personnes les plus dévouées à l'idée d'utiliser les forces armées pour faire avancer ses causes.

⁶² Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.530.

⁶³ Ibid., p.510.

meilleur moteur de changement. Étant une personne fortement motivée par les données, le Secrétaire a rectifié ce manque à l'aide de « *eleven major papers produced by the secretary's office during the first thirty months of McNamara's incumbency* »⁶⁴. Cette recherche d'information, en plus du rapport du comité Gesell et des événements qui se sont produits durant les trois ans de la présidence Kennedy, ont laissé leurs marques et ont poussé McNamara, tout comme le Président Kennedy, à s'investir d'avantage dans la cause des droits civiques⁶⁵.

Cette progression de la part de McNamara est visible lors d'une étude des actions prises par son département. Il débute par un redoublement d'effort et une application plus stricte des lois et directives déjà présentes, comme ce fut le cas avec l'*Executive Order 10925* :

« *Although it did not directly affect black servicemen, the contract compliance program deserves mention as a field in which the Department of Defense pioneered for the federal government. During the Kennedy administration the department hired hundreds of contract compliance officers to scrutinize its vast purchasing program, insuring compliance with the Executive Order 10925* »⁶⁶.

Ce nouveau zèle du DOD de combattre la discrimination raciale s'est aussi fait ressentir au niveau des plaintes portant sur le sujet, le nombre d'enquêtes complétées s'élevant à plus de 1500 durant la présidence Kennedy, ce qui implique une confiance que les incidents de discrimination seront poursuivis⁶⁷. Afin de mieux appliquer les lois en place, faire des changements mineurs a été le premier pas fait par McNamara. Un exemple est le cas des *Honor Guards* des forces armées, où il a dû intervenir à la demande du Président car : « *An immediate survey revealed that Negroes accounted for 14 percent of the Air Force honor unit, 8 percent of the Army's, and 2.2 percent of the Marines Corps'. The 100-man naval unit had no black members* »⁶⁸. McNamara a rapidement institué le recrutement des *Honor Guards* noirs. Alors que ce changement

⁶⁴ Idem.

⁶⁵ Ibid., p.504.

⁶⁶ Ibid., note de bas de page 39 à la p.510.

⁶⁷ Ibid., p.510.

⁶⁸ Ibid., p.509.

était majoritairement une question d'apparences, les *Honor Guards* étant utilisés dans un rôle cérémonial, le Secrétaire de la Défense a aussi agi sur des points moins médiatisés mais ayant un plus grand impact sur la vie des soldats. Les changements apportés au travail de la police militaire est un bon exemple. Longtemps utilisé pour appliquer les pratiques ségrégationnistes, « *On Yarmolinsky's recommendation, Robert McNamara had by June [1961] quietly disallowed a long-standing policy by which military policemen would escort black servicemen out of segregated restaurants if white owners ordered their removal* »⁶⁹ ou tout autre pratique relié aux relations raciales. Ce changement radical du comportement des forces armées était un symbole puissant de la nouvelle direction prise par le Secrétaire de la Défense. Dans ce refus d'aider à l'application de la discrimination à l'extérieur des bases, il est intéressant de noter les balbutiements d'une politique d'intervention à l'intérieur de la société civile.

L'influence du DOD à l'extérieur des bases étant limitée et controversée, McNamara et son équipe se sont principalement attaqué d'emblée au phénomène de discrimination raciale à l'intérieur même des activités des forces armées. En plus de la déségrégation des logements sur les bases, des changements moins substantiels mais affectant la vie des soldats et des bureaucrates du département ont été accomplis :

*« black servicemen attending the annual Army-Navy game were offered inferior seats behind the goal posts. Wofford brought an end to the practice. When Dutton discovered that bleachers at an army base in Virginia were segregated, they were integrated immediately. McNamara even prevented Pentagon bowling teams from competing at segregated bowling alleys »*⁷⁰.

Nous voyons donc une volonté d'éliminer les distinctions raciales en dehors des situations de combat, normalisant les interactions entre les membres de races différentes à l'intérieur de la vie sociale des soldats. C'est donc l'évolution naturelle de l'intégration des unités de combat, servant leur nation côte à côte, il est normal

⁶⁹ Nicolas Andrew Bryant, *The Bystander: John F. Kennedy And the Struggle for Black Equality*, New York, Basic Books, 2006, p.240.

⁷⁰ Ibid., p.241.

qu'ils aient accès aux mêmes opportunités en dehors de l'uniforme et qu'ils continuent de se côtoyer. McNamara pouvait appliquer ces politiques sans causer de remous en raison du fait que la situation raciale n'était pas particulièrement problématique à l'intérieur des forces, malgré la présence de préjugés. Au contraire, l'intégration a donné lieu à une plus grande tolérance raciale, selon le sociologue militaire Charles C. Moskos Jr.:

« Overt expressions of prejudice in public are a rarity. [...] For most white personnel the Army is their first experience of close contact for a prolonged time with a large group of Negroes. Negro-white friendships based on equality are formed. [...] In no sense is the Army sitting on top of a racial volcano. [...] Opinions concerning individual Negroes are closely correlated with what Negro's work habits, personality and intelligence rather than his race per se »⁷¹.

Cette situation paisible et bénéfique à l'harmonie raciale décrite par Charles C. Moskos Jr. est la raison pour laquelle les partisans d'égalité raciale à l'intérieur de la société se servent souvent des forces armées comme un modèle d'intégration. Elles sont perçues comme étant une expérience réussie quant à la lutte contre les préjugés par la cohabitation. Les réussites à l'intérieur du cadre strict de l'institution militaire américaine étaient prometteuses, mais il fallait encore voir si la société civile, libre de chaîne de commandement, allait réagir de la même façon.

Ceci étant dit, l'harmonie raciale, du moins partielle, qui régnait à l'intérieur des forces armées était encore très loin d'être implémentée au sein de la société civile durant ce temps. L'administration Kennedy a affronté plusieurs crises raciales. Cette période d'instabilité a notamment forcé le Département de la Défense à intervenir à deux reprises, plus spécifiquement lors de l'intégration de l'Université du Mississippi le 30 septembre et 1^{er} octobre 1962, et de l'Université de l'Alabama le 11 juin 1963. La fédéralisation des *National Guards*, l'envoi de l'armée et des Marshals aux campus des deux universités a donné une importance capitale au DOD dans l'application des lois exigeant l'intégration raciale dans les écoles.

⁷¹ Cité dans Binkin, Martin, Marvin M. Smith et Alvin J. Schexnider, *Blacks and the military*, Washington DC, Brookings Institution, 1982, p.31. Ils citent : 1957 "Has the Army Killed Jim Crow?," *Negro History Bulletin*, Vol. 21, No. 2, (Nov.), pp. 27-29.

Au Mississippi, la situation s'est enflammée le 1^{er} octobre, après l'inscription de James Meredith, ancien combattant, et premier étudiant noir. Le campus a explosé sous la forme d'émeutes violentes, laissant deux hommes morts et ce malgré le fait que le campus était protégé par des Marshals. Pour rétablir l'ordre, Kennedy a nationalisé la *National Guard* du Mississippi et a envoyé l'armée pour maintenir la paix. Scandalisé par l'incapacité des troupes affectés à la protection de James Meredith de prévenir ou contenir les émeutes et « *Embarrassed by his department's dismal performance, McNamara oversaw an urgent postmortem into the Pentagon's handling of the crises and ordered [Undersecretary Cyrus Vance] to investigate the delayed deployment of troops on the night of the riot* »⁷², McNamara a ordonné une étude de l'intervention de son département. Durant cette période de réflexion sur les actions du DOD, les soldats noirs ont été retirés du campus d'*Ole Miss* dans le but d'éviter toute forme de provocation pouvant mener à de nouveaux débordements. Ce n'est que lorsque « *Meredith complained, the Justice Department asked him not to release a statement to reporters. [...] and on October 5, Robert Kennedy instructed McNamara to redeploy black soldiers* »⁷³. Suivant cette enquête, le cas de l'Université de l'Alabama s'est déroulé de façon paisible. JFK a nationalisé la garde de cet État pour mettre fin au conflit, après que le Gouverneur George Wallace, qui s'est interposé « aux portes de l'école », soit sommé de se retirer par le Général Henry Graham du *National Guard* de l'Alabama dans le but de laisser passer les étudiants noirs dûment inscrits⁷⁴.

Nous voyons donc les limites de l'influence que pouvaient avoir les forces armées lors de leurs interventions à l'intérieur de la société civile pour défendre les droits des Noirs. Ces problèmes profonds pouvaient influencer le climat à l'intérieur des forces armées. Au Mississippi, ces tensions ont mené au retrait des troupes noires

⁷² Nicolas Andrew Bryant, *The Bystander: John F. Kennedy And the Struggle for Black Equality*, New York, Basic Books, 2006, p.354.

⁷³ Ibid., p.353-4.

⁷⁴ Stephan Leshner, *George Wallace: American Populist*, Boston, Da Capo Press, 1995, p. 233.

pour apaiser la colère des racistes locaux, au détriment du vétéran noir paisible qui voulait se prévaloir de son droit d'accès à l'éducation supérieure. Les enjeux raciaux étaient bien présents, malgré la volonté réformatrice de la nouvelle administration, et les forces armées n'en faisant pas exception.

Néanmoins, le Secrétaire de la Défense n'est pas exclu complètement du jeu politique, comme le montre le dilemme suivant:

« In November [1961] he attended a [whites-only] dinner honoring Senator Richard Russell and Representative Carl Vinson. [...] In fact, McNamara felt he could not turn down the invitation, since the Georgia lawmakers wielded such enormous power as the chairmen of the Senate and House Armed Services Committees »⁷⁵.

Ce pouvoir craint par McNamara était bien réel. Vinson et Russell, en raison de leur position en tant que *Chairman* de l'*Armed Services Committee* de chacune des chambres, contrôlaient le budget du DOD. Ces deux hommes avaient donc la possibilité de grandement compliquer sa tâche; il est donc compréhensible, mais toutefois répréhensible, qu'il participe à un souper ségrégué pour leur faire la cour. Un débat philosophique est soulevé ici : est-ce mieux de commettre un acte allant contre ses valeurs morales pour continuer de faire d'appliquer des changements allant dans la direction desdites valeurs, ou de ne pas participer par principe et risquer les futures avancées? Clairement, McNamara a choisi de ne pas se créer d'ennemis à l'intérieur du Congrès même s'il devait aller à l'encontre de ses principes.

2.3 Civil Rights Subcabinet Group

McNamara et son propre équipe n'étaient pas les seuls à pousser pour plus d'actions pour combattre l'inégalité raciale à l'intérieur de son département. Il y avait aussi le *Civil Rights Subcabinet Group*. Ce comité informel, créé par le Président suite à la recommandation de son *Special Assistant* Frederick G. Dutton en mars 1961, avait pour mission de vérifier tous les programmes portant sur les droits civiques existants à l'intérieur du gouvernement fédéral, ainsi que d'évaluer leurs

⁷⁵ Ibid., p.241.

résultats. Il allait ensuite intégrer les programmes fonctionnels à tous les autres qui ne l'avaient pas. Ce groupe était dirigé par Dutton, soutenu par l'incontournable Harris Wofford à titre de secrétaire exécutif, et complété par un représentant de chacun des départements du cabinet. Parmi leurs réalisations touchant au DOD, notons l'utilisation du *interstate travel* des militaires noirs comme argument pour mener à la même utilisation par les civils afro-américains au moment des protestations sur la ségrégation dans le transport, ainsi que la mise en place d'une campagne d'inscription sur la liste électorale chez les militaires noirs⁷⁶. Wofford voyait positivement l'idée d'avancer la cause de cette façon, car selon lui « *the Defense Department was "a world within itself," a world which by its magnitude could make a "significant contribution by its example" to the solution of the nation's racial problems* »⁷⁷. Cependant, le second rôle qu'avait le groupe était tout aussi sinon plus important que l'action directe du Secrétaire McNamara: assurer une pression continue sur le DOD dans le but d'obtenir des changements. Pour ce faire, « *various presidential assistants subjected the services' reports on progress in the equal opportunity field to unprecedented scrutiny, asking questions that forced the Defense Department to explain or justify its racial policies and practices* »⁷⁸. Ce groupe venait donc accentuer la pression émise par l'*United States Commission on Civil Rights*⁷⁹. Le *Civil Rights Subcabinet Group* remplissait donc l'aspect recherche d'information tant convoitée par McNamara, tout en le poussant à agir. Le leader de ce groupe a été d'une grande efficacité et a su montrer une ténacité impressionnante :

⁷⁶ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.506.

⁷⁷ Ibid., p.507.

⁷⁸ Idem.

⁷⁹ Idem.

« Dutton wanted to know more about the department's inquiry into possible racial discrimination in the sentences meted out by military courts. He was concerned with the allegation, categorically denied by the Defense Department, that black servicemen with school-aged dependents were being moved off bases to avoid integrating base schools. He wanted a prompt investigation. Dutton was impatient with the Navy's explanation for the continuing predominance of Negroes in the Steward's Branch, and he was especially critical of the racial situation in the National Guard. He wanted a progress report of these points. Finally, he was unhappy with the lack of Negroes in officer training, an executive area, he claimed, in which civilian agencies were forging ahead. He wanted something done about that also »⁸⁰.

Grâce à cette attention aux détails et leur volonté de toujours pousser plus loin dans leurs recherches, ce groupe a su faire avancer la cause des droits civiques à l'intérieur des forces armées en changeant la dynamique à l'intérieur du DOD en faisant comprendre aux bureaucrates que le laisser-aller ne serait plus toléré.

2.4 Les actions du *Department of Defense* vues par les médias en 1961

La première année de l'administration Kennedy a vu les premiers pas du DOD pour arriver à son but de mettre fin à la discrimination raciale à l'intérieur des forces armées. Cette entrée en matière s'est faite de façon plutôt douce et avec beaucoup de retenue, ce qui explique partiellement le peu d'intérêt médiatique. Les trois sujets qui ont été couverts par les deux groupes de journaux ici recensés sont : la nomination possible d'Ernest Vandiver, gouverneur de la Géorgie et ardent ségrégationniste, au poste de *Secretary of the Army*; le discours précédemment décrit du *Secretary of Defense* McNamara en Géorgie devant un auditoire ségrégué; et sa directive exigeant l'égalité des opportunités lors de l'attribution des emplois. Pour ce qui est de la directive, les deux articles produits par chacun des groupes avait une teneur équivalente et se limitaient à une description générale de la nouvelle mesure. En ce qui concerne la couverture médiatique entourant le discours de McNamara en sol géorgien lors d'une soirée en son honneur, elle a été approchée très différemment par l'*Atlanta Daily World* en égard aux deux articles de Claude Sitton dans le *New York Times*. Alors que le périodique noir se concentre sur la leçon à tirer de cet événement, soit que c'est en s'enregistrant en tant qu'électeur et en votant pour le parti qui défend le mieux leurs droits qu'ils vont faire changer les choses, Sitton, lui, décrit en détail la

⁸⁰ Ibid., p.508.

situation politique entourant la venue de McNamara en Géorgie. À l'aide de deux articles, un avant et l'autre après le discours de McNamara, Sitton s'attarde longuement sur le mécontentement du NAACP et d'autres manifestants, outré par la présence d'un membre du Cabinet à un événement ségrégué. La grande différence dans la couverture de l'événement semble être due aux des attentes des deux groupes : l'*Atlanta Daily World* paraît résigné à ce que ce genre de situations se reproduise, tant que les Noirs ne sont pas une force électorale capable de changer les attitudes, tandis que Sitton le couvre de façon plus conventionnelle en mentionnant l'intérêt exprimé par le NAACP. Nous voyons donc une première différence entre les deux groupes, en raison de l'habitude de la communauté noire de voir les dirigeants blancs militer pour du changement, alors que les pratiques discriminatoires continuaient malgré des efforts de membres du Congrès. Le deuxième cas où des approches différentes sont visibles est celui de la possibilité qu'Ernest Vandiver devienne le nouveau *Secretary of the Army* de Kennedy. Alors que l'article du *New York Times*, encore une fois écrit par Claude Sitton, utilise une approche *top-down* et se concentre sur la possibilité que le gouverneur de la Géorgie soit choisi pour ce poste malgré sa vision ségrégationniste en raison de l'influence de deux Démocrates de l'État, le Sénateur Russell et le Représentant Carl Vinson, l'article du *Atlanta Daily World* se concentre sur les efforts des opposants de Vandiver pour s'assurer qu'il ne soit pas nommé. L'approche et le ton de l'article du périodique d'Atlanta montre un désaccord avec le ce choix possible et se concentre sur la communauté noire et son agenda, laissant de côté les tractations politiques. Cette chronique est beaucoup plus engagée et revendicatrice que celle du *New York Times*, qui néanmoins signale la nature de l'opposition à Vandiver, particulièrement en raison du fait qu'elle s'attarde à deux opposants ainsi que son titre : « *Urge 'Liberal' as Secretary of the Army* »⁸¹. Par contre, alors qu'il laisse moins percevoir d'émotion, Sitton mentionne la possibilité de superviser l'intégration des *National Guards* comme un facteur de

⁸¹ *Urge 'Liberal' as Secretary of the Army*, Atlanta Daily World, 4 janvier 1961, p.1.

l'opposition des libéraux. La grande différence entre les deux rubriques est le fait que le sujet central pour l'article du *New York Times* est Vandiver lui-même, tandis que son opposition attire l'intérêt de celui d'Atlanta.

Les sujets des autres articles datant de 1961 ne sont abordés que par un des deux groupes de périodiques blancs et noirs. Du côté des journaux destinés au grand public, un article fait mention de l'utilisation d'une base comme lieu de médiation de problèmes d'intégration au Maryland et un porte sur la nomination d'un noir à un poste haut placé du Département de la Défense. La présence de l'article du *Washington Post* annonçant la nomination de Roy K. Davenport au titre de « *special assistant for personnel in the Office of the Under-Secretary of the Army* », ce qui a fait en sorte qu'il est devenu le noir le plus haut placé à l'intérieur du DOD, montre que ce genre de nouvelles n'est pas exclusif aux journaux noirs. Encore une fois un cas spécifique « *token* », cet article montre la volonté du journal de valoriser les progrès accomplis par des Noirs ou par les Noirs en général. Sa base étant à Washington DC, une ville majoritairement noire, ainsi que le siège du pouvoir fédéral, explique l'intérêt du journal. En même temps, la nature anecdotique et le manque d'intérêt pour ce genre de faits divers peuvent éventuellement expliquer leur absence des autres journaux grand public, ainsi que la peur que le lectorat voit la nomination de Davenport comme un traitement préférentiel basé sur la couleur de peau. En revanche, les médias noirs, quant à eux, abordent quatre autres sujets : une conférence du NAACP avec JFK comme invité avec une petite mention de la volonté du président d'aller de l'avant sur l'intégration des *National Guards*; un rapport de la branche du NAACP d'Atlanta, qui fait savoir son indignation au sujet de la discrimination à l'intérieur des réserves de l'armée; le cas d'un ancien ségrégationniste qui a changé de position après son service militaire; et la nomination d'un noir au poste de *Special Assistant of an Under-Secretary* à l'intérieur du Pentagone. Les deux derniers méritent notre attention en raison du message qu'ils véhiculent. Le vétéran qui brise le boycott d'une école primaire en envoyant son fils

dans une école intégrée de la Nouvelle-Orléans est très intéressant en raison de la motivation de cet homme : « *I used to be a segregationist [...] I went in the army believing like that and I soon learned different. A human being is a human being* »⁸². Le fait que cet exemple du pouvoir transformatif du passage à l'intérieur des forces armées pour les blancs soit seulement exposé dans un journal noir est un peu surprenant, car il nous semble que cette histoire est une bonne source de propagande pour la cause et qu'il serait plus utile d'éduquer la population blanche à cet égard. Face à cette situation, nous en arrivons à la conclusion que le *Chicago Defender*, un journal noir, voulait montrer ce phénomène à ses lecteurs pour démontrer que des avancées étaient tranquillement en cours grâce à l'intégration des forces armées. Somme toute, l'année 1961 a vu une couverture médiatique plutôt faible sur le sujet en raison du manque d'avancées faites par l'administration, mais nous voyons déjà un intérêt supérieur à l'intérieur des journaux noirs.

2.5 Recensement des problèmes à l'intérieur des forces armées

Entre temps, la *United States Commission on Civil Rights* s'est aussi penchée sur la situation des Noirs à l'intérieur des forces armées, et elle a rendu son rapport en 1962. Les conclusions étaient accablantes pour le DOD et les différentes branches des forces armées. Le problème racial commençait avant même que le jeune homme noir ne soit dans les forces armées car, selon les données du DOD, « *By 1962 fully half of all Negroes—as compared to 8 percent of all whites—failed to qualify for service under minimum mental test standards. In some southern states, the draftee rejection rate for Negroes exceeded 80 percent* »⁸³. Cette exclusion systématique des Noirs biaise toutes les autres données de la présence de ce groupe à l'intérieur des forces armées, faisant en sorte que leur présence particulièrement restreinte est encore plus alarmante. La minorité qui réussissait à se faire admettre au sein de la population militaire n'était pas pour autant traitée de la même façon que leurs comparses blancs :

⁸² *Defiant La. Integrationist Told To Move*, Chicago Daily Defender, 31 janvier 1961, p.1-2

⁸³ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.523.

« *The Defense Department group admitted that occupations for blacks in the armed forces had also been influenced by historical patterns of segregated assignments to food service and other support occupations* ». ⁸⁴ Les soldats noirs n'étaient pas placés temporairement à l'intérieur de ce secteur de support : une grande majorité y passait l'entièreté de leur carrière alors que leurs collègues blancs étaient transférés à des positions supérieures. Ce n'était pas seulement les soldats qui se voyaient écartés de positions en raison de leur couleur : les officiers subissaient le même sort. Selon les données du DOD pour 1962, bien que les officiers noirs occupaient moins fréquemment les grades plus élevés que leurs homologues blancs, ces différences n'étaient pas majeurs et était majoritairement en raison du « *disadvantage in point of time in service and grade, branch of service, and educational background* » ⁸⁵. Il fallait donc qu'un changement s'effectue au sein de la société civile pour aider la population noire à être mieux qualifiée pour les postes supérieurs, ainsi que réformer les pratiques à l'intérieur même de l'armée.

2.6 Actions prises par le Département de la Défense pour régler les problèmes soulevés

Pour combattre cette tendance discriminatoire identifiées par la Commission, le DOD de McNamara a mis en place des nouvelles politiques visant à retirer l'origine ethnique de l'équation, avec succès : « *These policies had brought about an increasing proportion of Negroes in (sic) white collar skills as well as in ground combat skills* » ⁸⁶. Le DOD ayant fait ce qu'il pouvait à l'interne, il ne restait qu'à améliorer la situation des Noirs à l'intérieur de la société civile pour assurer une égalité des chances et « *The decision to make such a change was clearly up to Secretary McNamara and the Kennedy administration* » ⁸⁷.

⁸⁴ Ibid., pp.524-526.

⁸⁵ Ibid., p.527.

⁸⁶ Ibid., pp.524-526.

⁸⁷ Ibid., p.529.

Comme on l'a vu, il était du ressort de l'exécutif de faire avancer la cause de l'égalité raciale à l'intérieur des forces armées américaines en allant plus loin que les normes déjà établis du DOD. Cependant, il y avait des limites à la volonté du Président d'innover. Kennedy était déchiré sur le sujet en raison de ses préoccupations reliées à la Guerre Froide. En 1961, le Président a exprimé cette pensée, plus particulièrement en raison de la situation à Berlin : « *I have no problem with the principle of this, and we'll certainly be doing it, but at this precise moment I have to keep uppermost in mind that I may need these units ... and I can't have them in the midst of a social revolution while I'm trying to do this* »⁸⁸. Nous voyons donc une réticence de la part de Kennedy d'avancer rapidement sur cet aspect des droits civiques, comme ce fut le cas pour la majorité des autres facettes de cette cause au début de sa présidence.

La réserve du Président n'était pas le seul problème à l'avancement de la cause, car il y avait aussi des complications liées à l'implantation des nouvelles procédures. À la suite d'un ordre de McNamara daté du 28 avril 1961, les infrastructures appartenant au DOD ne pouvaient être utilisé par un groupe ségrégué⁸⁹. Cependant, la subordination à cet ordre par les commandants des bases de l'armée de l'air Maxwell et Brookley en Alabama a créé un problème inattendu. Ces commandants ont interdit l'utilisation de terrains de baseball et d'une salle de bal à des organisations venant de communautés environnantes en raison de leur nature ségréguée. Nous voyons donc un respect des directives de la part des commandants des bases. Par contre, un conflit interne se développait au DOD : « *while the secretary's manpower advisers were inclined to support the base commander's action, some of the department's legal advisers had reservations* »⁹⁰. Après une période de délibération, le département s'est prononcé pour l'action du commandant de la base de Brookley, tout en lui accordant une échappatoire, alors qu'il a invalidé

⁸⁸ Ibid., p.505.

⁸⁹ Ibid., p.511.

⁹⁰ Ibid., pp.511-2.

la décision du commandant de Maxwell. Cette indécision prévalait en raison d'une incertitude à l'intérieur du département quant aux limites de la portée de l'ordre de McNamara, mais c'était symptomatique du manque de volonté d'élargir l'égalité raciale à l'entièreté de la société américaine.

Voyant que cette situation était intenable, une nouvelle politique signée du *Deputy Secretary* Roswell Gilpatric, la DOD Directive 1125.4⁹¹, a été élaborée pour mettre fin à la discrimination raciale à l'intérieur de toutes les infrastructures publiques hors base établies pour les militaires. Encore une fois, ce document était le fruit d'une collaboration étroite entre les multiples secrétaires assignés aux droits civiques. Une fois approuvée par McNamara, à la suite d'une relecture par l'avocat du DOD Cyrus R. Vance, l'*Assistant Attorney General* Nicholas B. Katzenbach et Burke Marshall [chef de division des droits civiques du Justice Department], elle fut disséminé aux différentes branches militaires⁹². Par contre, en raison de la volonté de protéger les relations cordiales entre le commandement des bases et de la communauté l'entourant, la directive était parfois vague, et lorsque spécifique « *carefully limited* » pour restreindre sa portée. Selon la Directive, « *discrimination was to be fought through voluntary action at the local command level, but nothing was to be done that might compromise the commander's standing with the local authorities* »⁹³. L'importance accordée aux relations civil—militaires est aussi à la base d'un règlement qui retirait aux soldats le droit de participer aux manifestations portant sur les *Civil Rights*, une atteinte sérieuse aux droits octroyés par le premier Amendement de la Constitution Américaine. La vision de la mission des militaires voulait que « *the role of the military establishment in our society required the imposition of such a limitation on the off-duty activities of service personnel* »⁹⁴. Cette directive fut mise en pratique jusqu'au 16 juillet 1963, après la campagne de

⁹¹ JFK Library, McGeorge Bundy Personal Papers, box 33.

⁹² Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.513.

⁹³ *Ibid.*, p.513-4.

⁹⁴ *Ibid.*, p.515.

Birmingham et le discours de droits civiques du président. Chose contradictoire, McNamara a finalement mis fin à cette interdiction en sol américain, tout en mettant de l'avant sa vision selon laquelle la participation à de telles démonstrations était inappropriée. Il y a donc eu une évolution à l'intérieur du DOD et chez McNamara sur le sujet, bien que la nouvelle permission vienne avec une série de limitations. Il est intéressant de voir ici que le DOD ne voyait aucun problème à réguler la vie de ses employés en dehors de leurs heures de travail, mais ne se sentait pas obligé de les aider aussi activement lorsqu'il était question de discrimination contre eux.

La nouvelle politique de JFK à propos de la fin de la relation entre le gouvernement fédéral et les entreprises du secteur résidentiel, détaillée à l'intérieur du *Executive Order* 11063, vint changer la donne en novembre 1962. Selon cette politique la discrimination dans les logements directement loué par le gouvernement pour héberger des familles fut interdite. Les familles des militaires vivant en grande partie à l'extérieur des bases, cette directive était donc porteuse de beaucoup de possibilités. Par contre, encore une fois, la réponse du Secrétaire de la Défense McNamara a été mitigée. Bien qu'il soit louable qu'il ait encore une fois penché du côté de ses conseillers, voulant aller de l'avant sur une directive interne relative aux logements familiaux dans la nouvelle politique du DOD, « *only a small percentage of black servicemen lived in such housing. The majority of service families lived off base in private housing, which the new order, [...] ignored* »⁹⁵. Nous pouvons donc voir que la promesse d'un grand changement apporté par l'*Executive Order* du Président a été tempérée par son interprétation et application étroite par McNamara. Effectivement, l'interdiction des habitations privées ségrégant leurs résidents à l'extérieur des bases aurait fait en sorte que toutes les familles militaires aient accès à des accommodations sans discrimination, et non simplement une certaine partie.

⁹⁵ Ibid., p.517.

La précaution derrière les actions du DOD reflète une division au sein des bureaucrates du département au sujet de la possibilité d'étendre les réformes à l'extérieur des bases. La section contre l'élargissement du territoire affectée par la réglementation militaire avait pour mantra « *social reform was not a military function* »⁹⁶. Prêts à se consacrer à l'avancement de la cause de l'égalité raciale à l'intérieur de la vie militaire, ils ne considéraient pas le reste de la société comme étant à l'intérieur de leur giron administratif et légal. De plus, il y avait un souci de sécurité physique pour les soldats qui iraient contre les principes et lois ségrégationnistes:

« *Operating under the principle that the safety and welfare of the individual transcended the civil rights of the group, these officials [the department's equal opportunity bureaucracy] wanted to forbid the men, both the black and the increasing number of white activists, to disobey local segregation laws and customs* »⁹⁷.

La nature violente des affrontements lors des manifestations et protestations contre le système *Jim Crow* en place dans les états sudistes américains durant cette période rend compréhensible la défense de cette position préventive. Ce mouvement social de plus en plus porteur d'une grande tranche de la population avait des sympathisants au sein du groupe de bureaucrates du DOD, par contre, ils considéraient que « *the administration's civil rights campaign should be led by the Justice Department and by the Department of Health* »⁹⁸. Cette volonté de séparer hermétiquement la lutte pour l'égalité raciale dans plusieurs départements du gouvernement fédéral semble contreproductive, allait contre les principes mis de l'avant par le *Civil Rights Subcabinet Group* et a été fortement opposé par la faction plus radicale du DOD.

Cependant, il ne faut pas penser que le DOD n'a jamais brouillé les lignes entre les sociétés civile et militaire par le passé. Des soldats noirs, prenant le sort de leur famille en main, allaient faire des réclamations en cours. Tel fut le cas du « *young black aviator Wesley C. Wilson [who] fought successfully to enroll his*

⁹⁶ Ibid., p.533.

⁹⁷ Ibid., p.533.

⁹⁸ Ibid., p.534.

children in Lee Hall Elementary School in Newport News, Virginia. His children became the first black students »⁹⁹. Par contre, ces réussites paisibles étaient si rares que le DOD devait intervenir. On note que l'armée a dû prendre position dès l'annonce de l'arrêt de la Cour Suprême rendant inconstitutionnel la ségrégation dans les écoles en 1954. Le DOD a donc rapidement pris les mesures nécessaires pour satisfaire le nouveau cadre juridique. Lorsque les commissions scolaires n'ont pas voulu obtempérer, le « *Department of Defense canceled its arrangement with the local school system, took over operation of the schools, and integrated them* »¹⁰⁰. Cette volonté de ne pas permettre la ségrégation des enfants des soldats a eu un effet sur les autres commissions scolaires récalcitrantes : « *in 1959, public schools in counties around Seymour Johnson Air Force Base and Cherry Point Marine Air Station, North Carolina, agreed to desegregate rather than lose students from the military bases* »¹⁰¹. Il y avait donc des précédents à ce que le DOD s'immisce à l'extérieur des bases pour y exercer leur volonté avant l'administration Kennedy. Dans la même lignée, sous l'égide du Président Eisenhower, le *Civil Rights Act* de 1960 a permis au « *Department of Health, Education, and Welfare (HEW) to provide integrated education for military dependents in areas where public schools had been closed in defiance of the law* »¹⁰².

La présence de cette loi a permis à l'administration Kennedy de mener la bataille de l'intégration scolaire des dépendants militaires sur plusieurs fronts externes au DOD, ajoutant l'influence du HEW à celui du DOJ. Le front d'activité était les commandants de bases eux-mêmes, en raison de leur rôle important à jouer au niveau des relations entre les militaires et la société civile environnante. « *In January 1963, HEW threatened to build and operate integrated schools for the military dependents in Alabama, Georgia, Mississippi, and South Carolina if officials*

⁹⁹ James E. Westheider, *The African American experience in Vietnam : brothers in arms*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2008, p.11.

¹⁰⁰ Idem.

¹⁰¹ Idem.

¹⁰² Idem.

in those states did not comply with federal directives to desegregate »¹⁰³ Ceci se produisait en parallèle aux actions du DOJ, où « *In September, Attorney General Robert Kennedy filed suit in Richmond, Virginia, to withhold federal funds from Virginia's Prince George County school system, serving near Fort Lee, because it refuses to desegregate* »¹⁰⁴. Grâce à leur travail, les agents du gouvernement ont convaincu des écoles desservant des bases en Virginie, Géorgie, Floride, Texas et au Tennessee d'accepter des enfants noirs. Par contre, ces victoires ne représentent pas l'entièreté de la réalité, car en 1964 « *14390 children attended on-base integrated schools at forty-nine different installations, over 76300 students at the same bases, including 6177 African Americans, attended segregated schools off-base* »¹⁰⁵. Plusieurs raisons expliquent cette situation, mais le fait que le choix résidait à l'intérieur de la chaîne de commande militaire :

*« Although the military could withhold funds from segregated schools, many base commanders were reluctant to impose sanctions on local school systems. Some were sympathetic with segregation while others did not want the extra work of finding alternative schooling for the affected students. There was also a widespread belief that sanctions would antagonize local communities instead of solving the problem. In this matter base commanders often had either the overt or covert support of their superiors. As late as 1964, the uniformed leaders of every branch of the services officially opposed the policy of withholding federal funds from local school districts that still segregated military dependents in school »*¹⁰⁶.

Cette attitude de laisser faire devait changer pour que les réformes soient appliquées et le bureau du *Secretary of Defense* devait mettre de l'avant de nouvelles directives et surtout forcer ses subordonnés de les appliquer.

La difficulté de séparer le militaire du citoyen, spécialement lorsque celui-ci et sa famille doivent vivre à l'intérieur de la société civile. La protection contre la discrimination que pouvait offrir le DOD à ses soldats ne devait donc absolument pas être restreinte aux limites des bases. Bien que cette aile plus activiste n'ait pas connue

¹⁰³ Idem.

¹⁰⁴ Idem.

¹⁰⁵ James E. Westheider, *The African American experience in Vietnam : brothers in arms*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2008, p.12.

¹⁰⁶ Idem.

beaucoup de succès jusqu'en 1962, Adam Yarmolinsky a su mettre de l'avant les idées libérales de son groupe. Selon McNamara, il a apporté l'idée d'un « *broad review of the place of the Negro in the Department. They [the department's other sources] didn't provide the exact information I needed. This is what Adam and I decided* »¹⁰⁷. Cette initiative amène à la création du *President's Committee on the Equality Of Opportunity in the Armed Forces*, aussi connu sous le nom du *Gesell Committee*, dont l'étude allait changer drastiquement les procédures du DOD et donner une victoire retentissante à l'aile libérale à l'intérieur du département.

2.7 La couverture médiatique des actions du *Defense Department*

Avant d'aborder les actions du *Gesell Committee*, il importe de noter la couverture médiatique lors de la deuxième année de la présidence Kennedy. Elle suivait sensiblement le même modèle que l'année précédente au niveau du nombre total d'articles produit. Cependant, le débalancement entre les groupes de périodiques grand public et noirs était un peu plus grand qu'avant. Ces premiers ne publiaient que 5 articles, contre 7 pour ces derniers. De tous ces articles, 2 ont été couverts par les deux groupes. Le premier, datant du 16 février 1962, traite d'une lettre du Représentant Charles Diggs Jr, Démocrate du Michigan, à McNamara où il exprime sa colère au sujet du traitement discriminatoire que vivent les Noirs à l'intérieur des forces armées. Mais encore une fois, nous voyons une grosse différence dans la place qu'occupe la lettre du Représentant Diggs à McNamara, selon le groupe auquel appartient le journal; alors que le *Christian Science Monitor* accorde 9 lignes incomplètes à la nouvelle, l'*Atlanta Daily World* lui consacre un article extensif et approfondi. Le second sujet commun est la création du *Gesell Committee*. En dépit de son éventuelle importance, la création du comité Gesell n'a été le sujet que d'un seul article par groupe. Effectivement, l'*Atlanta Daily World* et le *New York Times* ont publié le même article, basé sans doute sur un communiqué officiel. Ceci dit, nous voyons encore une fois que le périodique noir prend une position nettement plus

¹⁰⁷ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.535.

militante en utilisant un titre beaucoup plus agressif et définitif : « *Kennedy Seeks Action to End Discrimination For Servicemen and Families* », alors que l'intitulé de son vis-à-vis parle d'une « *Kennedy Attacks Prejudice in Service* »¹⁰⁸. Bien que la différence semble mince, une attaque contre les discriminations dans l'armée étant aussi chargée en raison de l'agressivité du mot « attaque », le titre limite l'action à l'intérieur des forces armées. En plus, en ce qui concerne le titre paru à l'intérieur des pages du *Atlanta Daily World*, il est beaucoup plus large en ne limitant pas le rayon d'action au service, mais bien aux soldats et leurs familles, tout en mentionnant que le but est de mettre un terme à ces pratiques et non pas seulement les diminuer partiellement. Le placement de ces deux articles est aussi considérablement différent, car il fait la une du *World*, alors qu'il se trouve à la 42^e page du *NYT*. En plus de cette disparité, le fait que la création du comité qui va apporter les plus grands changements à l'intérieur du DOD au niveau du traitement des minorités à l'époque de sa sortie ne génère qu'un article publié dans deux hebdomadaires montre clairement le peu d'intérêt porté au sujet à ce moment.

Passant aux sujets d'articles n'ayant été couverts que par un des deux groupes, nous voyons trois articles. Un nouveau discours de McNamara en Géorgie le 23 juin 1962 fait encore les manchettes à l'intérieur du *NYT*. Par contre, cette fois-ci, le passage du *Secretary of Defense* n'est pas central, malgré le fait qu'il sera encore à la tête d'affiche, en raison de la confirmation que l'auditoire ne sera pas ségrégué. Un autre point de vue sur les actions du DOD mis de l'avant dans les pages du *Washington Post* est celui du *Southern Regional Council*. Ce groupe félicite l'administration Kennedy pour son attitude ouverte et ses efforts pour assurer que les lois soient appliquées et respectées, mais ne cache pas leur déception au niveau du laisser-faire à propos de la ségrégation des *National Guards*¹⁰⁹. Malgré ce manque

¹⁰⁸ *Kennedy Seeks Action To End Discrimination For Servicemen And Their Families*, *Atlanta Daily World*, 24 juin 1962, pp.1,6 et *Kennedy Attacks Prejudice in Service*, *New York Times*, 24 juin 1962, p.42.

¹⁰⁹ Carper, Elsie, *Kennedy's Civil Rights Aid Lauded*, *Washington Post*, 26 mars 1962, p.A1.

d'avancement sur certains fronts, l'administration a fait des actions pour améliorer le sort de ses soldats noirs et un article est réservé à la directive de Roswell Gilpatric déjà mentionnée. Celle-ci force l'intégration des unités de réservistes des forces armées de tous les États, même si elle ne peut faire de même en ce qui concerne les *National Guard* en raison de problèmes de juridiction perçus. Ces maigres articles concluent la couverture des médias grands publics pour l'année.

Parallèlement, les périodiques noirs étaient beaucoup plus inspirés par les événements et produisent 5 articles sur des sujets distincts. Ceux-ci allaient des faits divers en ce qui concerne l'élection de McNamara au sein d'un club privé au passé ségrégationniste, passent aux tentatives du State Attorney General de la Virginie de contrecarrer la déségrégation des écoles à Fort Lee, à la couverture de l'annulation de la partie de football *homecoming* par le DOD à la suite de l'émeute à *Ole Miss* dans le but de maintenir un climat paisible. Ensuite, nous passons à la question du traitement des militaires noirs à l'extérieur des bases, sujet abordé à l'intérieur d'une lettre de Roy Wilkins, le Secrétaire Exécutif du NAACP, envoyé à McNamara à la suite d'un incident au Mississippi où un soldat fut arrêté pour son utilisation illégale du cabinet de toilette. Alors que le soldat en question n'a finalement pas subi les contrecoups judiciaires de son utilisation illégale du cabinet de toilette, Wilkins somme McNamara de clarifier la position de son département, spécialement au niveau de « *Is the Department of Defense officially teaming up with the State of Mississippi in that state's policy of unconstitutionally and indecently humiliating United States citizens of color?* »¹¹⁰. Cet incident est symptomatique de la vie des soldats noirs assignés à des bases à l'intérieur des États ségrégationnistes, et effectivement il deviendra au courant de l'année un des points centraux de l'étude fait par le comité Gesell. En ce qui concerne le fait que la lettre de Wilkins est apparu exclusivement à l'intérieur d'un seul journal noir, ce n'est pas surprenant vu l'air de

¹¹⁰ *Defense Department, Army Asked To Clarify Stand On Jim Crow Customs In South*, Atlanta World Daily, 11 février 1962, p.1.

normalité d'un tel traitement des Noirs dans cette région du pays. Aussi, comme seulement les soldats noirs doivent faire face à ce traitement discriminatoire, la population blanche reste inconsciente ou simplement peu concernée par cette réalité. Le NAACP ne s'est pas arrêté à véhiculer son opposition sous forme de lettres. En même temps, un article est consacré aux actions en préparation aux alentours d'Augusta en Géorgie par la branche locale de l'organisation, incluant les installations militaires et les alentours du Fort Gordon. L'omission de ces sujets par les médias grands public, renforce l'idée que le sort des Noirs à l'intérieur des forces armées est un sujet qui a été laissé de côté.

CHAPITRE III

PRESIDENT'S COMMITTEE ON EQUALITY OF OPPORTUNITY IN THE ARMED FORCES

Le 24 juin 1962, le président Kennedy a donc formalisé cette nouvelle étude de la situation des Noirs à l'intérieur des forces armées à l'aide de la création d'un comité présidentiel nommé *President's Committee on Equality of Opportunity in the Armed Forces* et dirigé par l'avocat Gerhard A. Gesell¹¹¹. Il est important de spécifier que malgré l'appellation « President's Committee », il a été conçu de toute pièce par Yarmolinsky sous les ordres de McNamara. Lui-même décrit sa création comme étant « *the creature of the Secretary of Defense. Calling it a President's committee was just windowdressing. The civil rights people didn't have a damn thing to do with it. We wanted information, and that's just what the Gesell people gave us* »¹¹². MacGregor montre très bien les liens qu'avaient tous les membres, ceux-ci choisis par Yarmolinsky. Leur position d'intégrationnistes à l'intérieur du débat racial est le dénominateur commun de tous les membres, alors qu'une majorité d'entre eux avait aussi une appartenance à l'université Yale, reflétant la préférence du créateur du comité. Rempli de membres ayant une vision inclusive de l'égalité d'opportunité, le comité a donc commencé son travail.

¹¹¹ Gerhard A. Gesell, né le 16 juin 1910 à Los Angeles et mort le 19 février 1993, était un avocat, puis juge fédéral lors de sa longue carrière, ainsi que le président du *President's Committee on Equality of Opportunity in the Armed Forces* sous Kennedy et Johnson.

¹¹² Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.536.

Le travail a principalement consisté en analyse de données portant sur les disparités raciales, l'étude de questionnaires et des inspections sur le terrain. Lors de ces visites aux bases, des entrevues ont été menées avec les commandants, les soldats et les membres influents de la communauté autour des dites bases. Ces entretiens, ajoutés aux données compilées par le DOD, ont donc pallié au manque d'informations récentes, une justification clé de la création du comité par McNamara, et peint un portrait des plus précis disponible. Alors que la ligne directrice du sujet abordé a été fermement tracée par Yarmolinsky, l'administration Kennedy a donné une grande liberté aux membres du comité quant aux moyens utilisés pour arriver à cette fin. Le président n'ayant eu que des conseils généraux sur le nombre de bases à visiter à offrir à Gesell, outre de lui rappeler que les dites visites étaient incontournables, a laissé le dirigeant du comité libre d'établir la méthode lui-même. Ce dur labeur a mené au dépôt d'un rapport préliminaire remis à la Maison Blanche le 13 juin 1963 et a secoué le DOD.

La première version du rapport de la commission se concentre exclusivement sur la situation de l'intégration raciale à l'intérieur des bases, ainsi que dans les communautés environnantes. La conclusion générale du comité a été que « *serious discrimination against black servicemen and their families existed at home and abroad within the services and in the civilian community, and that this discrimination affected black morale and military efficiency* »¹¹³. Un regard approfondi porté sur le travail accompli, ainsi que sur les données découvertes par le comité, est de mise pour mieux comprendre la situation à l'intérieur des forces armées lors de l'administration Kennedy. Il faut noter que même les membres du comité d'origine afro-américaine étaient sceptiques quant à la portée possible de leur recherche. Gesell mentionne qu'un changement s'est effectué à l'intérieur de ces membres suite à la lecture du premier jet du chef du comité, car ils ont compris que le rapport allait être juste et

¹¹³ Ibid., p.538-9.

refléter la réalité telle que vue lors des visites et des entretiens¹¹⁴. Rentrions donc dans les détails de cette étude des politiques raciales du DOD se voulant le portrait le plus précis jamais peint à ce stade de l'histoire américaine.

3.1 La situation à l'intérieur des bases militaires

Le premier aspect étudié par le comité a été la situation des Noirs à l'intérieur des forces armées, autant au niveau de leur place dans ses rangs que leur situation et celle de leur famille sur les bases. Malgré les multiples problèmes recensés par Gesell et son comité, il « *called the services the nation's "pace setter," and [Gesell] was convinced that they had not received sufficient credit for their racial achievements* »¹¹⁵. Effectivement, en raison des avancées au niveau de l'intégration raciale accomplies par les administrations précédentes, les forces armées étaient ironiquement plus intégrées que la société civile, et donc servaient de modèle aux activistes du mouvement pour l'égalité raciale aux États-Unis. Par contre, malgré cette progressivité de la part des institutions militaires, les Noirs ne jouissaient pas des mêmes avantages ni opportunités que leurs confrères blancs. Les discriminations vécues historiquement par les soldats noirs ne sont pas disparues lors de l'intégration des unités et on retrouvait encore dans les années 1960 une « *Overrepresentation of black enlisted men in certain supply and food servicesn was obvious* »¹¹⁶. En confinant les Noirs à l'intérieur des tâches serviles, les forces armées continuaient une tendance discriminatoire et réductrice. Comme cela a été mentionné ci-haut, les efforts apportés pour enrayer cette pratique commençaient à porter fruit et les Noirs n'étaient plus systématiquement dirigés dans ces emplois. Durant la période enquêtée par le comité, il a trouvé que « *some of what appeared discriminatory was in reality the working of such factors as the black serviceman's lack of seniority, deficiencies in education, and lack of interest in specific fields and assignments* »¹¹⁷. Cette

¹¹⁴ Ibid., p.544.

¹¹⁵ Ibid., p.540.

¹¹⁶ Ibid., p.539.

¹¹⁷ Ibid., p.540.

observation semble effectivement expliquer le manque d'avancement des Noirs alors que les conditions leur étaient quelques peu plus favorables. Les forces armées ne pouvaient pas faire fi du manque d'éducation ni du manque de la séniorité de sa population noire. Alors que celle-ci allait s'arranger d'elle-même avec le temps, régler le manque d'éducation adéquate était majoritairement du ressort de la société civile. Une meilleure éducation donnée aux jeunes Noirs américains ferait en sorte qu'il y aurait plus de noirs capables de progresser dans la chaîne hiérarchique.

Au cours de leur enquête, le comité a mis en valeur deux façons concrètes d'améliorer les chances d'avancement des soldats noirs au niveau de leur éducation et en modifiant légèrement les comités de promotion. En ce qui concerne l'approche portant sur l'éducation des soldats noirs, Gesell « *noted the failure of the services to increase the number of black ROTC [Reserve Officers' Training Corps] graduates* »¹¹⁸. Cette exclusion des étudiants noirs fait en sorte qu'il y a moins de jeunes afro-américains qui ont la chance de devenir officier à l'intérieur d'une des branches des forces armées. Ajouter des places à l'intérieur des programmes de ROTC pour ces jeunes Noirs assurerait un nombre accru de soldats afro-américains ayant l'éducation nécessaire pour avancer dans la structure hiérarchique, réglant partiellement un des problèmes qu'ils ont recensé. Dans le même ordre d'idée, le comité « *was particularly concerned with the absence of black officers on promotion boards and the possibility of unfairness in the promotion process where photos and racial and religious information were included* »¹¹⁹. Encore une fois, des solutions simples pouvaient améliorer la neutralité du processus de promotion, en ajoutant des officiers noirs sur les panels de révision et en omettant l'information raciale ou religieuse ainsi que les photos des candidats. Ces deux volets corrigés, les possibilités d'avancement des Noirs à l'intérieur des forces armées auraient fortement progressées et se rapprocheraient de celles de leurs compatriotes blancs.

¹¹⁸ Ibid., 1981, p.539.

¹¹⁹ Ibid., p.539.

Gesell et son comité ont aussi eu du succès en négociant directement avec des organisations ou des commandants pour intégrer certains aspects de la vie sur les bases, sans intervention du bureau du Secrétaire de Défense. Par exemple, « *The committee itself had persuaded the National United Services Organization [USO] to integrate its facilities, and it wanted local commanders to follow up by inviting black civilians to participate in USO dances and entertainments* »¹²⁰. Cette réussite avait un poids symbolique autant que pratique, l'USO étant la branche sociale de l'établissement militaire. En date de mars 1963, 17 des 20 bases ayant des bureaux de l'USO avaient déjà été intégrées complètement et les 3 dernières ne l'étaient pas car les rencontres sur l'intégration des bureaux restants allaient avoir lieu à la fin du mois¹²¹. Rapprocher les familles noires et blanches à l'intérieur des bases par la socialisation montrerait qu'il est possible que les deux races coexistent très bien en dehors de la hiérarchie militaire, donnant espoir aux intégrationnistes pour la société civile.

Cependant, le travail entamé par le comité n'était certainement pas terminé, malgré les réussites constatées par le rapport, et la vigilance était de mise. « *Prompt attention to even minor incidents of discrimination would contribute substantially to morale and serve to keep before all servicemen the standard of conduct decreed by executive policy* »¹²², ainsi que d'assurer qu'il n'y ait pas de recul après l'implantation de toutes les nouvelles réglementations. Alors que les réussites au niveau de l'égalisation des chances et du traitement à l'intérieur des bases s'accumulaient, il ne fallait pas négliger qu'elles n'ont pas complètement transformé les mentalités des soldats ou officiers racistes. Effectivement, « *The committee's investigation, with its emphasis on off-base realities and its dependence on statistics and other empirical data, did not lend itself to more than a superficial treatment of these subtle and*

¹²⁰ Ibid., p.539-40.

¹²¹ JFK Library Papers, White House Central Files, box 360.

¹²² Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.540.

stubborn, if unmeasurable, on-base problems »¹²³. Il y avait donc des aspects moins structureaux et plus sociaux qui n'ont pas été adressés par le comité, principalement en raison de sa volonté de s'attaquer aux graves problèmes à l'extérieur des bases.

3.2 Le soldat et la société civile à l'extérieur des bases

La vie des soldats noirs à l'extérieur de leur base militaire était un terrain fertile à l'amélioration. Il est donc compréhensible que le comité s'est longuement attardé sur cette facette de la vie militaire, en continuant leur vision « *that the armed forces, a worldwide symbol of American society, had to be the leader in the quest for racial justice* »¹²⁴. Le comité s'est donc penché sur la situation vécue par les soldats noirs à l'extérieur de leur base, puis sur comment la situation pouvait être améliorée.

L'angle d'approche utilisé par le comité Gesell lors de la rédaction de son rapport a été l'effet néfaste de la discrimination sur le moral des troupes et le danger subséquent que cela affecte la performance des troupes¹²⁵. En raison des avancées considérables à l'intérieur des limites de la vie militaire au cours de la décennie précédente, le comité s'est particulièrement penché sur la discrimination subie par les membres des forces armées à l'extérieur des bases, car « *The community-based discrimination, the committee found, had become a greater trial for black servicemen and their families [than that on base] because of its often startling contrast to their life in the services* »¹²⁶. C'est donc justement cette différence de traitement qui était démoralisante pour les soldats noirs selon le comité. Pis encore, « *There was even evidence that some of the off-base segregation, especially overseas, had been introduced through the efforts of white servicemen* »¹²⁷. Cependant, les soldats n'étaient pas les seuls responsables de la situation, les commandants de bases y jouaient pour beaucoup. Le comité a examiné

¹²³ Idem.

¹²⁴ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.545.

¹²⁵ Ibid., p.540.

¹²⁶ Ibid., p.541.

¹²⁷ Idem.

« the services' efforts to eliminate segregated housing, schooling, and public accommodations around the military reservations and found them wanting. Local commanders, the committee charged, were often naive about the existence of social problems and generally did not keep abreast of departmental policy specifying their obligations, they were especially ill-informed on the McNamara-Gilpatric directives and memorandums on equal treatment »¹²⁸.

Face à cette situation, il y avait donc un besoin criant de mieux informer tous les niveaux hiérarchiques militaires de la nouvelle orientation de l'administration Kennedy et ensuite de s'assurer que les directives soient prises au sérieux et appliquées. L'éducation des officiers ne portait pas que sur les nouvelles directives du DOD, mais aussi sur leur sensibilité aux problèmes raciaux à l'intérieur comme à l'extérieur de leur base. Lors d'une interview au cours de l'enquête du comité, *« quizzed on the subject, the commanders told the committee that they enjoyed very fine community relationships. To this Whitney Young would answer that fine community relationships and racial injustice were not necessarily exclusive »¹²⁹*. Il faut noter que Whitney Young, un afro-américain, était un membre du comité, ainsi que le directeur exécutif du *National Urban League*¹³⁰. Cette subtilité est une nuance importante et montre la volonté du comité de pousser l'administration à apporter des changements en profondeur et non seulement cosmétiques comme ce fut le cas pour plusieurs démarches entreprises par les administrations précédentes :

« The committee's major contribution lay rather in its establishment of a new concept in command responsibility that directly attacked the traditional parochialism of the services' social concerns : It should be the policy of the DOD and part of the mission of the chain of command from the Secretaries of the Services to the local base commander not only to remove discrimination within the Armed Forces, but also to make every effort to eliminate discriminatory practices as they affect members of the Armed Forces and their dependents within the neighboring civilian communities »¹³¹.

¹²⁸ Ibid., p.540.

¹²⁹ Ibid., p.540-1.

¹³⁰ Le *National Urban League* est une organisation défendant les droits civiques des Noirs aux États-Unis depuis 1910 et un des acteurs principaux du mouvement des droits civiques durant les années 1960.

¹³¹ Ibid., p.542 et voir page 61 du Gesell Report.

Une fois cette nouvelle mission internalisée par les commandants de bases, ils seraient mieux armés pour reconnaître les situations d'injustices raciales et ensuite intervenir.

Tout au long de leur enquête, le comité a pu voir les commandants de bases à l'œuvre et, après que plusieurs d'entre eux ont réussi à déségréguer des entreprises récalcitrantes en parlant aux membres de l'élite économique des villes, Gesell en est venu à la conclusion que « *an implied economic threat by the commander would work well* »¹³². Il affirme ceci en raison du grand prestige social accordé au commandant à l'intérieur de la communauté civile environnant la base. Selon lui, ils n'auraient donc pas de problème à obtenir des résultats à l'aide de ce type de coercition. L'arme économique était indubitablement efficace en raison du haut débit de commerce entre les militaires et leurs communautés. Une entreprise, se voyant menacer de perdre une part considérable de sa clientèle, se retrouve alors devant une situation peu enviable : délaissier leurs principes racistes ou faire face à une faillite potentielle. Cependant, cette pratique n'était pas sans faille, comme le démontre le fait que « *[As the] Gesell-Young trip to Pensacola [Florida Naval base] demonstrated, often more than the base commander was involved in these dramatic reforms.* » En effet, en ce qui concerne le cas de la base de Pensacola, en Floride, c'est le *Under Secretary of the Navy* Paul B. Fay Jr. qui a « *in a matter of hours Fay was arranging to send the Inspector General to Pensacola* » et à la demande de Hewes, l'*Assistant Secretary of Defense for Public Affairs* Arthur Sylvester a entamé une autre enquête sur le problème de logement sur la base¹³³. Bref, ceci montre que malgré le potentiel intéressant d'une plus grande importance accordée aux officiers sur le terrain, le support de l'entièreté du DOD était indispensable à la réussite des réformes du genre proposé par le comité.

¹³² Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.543.

¹³³ Idem.

Dans le même ordre d'idée, en raison de la nature potentiellement polémique de ce pouvoir, le comité était d'avis que les dirigeants militaires devaient être encadrés, en plus d'être encouragés à faire ces pressions informelles, dans le but d'uniformiser et de normaliser l'approche. Pour ce faire, le DOD devait donc prendre les devants et fournir les balises à ses commandants pour en arriver à ses fins. Il est important de noter qu'alors que les menaces provenant des commandants pourraient se transformer en actions, selon le comité, en réalité de telles actions n'étaient envisagées qu'en dernière recours si, et seulement si, « *when this tactic [voluntary changes] failed—and the committee predicted that failure would be a rare occurrence—should the services employ economic sanctions* »¹³⁴. Le DOD pouvait donc accomplir beaucoup sans agir, selon le comité. Ceci était particulièrement intéressant pour les hauts fonctionnaires du département ainsi que les chefs de l'administration Kennedy, car cette approche risquait moins de galvaniser les mouvements ségrégationnistes au pays. C'est armé de cette confiance envers le pouvoir coercitif des commandants de base, ainsi que la volonté de centraliser la décision finale que le comité a émis sa recommandation la plus controversée :

*« the armed forces should, when necessary, exercise economic sanctions against recalcitrant businesses. In the name of troop morale and military efficiency, the committee wanted commanders to put public accommodations off limits to all servicemen, and it wanted the Secretary of Defense, as a last resort, to close the military installations in communities that persisted in denying black servicemen their civil rights »*¹³⁵.

Cette recommandation était particulièrement drastique en raison de la portée particulièrement dévastatrice pour les communautés entourant les bases potentiellement fermées. Cette proposition pousse donc le concept mentionné plus haut quant à l'effet coercitif de la menace de perdre les soldats en tant que clients à sa portée maximale, soit l'entière de la communauté. Le comité ne comptait pas devoir se rendre à cet extrême en raison des conséquences économiques que les

¹³⁴ Ibid., p.545.

¹³⁵ Ibid., p.543.

communautés devraient vivre si elles refusaient les demandes du DOD, selon eux, aucune région ne voulait se vider de sa source de revenue.

3.3 *Gesell Committee Report*

Le 13 juin 1963, après un peu moins d'un an, le comité Gesell remet son rapport initial au Président. Sa remise suit deux jours d'actions très médiatisées au sujet des *Civil Rights*. Le 11 juin, suivant la crise raciale en Alabama causée par la tentative du Gouverneur Wallace de bloquer l'inscription des étudiants noirs à la University of Alabama, JFK prononce un discours télévisé prônant l'égalité raciale. En partie en réponse, le 12 juin Medgar Evers, directeur du branche du NAACP au Mississippi, est assassiné par Byron de la Beckwith, un suprémaciste blanc. Le rapport lui-même est impressionnant. Rempli d'une immense quantité d'informations statistiques, d'une multitude de cas de discrimination précis, ainsi que de recommandations pour assurer une plus grande égalité à l'intérieur des forces armées, ce document a été la base justificative pour que le bureau du *Secretary of Defense* apporte des changements considérables à la façon que le DOD traitait l'inégalité raciale. Même avant la réaction de l'administration à son rapport, le comité Gesell a changé la donne en lui-même lors de son passage à la base de Pensacola en Floride, au niveau de l'USO, des logements et de l'éducation des dépendants militaires¹³⁶. Il ne faut pas sous-estimer l'importance du rapport Gesell. Selon deux historiens, il était « *invaluable because it presented for the first time since the Truman administration a detailed, quantitative picture of the relationship between blacks and the military* »¹³⁷. Dès l'introduction, les auteurs montrent leur vision de la situation des noirs à l'intérieur des forces armées : « *Negro military personnel and their families are daily suffering humiliation and degradation in communities near the bases at which they*

¹³⁶ JFK Library, Gerhard A. Gesell papers, box 1.

¹³⁷ Martin Binkin et Mark J. Eitelberg, *Blacks and the military*, Washington DC, Brookings Institution, 1982, p.32.

*are compelled to serve, and a vigorous, new program of action is needed to relieve the situation »*¹³⁸.

3.4 Réaction de l'administration au *Gesell Committee Report* : Directive 5120.36

Le Président Kennedy est le premier à saisir l'importance du rapport. Cette ressource impressionnante lui permettrait de légitimer les changements voulus au niveau du DOD. Il écrit à McNamara que « *Discriminatory practices are morally wrong wherever they occur—they are especially inequitable and iniquitous when they inconvenience and embarrass those serving in the Armed Services and their families »*¹³⁹ et le charge ensuite d'appliquer les recommandations du rapport. Suite à cette réception très positive du rapport préliminaire par le Président Kennedy, McNamara, pour sa part, conclut que « *Our military effectiveness is unquestionably reduced as a result of civilian racial discrimination against men in uniform »*¹⁴⁰. Il soutient l'interdiction de fréquenter des lieux ségrégationnistes autour des bases, mais avec réserves: « *It should be applied, however, only with the prior approval of the Secretary of the Military Department concerned »*¹⁴¹. Cependant, il est moins favorable à la recommandation du comité voulant déplacer les bases situées à la proximité des communautés fautives, « *I do not regard this as a feasible action at this time »*¹⁴². Encore une fois, comme ce fut le cas lors de l'arrivée de McNamara et de son équipe au *Department of Defense*, la bureaucratie du DOD s'est montrée très timide à l'idée d'incorporer les recommandations, et favorisait le *statu quo* jusqu'à ce que le Congrès agisse sur la question des droits civiques. Pour s'assurer de la mise en œuvre rigoureuse des nouvelles mesures, ainsi que du suivi du dossier, McNamara délègue donc à Alfred Fitt, *Deputy Under Secretary of the Army [for] Manpower*, le nouveau poste de *Deputy Secretary of Defense for Civil Rights*. Il est chargé de

¹³⁸ JFK Library Papers, White House Central Files, box 360.

¹³⁹ Warren L. Young, *Minorities and the military : a cross-national study in world perspective*, Westport, Greenwood Press, 1982, p.220 et JFK Library Papers, White House Central Files, box 360.

¹⁴⁰ JFK Library Papers, White House Central Files, box 364.

¹⁴¹ Idem.

¹⁴² Idem.

coordonner les visions des cinq branches des forces armées, dans le but d'arriver à un consensus menant à l'élaboration d'une nouvelle directive.

Le résultat de ces tractations a été la directive 5120.36, officialisée le 26 juillet 1963, qui va mettre en branle le plus gros changement à l'intérieur du DOD depuis l'ordre d'intégrer les unités en 1948. Dans ce document, McNamara a changé drastiquement la façon dont le Département de la Défense approche les droits civiques. Cette voie, utilisée par le Secrétaire de la Défense, montre son attachement à la centralisation des pouvoirs à l'intérieur du DOD, se réservant un droit d'approbation sur toutes sanctions à l'extérieur des bases militaires pour éviter des excès possibles de la part des personnes sur le terrain. Cette précaution montre autant la délicatesse du sujet que le souci d'un traitement juste et équitable par McNamara, tout en s'assurant que la société civile ait le moins de répercussion possibles « *even though sanctions against vice were regularly applied by the local commander, sanctions against discrimination would be reserved to higher authority* »¹⁴³. Pour ce faire, un nouveau bureau a été créé à l'intérieur du DOD pour superviser la nouvelle politique départementale : « *the deputy assistant secretary for civil rights and industrial relations* »¹⁴⁴. Dès lors, le DOD n'a pas perdu de temps pour disséminer l'information au commandants, nouvellement responsable pour leurs troupes en ce qui regarde leur respect des droits civiques, pour qu'ils

*« assist families of servicemen in their units to enter unsegregated schools. [...] to cooperate with private citizens groups seeking open occupancy and adequate housing for the families of Negro personnel, not to take part in educational programs at segregated schools, and to prohibit military personnel and units from participating in segregated events »*¹⁴⁵.

La directive se basait sur le principe que les membres des forces armées ne jouissaient pas de la même liberté que les autres citoyens en ce qui concerne le choix

¹⁴³ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.548.

¹⁴⁴ Warren L. Young, *Minorities and the military: a cross-national study in world perspective*, Westport, Greenwood Press, 1982, p.221.

¹⁴⁵ *Ibid.*, pp.221-2.

de l'environnement dans lequel ils voulaient s'établir avec leur famille¹⁴⁶. Cette nouvelle directive donna aux commandants de base le pouvoir nécessaire pour faire face aux communautés environnant leurs bases et les convaincre de déségréguer, exactement comme le voulait le comité Gesell.

À l'aide de ces nouveaux pouvoirs, le DOD croyait qu'il possédait tous les outils nécessaires pour assurer que tous les membres des forces armées se verraient traiter de la même façon, peu importe la couleur de leur peau, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs fonctions.

3.5 Critiques de la directive

La portée de la directive, spécialement la partie pouvant mener à une intervention économique des militaires à l'intérieur de la société civile, a choqué un grand nombre de citoyens et de politiciens de la région méridionale du pays. Il est important de mentionner à titre indicatif l'existence d'une dizaine de lettres racistes ou diffamatoires adressées à McNamara et l'accusant de trahison pour son rôle dans l'intégration des communautés entourant les bases militaires. Par contre, ces citoyens en colère n'ayant aucun pouvoir sur les décisions du Secrétaire de la Défense, il vaut mieux se concentrer sur la réaction des membres du Congrès, qui sont leurs porte-parole. Comme la grande majorité des cas s'appliquant aux droits civiques, ce sont majoritairement les élus de la région méridionale américaine qui ont soulevé leurs inquiétudes et oppositions face à ces nouvelles mesures. La rhétorique utilisée par les défenseurs de la ségrégation et du statu quo est sensiblement la même que pour tous les autres cas, se concentrant sur le droit des États ainsi que l'agrandissement du pouvoir exécutif. De plus, en raison de l'aspect militaire, les critiques ont ajouté la tradition des forces armées de ne pas s'immiscer dans les débats sociaux américains.

Les membres du Congrès ont eu l'opportunité de confronter McNamara en personne lors des audiences portant sur le sujet le 31 juillet 1963 pour le Sénat, ainsi

¹⁴⁶ DOD Directive 5120.36, page 1.

que le 7 août à l'intérieur de la Chambre des Représentants. C'est lors de ces deux journées que les opposants à la nouvelle directive ont étayé les positions classiques mentionnées au paragraphe précédent. Cependant, les Représentants et Sénateurs sudistes contre cette nouvelle réforme ne sont pas parvenus à galvaniser leurs collègues. Ils ont donc été impuissants dans leur volonté de forcer le Secrétaire de la Défense de suspendre ou modifier sa nouvelle directive :

« The attacks failed to budge the Secretary of Defense and marked the end of serious congressional attempts to influence armed forces racial policy. The threat of congressional opposition, at times real and sometimes imagined, had discouraged progressive racial policies in the Department of Defense for over a quarter of a century. Its abrupt and public demise robbed the traditionalists in the Department of Defense of a cherished excuse for inaction »¹⁴⁷.

Il faut dire que durant le même mois se préparait la marche sur Washington du 28 août 1963, ce grand mouvement de sympathie pour la cause des droits civiques, montrait qu'une grosse proportion de la population n'était pas prête à appuyer les politiciens sudistes.

Alors que les opposants aux réformes administratives du DOD se sont heurtés à un Congrès peu réceptif, ils n'ont guère eu plus de succès par la voie des médias nationaux. Effectivement, alors que les pro-ségrégationnistes étaient outrés de l'inclusion des forces armées dans le giron des droits civiques, la population et les médias ne partageaient pas leur irritation. Le fait que les nouvelles mesures venant du DOD n'aient pas causé d'émoi au sein de la population et que les médias n'aient accordé qu'une petite place au débat au sein du Congrès montre bien que ce n'était pas une action controversée de l'exécutif : *« The attitude of the press merely underscored a fact already obvious to many politicians on Capitol Hill in 1963—equal opportunity in the armed forces had dwindled to the status of a minor issue in*

¹⁴⁷ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.551-2.

the greater civil rights struggle engulfing the nation »¹⁴⁸. Une façon dont les sudistes au Congrès ont essayé de freiner, en vain, la volonté du DOD a été un « *Bill introducing [a Representative Carl] Vinson [D-Georgia] recommendation to prevent using the off-limits power in matters involving racial segregation* »¹⁴⁹. Malgré toutes les tentatives des ségrégationnistes de faire reculer McNamara, il a su leur tenir tête et ses réformes sont restées.

3.6 Le *Gesell Committee* dans les médias

La remise du rapport du comité Gesell et les actions subséquentes prises par le DOD pour répondre aux problèmes soulevés dans ledit rapport au sujet de l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées va donner lieu à une grande quantité d'articles, 23 à l'intérieur des journaux blancs et 31 parmi les journaux noirs. Alors que certains vont porter directement sur le rapport et son contenu, la grande majorité va porter sur la nouvelle réalité du DOD, autant les nouvelles directives, leur instauration, ainsi que les tentatives d'entraver la mise en œuvre de celles-ci.

Les articles portant sur la sortie du rapport initial du comité Gesell se divisent en deux catégories : ceux qui portent sur le rapport lui-même, d'une part, et les articles, portant sur la Directive 5120.36 mettant en action les recommandations du rapport de l'autre. Nous voyons une inversion inattendue touchant la distribution des articles. C'est-à-dire que les journaux noirs ont publiés plus d'articles à propos du rapport, tandis que les journaux grand public ont porté plus d'attention à la directive. Selon nous, cette différence dans la couverture médiatique s'explique par la possibilité de déclarer des lieux hors limites à l'extérieur des bases s'il y a discrimination envers les soldats noirs. Voyant que cette possibilité du rapport initial n'avait pas l'aval officiel du Président Kennedy, il semble y avoir eu une surprise généralisée chez les périodiques grand public que McNamara inclue cette recommandation à sa directive subséquente. De l'autre côté, la portée extensive du

¹⁴⁸ Ibid., p.551.

¹⁴⁹ JFK Library Papers, Gerhard A. Gesell, box 1.

rapport, les critiques du système présent et les propositions étaient bien suffisantes pour faire en sorte que les médias noirs veuillent propager l'information.

De la masse d'articles écrits sur ces deux sujets connexes, un sort du lot : « *Washington Report Desegregation: Armed Services* » de Neal Stanford pour le *Christian Science Monitor*¹⁵⁰. L'auteur y analyse principalement le contenu du rapport, mais commence par un regard sur la couverture médiatique. Il est le seul dans nos articles qui fait cet exercice. Il débute son article en contrastant les titres de deux articles sur le sujet, respectivement : « *Survey Recounts Progress* » du *Washington Post* et « *Study Shows Dismall Picture* » du *New York Herald Tribune*. Stanford écrit sur la possibilité de bien décrire la réalité des Noirs à l'intérieur des forces armées, autant d'un point de vue négatif que positif, à leur situation particulièrement injuste encore en 1963. Effectivement, comparée à ce qu'elle était en 1948, la condition des Noirs s'est nettement améliorée pour les soldats, mais l'égalité était encore très loin et la discrimination était encore dominante.

En plus, trois journaux ont couvert la nomination de Alfred B. Fitt au nouveau poste de *Deputy Secretary of Defense for Civil Rights*. Ils ont tous couvert cette nouvelle sensiblement de la même façon, en détaillant la vie et le nouveau poste de Fitt. Ceci est particulièrement intéressant, car c'est la première fois qu'une telle similitude est observée entre la couverture des périodiques appartenant à la catégorie grand public et noire sans que les rubriques ne soient basées que sur le reportage d'une agence de presse. Nous voyons ici le travail de deux journalistes, William MacDougall du *Los Angeles Times* et John G. Norris du *Washington Post*, tandis que l'article du *Chicago Tribune* vient de l'*Associated Press*¹⁵¹. La nouvelle attention

¹⁵⁰ Neal Stanford, *Washington Report Desegregation: Armed Services*, *Christian Science Monitor*, 13 juillet 1963, p.14.

¹⁵¹ John G. Norris, *2 Appointed In Pentagon Rights Drive*, *The Washington Post*, 30 juillet, 1963, p.A1; *Fitt Given Pentagon Civil Rights Post*, *Chicago Tribune*, 30 juillet 1963, p.5 et William MacDougall, *Military Rights Aide Named by McNamara*, *Los Angeles Times*, 30 juillet 1963, p.11.

portée aux actions du DOD au niveau des droits civiques est donc évidente à la suite de la sortie du rapport initial du comité Gesell.

Le débat autour du droit de manifester est particulièrement intéressant. Alors qu'un article du *Chicago Defender* soulignait le 9 juillet sur le droit des membres des forces armées de participer à des manifestations pour les droits civiques¹⁵², nous voyons une restriction de ce droit à l'intérieur de trois rubriques du 17 juillet. Les deux périodiques noirs ont publié le même billet, expliquant les nouvelles contraintes comme étant une réaction à l'arrestation d'un soldat noir en uniforme lors d'une marche à Danville, Virginie¹⁵³. Le *New York Times*, quant à lui, pousse l'analyse plus loin et mentionne l'utilisation de cet incident par le Gouverneur de l'Alabama, George Wallace, lors d'une présence devant le *Senate Commerce Committee* au Congrès le jour d'avant à l'action rapide du DOD¹⁵⁴.

Finalement, l'opposition par la classe politique sudiste à la nouvelle direction du DOD, mise de l'avant par McNamara, a su attirer l'attention des médias. Encore une fois, nous voyons un plus grand nombre d'articles parus dans les pages des journaux noirs. Cependant, la couverture est sensiblement la même à l'intérieur des deux groupes médiatiques, avec la grande majorité des rubriques se concentrant sur les discours et tentatives infructueuses des politiciens sudistes de bloquer les réformes. Les représentants Carl Vinson de la Georgie, F. Edward Hebert de la Louisiane et le Sénateur Strom Thurmond de la Caroline du Sud sont les principaux politiciens, tous démocrates, au centre des articles. Le seul de ceux-ci qui reçoit un traitement plus positif est Vinson, lors de l'article des chroniqueurs conservateurs Rowland Evans et Robert Novak dans le *Washington Post*, intitulé *McNamara's*

¹⁵² *Airmen Involvement In Protests OK'd*, Chicago Daily Defender, 9 juillet 1963, p.A-15.

¹⁵³ *Curb GI Participation In Protests*, Chicago Daily Defender, 17 juillet 1963, p.4 et *McNamara Order Curbs Servicemen In Protest*, Atlanta Daily World, 17 juillet 1963, p.1.

¹⁵⁴ E.W. Kenworthy, *McNamara Limits Racial Protests By Men In Service*, New York Times, 17 juillet 1963, p.1.

*Southern Front*¹⁵⁵. Les auteurs avancent que malgré sa position ségrégationniste, Vinson n'était pas raciste et qu'il n'allait pas pousser pour un vote sur une loi qu'il a déposé, pour rendre illégale la directive de McNamara, estimant que c'était une question de principe pour lui. Malgré notre scepticisme quant à la possibilité que Vinson ne fût pas raciste, l'article soulève un point important à l'égard de l'équilibre fragile que devait maintenir l'administration Kennedy en raison de l'importance d'une grande section de son parti et de la vision ségrégationniste de celle-ci. Toutefois, cet article poussant plus loin l'analyse de ces contorsions politiques apporte une vision inarticulée.

Nonobstant les sujets similaires présentés dans les articles à propos de l'opposition aux réformes du DOD, les journaux noirs ont encore une fois abordé des acteurs négligés par ceux destinés au grand public. Il est question ici de l'opposition de la Chambre de Commerce de la Géorgie, de Leander H. Perez, le président du comté Plaquemines Parish en Louisiane, un *Boss* ségrégationniste assez reconnu, et de la succursale Louisianaise du groupe conservateur *American Legion*. Bien que ces articles ne portent que sur la position de trois groupes, dont deux ayant une portée plutôt limitée, il est quand même utile d'avoir une compréhension des actions collectives fait par les citoyens en réaction à cette nouvelle.

Nous voyons donc qu'effectivement, il y a eu un plus grand intérêt dans la cause de l'intégration raciale à l'intérieur des forces armées parmi les médias noirs que ceux grand publics. Cependant, à l'exception d'un plus grand nombre d'articles et un ton plus revendicateur et engagé chez les journaux noirs, nous n'avons pas trouvé qu'il y avait une grande différence dans la nature de la couverture médiatique.

3.7 Le cas du *National Guard*

À la suite du dépôt du rapport initial, le comité Gesell a continué la rédaction d'une section portant sur le *National Guard*. Le 22 novembre 1963, l'assassinat du

¹⁵⁵ Rowland Evans et Robert Novak, *McNamara's Southern Front*, The Washington Post, 1^{er} octobre 1963, p.A15.

président Kennedy a plongé le comité dans le doute quant à sa continuité en raison de son travail à raison de son mandat de « *serving at the pleasure of the Chief Executive* »¹⁵⁶, mais le nouveau President Lyndon B. Johnson, a rassuré Gesell qu'il pouvait terminer son rapport. Les membres ont donc continué leur travail, pour finalement déposer le rapport final le 20 novembre 1964. Au cours de cette dernière partie de recherche pour le rapport, ils ont enquêté sur la discrimination hors des bases à l'extérieur des États-Unis et ils se sont surtout concentrés sur la situation raciale à l'intérieur des *National Guard* à l'intérieur des États.

La parution du rapport final a tardé, non pas en raison d'une situation nouvelle ou différente à analyser, mais bien à la suite du voyage nécessaire aux inspections. La situation vécue à l'extérieur des États-Unis par les soldats afro-américains était similaire à celle vécue au pays, spécialement en ce qui concerne la vie sur les bases. Par contre, les membres du comité ont découvert une situation inattendue à l'extérieur de bases dans plusieurs pays : certaines communautés répliquaient les principes ségrégationnels du sud des États-Unis. Pis, « *American commanders [in Germany] seemed unwilling to take the matter seriously, but he [Gesell] considered it delicate and complex, principally because prejudice had been most often introduced by American servicemen* »¹⁵⁷. L'exportation des habitudes racistes aux autres pays a été particulièrement surprenante pour le comité et démontrait les lacunes des mesures d'intégrations appliquées par les administrations précédentes. Ceci était une raison de plus d'élargir le champ d'application des nouvelles procédures pour combattre les préjugés préexistants. Pour contrer cette nouvelle donne, le comité voulait que les initiatives de son rapport initial soient appliquées à toutes les bases, sans exceptions pour celles se trouvant à l'extérieur des limites territoriales des États-Unis. Ceci normaliserait donc le processus pour toutes les bases américaines, ainsi que les communautés environnantes, peu importe le pays dans lequel elles se trouvent. De

¹⁵⁶ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.552.

¹⁵⁷ Idem.

cette façon, les mauvaises habitudes exportées seront rabrouées et tous les soldats vont se voir traiter avec le respect qu'ils méritent, tout en restant dans les limites de ce qui est possible en raison des limites de l'influence du DOD au niveau légal dans les autres pays.

La seconde partie de la version finale du rapport consiste en un regard sur la situation à l'intérieur des *National Guards*, la seule branche des forces armées qui n'était pas encore intégrée selon les observations de Gesell¹⁵⁸. Il est important de noter que le travail du comité a causé quelques problèmes d'image à l'administration Kennedy. L'Attorney General Robert Kennedy, frère de John Kennedy, allaient jusqu'à dire à Gesell « *you are killing us with the Guard* »¹⁵⁹. La volonté du comité d'aller au fond de ce sujet épineux, malgré les répercussions politiques possibles était admirable. Il faut noter que le comité n'était pas le seul à mettre de la pression sur l'administration Kennedy pour que le problème ségrégationniste à l'intérieur des *National Guards* soit résolu. Alors que le Représentant Charles C. Diggs Jr., un afro-américain du Michigan, mentionnait que « *95% of the financial support of the National Guard comes from the Defense Budget approved by Congress* »¹⁶⁰, sous-entendant qu'ils étaient comme tous les autres programmes gouvernementaux et être déségrégué, Alfred D. Lerner voulait que le Président prenne l'initiative « *in your capacity of Commander-in-Chief of the Armed Forces, you declare all segregated public establishments as "off-limits" to all military personnel* »¹⁶¹. Le comité Gesell a donc continué cette lignée de pousser pour une réforme du gouvernement fédéral à l'intérieur des États.

La dualité entre le pouvoir fédéral et étatique était au centre de l'appréhension de l'administration Kennedy. Par contre, le DOD se défendait de son inaction par le passé en citant « *the old claim that special federal-state relationships precluded*

¹⁵⁸ Ibid., p.553.

¹⁵⁹ Idem.

¹⁶⁰ JFK Library Papers, White House Central Files, box 360.

¹⁶¹ JFK Library Papers, White House Central Files, box 363.

*direct action by the Secretary of Defense, [Assistant Secretary of Manpower Carlisle P.] Runge nevertheless promised the delegates a renewed effort to provide equal opportunity »¹⁶². Le fait que les *National Guards* étaient des créatures étatiques compliquait grandement les choses, car ceci signifiait qu'il y avait donc cinquante organisations différentes qui devaient être examinées. Cette multitude d'organisations signifiaient un grand nombre d'approches différentes et*

« some state guards had been a progressive force in the integration of the services in the early postwar period, others had become symbols of racism by 1961. Some fourteen years after the Truman order, ten states with large black populations and understaffed guard units still had no Negroes in the guard »¹⁶³.

Avant même la mise sur pied du comité, le *Pentagon* à usé de diplomacie pour négocier avec les Gouverneurs et les *Adjutant Generals* d'États du nord avec beaucoup de succès: *« Connecticut, New Jersey, Indiana, New York, California, Hawaii, and Maryland agreed to fully integrate their National Guard units, and they had made progress as well in Massachusetts and Ohio. Southern units remained untouched »¹⁶⁴. La question des États récalcitrants n'était pas abordée, principalement en raison de la vision du *National Guard* comme quelque chose venant des États. Ceci est reflétée par l'*Adjutant General* de la Floride: *« since the guard was a volunteer organization and his state had always drawn its members from among white citizens, Florida was under no obligation to enlist black men »¹⁶⁵. Face à cette défiance, le DOD a baissé le bras et l'administration Kennedy a plutôt opté pour une approche persuasive. Throughout 1963, Runge declared that the federal government had no legal authority to force integration on the guard when it was not serving in a federal status »¹⁶⁶, En effet, cette action représentait un genre de « reform that**

¹⁶² Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.518.

¹⁶³ Idem.

¹⁶⁴ Nicolas Andrew Bryant, *The Bystander: John F. Kennedy And the Struggle for Black Equality*, New York, Basic Books, 2006, p.240.

¹⁶⁵ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.518.

¹⁶⁶ Ibid., p.518-9.

Kennedy had shied away from during the first two years of his presidency through fear of upsetting Senator Richard Russell and Representative Carl Vinson »¹⁶⁷. C'est donc dans cette situation que le comité Gesell commence son travail.

Les recherches effectuées par le comité ont trouvé que

« in 1962 more than 40 percent of all reserve units in the country were white; the Army retained six all-black reserve units as well. [...] At the same time, the reserves had more blacks in nondrill status than in drill status. In other words, more blacks were in reserve pools where, unassigned to specific units, they did not participate in active duty training. [...] For many reservists, paid drill status was desirable; apart from the money received for such active duty, they had the opportunity to gain credit toward retirement and pensions »¹⁶⁸.

La discrimination avait donc des conséquences bien tangibles autant sur la vie présente des Noirs écartés que sur leur futur. Le comité était d'avis que les avantages sociaux devaient être disponibles pour tous les citoyens. De plus, le temps servi à l'intérieur du *National Guard* était prise en compte au niveau de leurs obligations de service militaire, simplifiant de beaucoup la vie des personnes ayant des familles, entre autres. Ce lien entre les *National Guards*, un service d'auxiliaire, qui serait utilisé en cas d'urgence, et les forces armées conventionnelles est évident, particulièrement dans le climat extrêmement tendu des années 1960 en pleine Guerre Froide. Ramenant le principe du moral des soldats, si central au rapport initial, le comité s'en est servi pour déclarer « *since guard units were subject to integration when federalized, their morale and combat efficiency would be improved if their members were accustomed to service with Negroes in all ranks during training* »¹⁶⁹. La possibilité de fédéralisation de ces groupes de réserves était le point focal pour permettre des actions venant du DOD.

¹⁶⁷ Nicolas Andrew Bryant, *The Bystander: John F. Kennedy And the Struggle for Black Equality*, New York, Basic Books, 2006, p.412.

¹⁶⁸ Morris J. MacGregor Jr., *Integration of the Armed Forces 1940-1965*, Washington DC, Center of Military History of the United States Army, 1981, p.519-520.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.553.

Comme ce fut le cas lors du rapport initial, le comité « *wanted the President to declare the integration of the National Guard in the national interest. It wanted the Department of Defense to demand pertinent racial statistics from the states* »¹⁷⁰. Cette dernière demande venait de leur frustration en raison du manque de statistiques sur la présence et le traitement des Noirs. Ce vide statistique explique pourquoi le rapport final portant sur les *National Guards* était loin d'être aussi précis et complet que le rapport initial était, en raison de la « *variation in state systems and the absence of statistical data on recruitment, assignment, and promotion in some state guards* »¹⁷¹. Le fait que des données de ce genre ne soient pas compilées est indicatif des problèmes dans les États récalcitrants, ces données étant souvent absentes en raison de l'absence complète de noirs ou encore symbolique du peu d'importance leur étant attribuée. De plus, il est significatif que « *Outside pressures from civil rights groups had to mount, and a Presidential Committee on Equal Opportunity in the Armed Forces had to be appointed and make a report to the President before the Guard was integrated* »¹⁷². Qui plus est, le fait que le rapport final du comité soit sorti après le passage du *Civil Rights Act* de 1964 donnait beaucoup plus de pouvoir au gouvernement fédéral pour enrayer la discrimination raciale.

3.8 Conclusion des efforts de l'administration

Le DOD a été profondément changé durant la présidence de Kennedy. Sous les ordres du président, McNamara a continué d'améliorer le sort des Noirs à l'intérieur des forces armées américaine. Malgré le fait que l'intégration officielle des unités de combat à l'intérieur des forces armées était complétée depuis 1954, les soldats afro-américains étaient toujours des victimes de discrimination. Le travail effectué durant l'administration Kennedy était donc un travail de profondeur; le DOD devait assurer une égalité des chances et possibilités d'avancements pour tous les membres de son personnel sans différences liés à l'identité raciale. Assurer un

¹⁷⁰ Ibid., pp.553-4.

¹⁷¹ Ibid., p.553.

¹⁷² Harris Wofford, *Of Kennedys and Kings*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 1992, p.150.

traitement équitable à tous les niveaux de la vie des soldats s'est montré encore plus complexe que de simplement mettre fin à la séparation physique à l'intérieur des unités. Effectivement, changer les mœurs de tous les membres du *chain of command* est beaucoup plus complexe et de longue haleine. JFK a chargé Gerhard Gesell pour entreprendre la lourde tâche de documenter les sources d'inégalités, pour ensuite proposer des solutions aux mots des forces armées. Ce long et ardu travail a permis au comité Gesell de mettre à jour les données sur la situation des Noirs et de faire une analyse étendue de leur situation à l'intérieur des forces armées. Une fois accompli, ce rapport a ensuite été la base sur laquelle le DOD s'est reposé pour changer complètement leur approche quant au sujet des relations entre les bases militaires et la société civile. Les nouvelles mesures ont fait avancer une vraie égalité entre les soldats, peu importe leur couleur de peau.

Parallèlement, le *Veterans Administration* a déségrégué leurs services de funérailles et d'enterrements officiels en 1961¹⁷³ et l'administration elle-même faisait aussi sa part directement, avec les assistants du Président qui défendaient et vantaient les mérites des décisions prises par JFK et McNamara sur l'intégration des forces armées, incluant des réponses à des lettres de citoyens comme ce fut le cas avec Gale Anderson¹⁷⁴. Il y avait donc une mobilisation de tous les partisans de la propagation des droits civiques pour tous les citoyens à l'intérieur de l'administration Kennedy pour prêter main forte au DOD et assurer l'avancement de l'égalité raciale à l'intérieur des forces armées. Cependant, après les initiatives de l'été 1963, « *The Cold War had displaced the race war as Kennedy's chief concern* »¹⁷⁵ et les efforts en ce qui concerne la lutte contre la discrimination raciale se sont montrés rares dans les derniers mois de sa présidence, hormis l'élaboration de ce qui deviendra le *Civil Rights Act* de 1964 sous l'égide de son successeur.

¹⁷³ JFK Library Papers, White House Central Files, box 362.

¹⁷⁴ Idem.

¹⁷⁵ Nicolas Andrew Bryant, *The Bystander: John F. Kennedy And the Struggle for Black Equality*, New York, Basic Books, 2006, p.450.

3.9 Couverture des autres actions de l'administration

La dernière année de l'administration Kennedy est la plus faste quant à la publication d'articles sur l'intégration des forces armées : nous en avons recensé 9 pour cette seule année en excluant ceux déjà recensés, de la période du rapport du comité Gesell. L'augmentation considérable du nombre d'articles publiés sur le sujet au courant de l'année 1963 était attendu vu la sortie du rapport initial du *President's Committee on Equality Of Opportunity in the Armed Forces* et des directives en découlant. Il y a eu quand même d'autres sujets traités

Pour les années précédentes, nous commençons par les quelques articles en commun aux deux groupes médiatiques, pour ensuite nous pencher sur les divergences. L'année 1963 renverse la tendance. Effectivement, sur les 63 articles recensés, 47 articles, soit la très grande majorité, portent sur des sujets en commun aux périodiques noirs et blancs. Nous allons donc commencer par les articles portant sur des sujets divergents. Du côté des périodiques grand public, seul le *New York Times* se penche sur des articles qui ne trouvent pas d'écho dans les journaux noirs. De plus, dans la section réservée aux droits civiques, nous trouvons une mention de la fin de la ségrégation autour de la base de Misawa au Japon, ainsi qu'un texte sur la volonté de McNamara de se joindre aux actions pour légiférer contre la discrimination dans les habitations à Ann Arbor, Michigan¹⁷⁶. L'article au sujet de l'entente entre le commandant de la base au Japon et la communauté environnante est une addition intéressante. Il est surprenant que ceci ne se soit pas retrouvé à l'intérieur des pages des journaux noirs. Cependant, ceux-ci se sont penchés sur le Major Hughes Alonzo Robinson, retraité de l'armée, qui a tenté de mobiliser ses compatriotes noirs contre les actes de désobéissance civiles pour plutôt négocier paisiblement. Cet article met en évidence une partie de la population noire, la « *“better class of Negroes” in the South and older Negro professionals* » selon lui, n'était pas d'accord avec les manifestations et les blâmaient pour des pertes

¹⁷⁶ *Accord Reached At U.S. Base et McNamara Said To Joins Drive*, New York Times, 20 août 1963, p.19.

économiques à l'intérieur de la communauté noire. Malgré le fait qu'il n'était pas à la tête d'un groupe défini, il représentait une portion de la population noire, et la publication de cet article pouvait avoir comme but d'exposer des éléments noirs s'opposant au mouvement des droits civiques. Les deux autres sujets étaient une évaluation du message de Kennedy au Congrès sur les droits civiques autant en applaudissant les avancées faites dans les forces armées qu'en soulignant le *statu quo* dans les *National Guards* et ils se sont longuement attardés au processus d'intégration dans les écoles avoisinant les bases. En effet, nous avons décelé quatre articles sur le sujet sortis dans les cinq premiers mois de l'année, deux se concentrant sur les procès menés par le *Department of Justice* pour réussir à intégrer les écoles proches de cinq bases dans quatre États du sud¹⁷⁷ et deux autres sur la réaction positive du NAACP face à ces progressions. Nous voyons donc encore une fois que la déségrégation est limitée aux écoles fréquentées par les dépendants militaires, mais les articles se multiplient en raison de l'augmentation des actions de l'administration sur le sujet lors de la première moitié de 1963. Cette nouvelle concentration sur ce qui se passe aux alentours des bases va continuer et amplifier au cours de l'année lors de la sortie du rapport initial du *President's Committee on Equality Of Opportunity in the Armed Forces*.

À la suite de la sortie dudit rapport, bien que celui-ci ait dominé la couverture médiatique portant sur le sujet, plusieurs articles sur d'autres sujets sont apparus. Certains, portant notamment sur la situation des Noirs à l'intérieur des forces armées, ont été publiés. Ces articles sont apparus uniquement à l'intérieur de périodiques noirs. Nous retrouvons six sujets couverts dans sept articles, allant d'une simple mention des progrès réalisés à l'intérieur des forces armées¹⁷⁸ à un article fort intéressant qui sonne le glas du racisme organisé dans le sud des États-Unis en raison

¹⁷⁷ *Army Officers Hit Filthy Schools In Va. Bias Trial*, Chicago Daily Defender, 16 mai 1963, p.5 et *Justice Dept. Sues Four Dixie Defense Areas For School Desegregation*, Atlanta Daily World, 19 janvier 1963, p.1.

¹⁷⁸ *Growing Hope To Solve Nation's Race Problems*, Atlanta Daily World, 1^{er} octobre 1963, p.1.

de la pression économique augmentée par la directive de McNamara¹⁷⁹. Ce dernier analyse succinctement la force de la réalité économique contre le système de ségrégation dans le sud qui, selon lui, va motiver la région à laisser tomber la discrimination traditionnelle. Dans la même veine, l'article du journaliste Chester Higgins du New York Times ayant écrit sur plusieurs sur les droits civiques met à la lumière le nombre dérisoire de soldats noirs ayant reçu la plus haute décoration militaire, la *Medal of Honor*¹⁸⁰. Usant de l'exemple de deux soldats ayant agi avec le niveau de bravoure requis pour recevoir cette médaille, il note que seulement le militaire blanc l'a reçue, le matelot noir se contentant d'une citation. Higgins montre donc l'étendu du travail encore à faire pour que les soldats noirs soient vraiment traités de façon équitable. Toutefois, les autres articles sont moins engagés. Ils nous apprennent que le chapitre CORE de Fort Smith en Arkansas et celui de la base de Cherry Point en Caroline du Nord, en tandem avec la branche du NAACP locale, ont demandé à ce que les villes avoisinantes de ces installations militaires soient déclarées hors limites par McNamara en raison de leur discrimination. Bien qu'aucune action de la sorte n'ait été entreprise, le fait que le DOD a reçu des demandes leur a permis de mettre plus de pression sur les communautés pour intensifier la déségrégation. Ce travail a aussi été étendu aux bases à l'extérieur des États-Unis en septembre¹⁸¹, le même mois que le département de l'armée s'est doté d'une nouvelle section portant sur les droits civiques et mené par le Lieutenant-Colonel Steve G. Davis¹⁸². Ces articles des journaux noirs reflètent très bien la réalité complexe du moment, alors que l'optimisme présent en vertu des nouvelles avancées était tempéré par les inégalités persistantes.

¹⁷⁹ John H. McCray, *Roving About The South*, The Chicago Defender, 17 Août 1963, p.2.

¹⁸⁰ Chester Higgins, *Medal of Honor Is Elusive Award for Tan Fighters*, Pittsburgh Courier, Feb 2, 1963, p.9.

¹⁸¹ Charles W. Corrdry, *Equality In The Military Being Pushed*, Atlanta Daily World, 12 Septembre 1963, p.1.

¹⁸² Lt. Col. Davis Named To Civil Rights Section, Atlanta Daily World, 29 septembre 1963, p.A3.

Du côté des journaux grand public, nous avons recensé deux articles portant sur l'ordre d'évaluer s'il y avait de la discrimination raciale dans les communautés avoisinantes des installations militaires, le tout dirigé et transmis au DOD par les commandants de chacune des bases. Les deux rubriques font mention des opposants de cette mesure, mais se concentrent plus sur la volonté du Pentagone d'aller de l'avant avec sa directive. Il est surprenant que ceci ne se soit pas retrouvé à l'intérieur des périodiques noirs, car la tendance que nous avons remarquée tend à montrer que ceux-ci incluent plus souvent des nouvelles montrant des avancées que les périodiques grand public.

Passant maintenant aux articles ayant des sujets se retrouvant dans les deux groupes médiatiques, nous remarquons qu'ils n'ont pas tous été publiés à la suite du dépôt du rapport Gesell. Effectivement, nous retrouvons quatre articles sur l'utilisation des forces armées pour soutenir l'effort de déségrégation en Alabama contre le Gouverneur George Wallace, ainsi que cinq abordant le travail du comité Gesell. Parmi ceux-ci, quatre portent spécifiquement sur les ordres donnés par Kennedy d'inclure et de mettre l'accent sur la qualité de vie des soldats à l'extérieur des bases et sont abordés sensiblement de la même façon par les deux groupes médiatiques. Sachant que cet aspect du travail du comité était présent et central depuis sa création, nous voyons la sortie de cette nouvelle comme étant la méthode utilisée par l'administration pour tâter le pouls de la population et du Congrès avant la sortie du rapport. L'autre article ayant comme sujet le travail du comité Gesell se retrouve à l'intérieur du *Chicago Defender* et porte sur l'intervention du NAACP auprès du président dudit comité pour qu'il se penche sur le processus d'attribution des promotions de la 29^e armée de l'air à la base Richards-Gebaur¹⁸³. En ce qui concerne les articles sur les actions du Gouverneur Wallace, nous voyons une différence marquée quant aux dates de publication des rubriques. Celles venant du *New York Times* sont parus avant l'incident mettant en scène Wallace le 11 juin 1963,

¹⁸³ Bypass Airmen In Promotions, Ask U.S. Probe, *Chicago Daily Defender*, 3 janvier 1963, p.9.

alors que les deux du *Chicago Daily Defender* sont sortis à la suite de l'incident. Tous ces articles possèdent le même point de vue voulant que les actions de Wallace soient condamnables; néanmoins le *Chicago Defender* se concentre sur les actions de l'administration à la suite de cet événement, alors que le *New York Times* se concentre sur la préparation de l'administration Kennedy et du Gouverneur Wallace à l'approche d'un conflit imminent. Il est surprenant qu'il n'y ait pas eu d'articles portant sur les conséquences de l'opposition de Wallace et de l'intervention militaire qui en a suivi à l'intérieur des journaux grand public, spécialement en raison de l'attention donnée précédemment la confrontation. L'article « *Drop All Racial Bars, JFK Urges Nation* » du *Chicago Defender* sort toutefois du lot en reprenant le ton et le contenu plus combatif du message à la nation de JFK à la suite de la crise en Alabama. Le Président utilise les forces armées intégrées pour soutenir son plaidoyer pour un traitement équitable des Noirs dans toutes les facettes de la vie américaine : « *When American military forces are sent to Viet Nam or other areas as part of the world struggle on behalf of freedom, the chief executive said : "We don't ask for whites only" »*¹⁸⁴. Nous voyons donc pour la première fois, à l'intérieur de nos articles, l'administration utiliser l'armée ouvertement comme un modèle à suivre pour le reste de la société. Cette nouvelle volonté d'aller de l'avant avec un agenda d'intégration raciale plus grand va continuer lorsque le rapport initial du *President's Committee on Equality Of Opportunity in the Armed Forces* va être déposé et mis en exécution par l'administration

¹⁸⁴ *Drop All Racial Bars, JFK Urges Nation*, Chicago Daily Defender, 12 juin 1963, p.1-2.

CONCLUSION

La présidence de Kennedy a été courte. Par contre, les mille jours qu'elle a duré ont jeté les bases d'une nouvelle relation entre le gouvernement américain et sa population noire. Les actions prises par l'administration n'ont pas changé la société américaine du jour au lendemain, mais elles ont mis la branche exécutive sur une voie, celle de la liberté, que Lyndon B. Johnson a continué à suivre. L'administration Kennedy a notamment réussi à accomplir un de ses buts : elle a grandement avancé la cause de l'intégration dans les forces armées. Ceci étant un domaine presque entièrement sous le contrôle presque exclusif de la branche exécutive (à part le budget qui doit être approuvé par le Congrès), l'administration a pu appliquer les mesures qu'elle voulait sans grand entrave. Sous les ordres du *Secretary of Defense* Robert McNamara, le DOD a initié un changement profond vers l'équité raciale. Armé de la volonté de compléter le travail amorcé par Truman et continué par Eisenhower, McNamara a dirigé le processus réflexif dans lequel s'était lancé le DOD et qui l'a mené à complètement changer sa position au niveau de l'égalité raciale.

La création du *President's Committee on Equal Opportunity in the Armed Forces* en 1962 a été un point tournant pour la situation des noirs à l'intérieur des forces armées. Véritable base sur laquelle se sont construits la position et les actions du département de la Défense américaine au sujet de l'intégration raciale, le comité a compilé des statistiques détaillées sur la présence noire dans les forces armées pour ensuite recommander des actions pour améliorer leur sort. Ce travail acharné a mené à la *DOD Directive 5120.36*, qui, somme tout, met en pratique les conclusions du comité. Bien que celle-ci n'ait pas enrayé la totalité de la discrimination subie par les militaires noires, la nouvelle attention portée par l'administration du DOD et de la hiérarchie militaire a mené à une égalité de traitement de jure, mais pas de facto. De plus, pour la première fois des consignes claires sont données pour codifier le

traitement des militaires noirs à l'extérieur des bases. Cette nouvelle réglementation ordonnant aux commandants de bases de faire respecter les droits des soldats noirs à l'intérieur des communautés avoisinantes avait pour but de faciliter la transformation des mœurs à l'intérieur de la société américaine.

Au même moment que ces changements étaient mis en place à l'intérieur de l'appareil militaire américain, les journaux permettaient à la société civile de se renseigner sur les nouvelles pratiques. Cependant, la population noire et la blanche n'avait pas accès au même niveau d'information en ce qui concerne ce sujet. La ségrégation médiatique présente au début des années 1960 influait grandement la couverture des événements. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de la profondeur des articles sur le sujet de l'intégration raciale dans les forces armées. Les journaux noirs avaient une propension plus forte à plonger dans les détails d'une nouvelle, ainsi que couvrir une plus grande quantité d'événements reliés. Le ton et le point de vue sont deux autres éléments qui permettent de différencier les deux groupes médiatiques, les journaux noirs ayant un ton beaucoup plus revendicateur et semblent avoir plus de confiance en la possibilité que l'administration va pouvoir tirer son épingle du jeu. Néanmoins, le nombre limité d'articles portant sur le sujet venant des deux groupes médiatiques montre le manque d'intérêt pour le sujet lors d'une période où la société était témoin d'événements spectaculaires régulièrement. La simplicité relative dans laquelle ces réformes se sont déroulées a donc joué contre le travail du DOD au niveau de sa médiatisation, mais les résultats en demeurent pas moins importants.

Kennedy a donné la mission à McNamara d'enrayer les situations minant le moral des troupes noires à l'intérieur des forces armées. Lui-même ancien combattant, et toujours conscient de la possibilité d'une guerre chaude contre l'Union Soviétique, Kennedy accordait une importance capitale aux forces armées. Il a donc habilement su faire avancer une cause sociale qu'il supportait en la drapant à l'intérieur de la défense nationale. Il faut noter que les changements mis de l'avant

par son administration n'ont pas été particulièrement créateurs de controverse dans une société américaine traversant une période remplie de coup d'éclats associés au mouvement des droits civiques, sauf chez quelques élus sudistes fortement contre toute forme d'intégration raciale. Bien que JFK ait permis ces avancées, il a eu un impact limité sur le reste de la lutte pour l'obtention des droits civiques pour ses concitoyens afro-américains. Son assassinat tragique a cependant permis à son successeur, LBJ, de faire avancer la cause en réussissant à faire adopter par le Congrès le *Civil Rights Act* de 1964 et le *Voting Rights Act* de 1965. Alors que ces deux lois ont eu un impact immense sur la vie des Noirs américains et sur le mouvement pour l'obtention de l'égalité raciale, il ne faut pas oublier les avancées précédentes réussites par l'administration Kennedy.

Ce mémoire met en évidence deux pans très peu étudiés par l'historiographie du mouvement des droits civiques : l'effort fait par l'administration Kennedy pour mettre fin à la discrimination à l'intérieur des forces armées, tout en facilitant l'intégration des soldats à l'intérieur de leur vie civile, ainsi que le rôle joué par McNamara en ce qui concerne la question de l'avancement de l'égalité des citoyens noirs. Selon nos connaissances, Morris J. MacGregor Jr. est le seul historien à s'être penché sur le sujet global de l'intégration raciale des forces armées, situation particulièrement troublante en raison de la centralité qu'a occupé l'armée comme véhicule de mobilité sociale. Pis encore, aucune monographie n'a été publiée au sujet de la place qu'a occupée McNamara au sein de l'administration à propos des droits civiques. Nos recherches nous ont permis de découvrir plusieurs informations nous laissant croire que McNamara a été plus présent lors des décisions portant sur les *Civil Rights* qu'il lui était nécessaire en tant que Secrétaire de la Défense américaine. Qui plus est, la période couverte par MacGregor se termine en 1965 ce qui n'inclut donc pas une évaluation des résultats obtenus par l'intégration raciale lors de la guerre du Vietnam, ni les conséquences ou la situation présente.

En plus d'étoffer l'historiographie, nous voulons mettre de l'avant de nouvelles pistes d'études pour que ces deux sujets soient approfondis et qui amélioreraient notre compréhension de ce mouvement vers l'équité raciale. Premièrement, il est de notre avis qu'une décennie marqué par les forces armées américaine, autant au niveau national qu'au niveau international, ne peut être bien comprise sans inclure une étude approfondie de Robert McNamara en sa capacité de *Secretary of Defense*. Ceci signifie qu'une étude du reste de son mandat, sous le président Johnson, s'impose pour bien comprendre le legs laissé par celui qui a tenu les rênes du DOD le plus longtemps. Ensuite, plusieurs personnes ont joués des rôles marquants lors de l'intégration des forces armées et méritent d'être étudiés. Adam Yarmolinsky, Gerhard Gesell et Harris Wofford sont trois personnages centraux en ce qui concerne notre sujet et qui ne jouissent que de très peu d'attention des historiens. Finalement, un compagnon à notre recherche concernant la situation des noirs à l'intérieur des forces armées de 1963 à nos jours serait particulièrement intéressant, car il permettrait de voir les conséquences et les résultats des politiques implantées par McNamara lors de la présidence Kennedy.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

- Alsop, Stewart. *The Center*. New York: Popular Library, 1968, 318 p.
- Bernstein, Irving. *Promises Kept: John F. Kennedy's New Frontier*. New York: Oxford University Press, 1991, 342 p.
- Binkin, Martin et Mark J. Eitelberg. *Blacks and the military*. Washington DC: Brookings Institution, 1982, 190 p.
- Borstelmann, Thomas. *The Cold War and the Color Line: American Race Relations in the Global Arena*. Cambridge: Harvard University Press, 2001, 369 p.
- Branch, Taylor. *Parting the Waters: America in the King Years 1954-1963*. New York: Simon and Schuster, 1988, 1064 p.
- Brauer, Carl. *John F. Kennedy and the Second Reconstruction*. New York: Columbia University Press, 1979, 396 p.
- Bryant, Nicolas Andrew. *The Bystander: John F. Kennedy And the Struggle for Black Equality*. New York: Basic Books, 2006, 557 p.
- Caro, Robert. *Master of the Senate: The Years of Lyndon Johnson*. New York: Alfred a Knopf Inc, 2002, 1167 p.
- Clemons, Lulamae, Gordon A. Gardner et Erwin Hollitz. *Vingt Millions d'Américains: Les Noirs Aux États-Unis*. Paris: Éditions Jeune Afrique, 1966, 142 p.
- Cohen, Lizabeth. *A Consumers Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*. New York: Random House, Inc., 2003, 576 p.
- Dudziak, Mary L.. *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*. Princeton: Princeton University Press, 2000, 330 p.
- Fairlie, Henry. *The Kennedy Promise: The Politics of Expectation*. New York: Doubleday, 1973, 376 p.
- Gardner, Michael R.. *Harry Truman and Civil Rights: Moral Courage and Political Risks*. Carbondale: SIU Press, 2003, 276 p.

- Garrow, David J.. *Bearing the Cross: Martin Luther King Jr. and the Southern Christian Leadership Conference*. New York: William Morrow and Company Inc, 1986, 800 p.
- , David J.. *Birmingham, Alabama, 1956-1963*. New York: Carlson Publishing Inc, 1989, 299 p.
- Giglio, James N. et Stephen G. Rabe. *Debating the Kennedy Presidency*. Lanham: Rowman & Littlefield, 2003, 213 p.
- Golden, Harry. *Mr. Kennedy and the Negroes*. Greenwich: Fawcett Publications Inc., 1964, 240 p.
- Jerome, Fred et Rodger Taylor. *Einstein on Race and Racism*. Piscataway: Rutgers University Press, 2006, 224 p.
- Klinkner, Philip A. et Rogers M. Smith. *The Unsteady March: The Rise and Decline of Racial Equality in America*. Chicago: Chicago University Press, 2002, 426 p.
- Leshner, Stephan. *George Wallace: American Populist*. Boston: Da Capo Press, 1995, 233 p.
- MacGregor, Morris J. Jr.. *Integration of the Armed Forces 1940-1965*. Washington DC: Center of Military History of the United States Army, 1985, 635 p.
- . Morris J. et Bernard C. Nalty eds. *Blacks in the Military: Essential Documents*. Wilmington: Scholarly Resources, 1981, 367 p.
- McWhorter, Diane. *Carry Me Home: Birmingham, Alabama, The Climactic Battle of the Civil Rights Revolution*. New York: Touchstone, 2001, 719 p.
- Miroff, Bruce. *Pragmatic illusions: the presidential politics of John F. Kennedy*. London: Longman, 1979, 334 p.
- Navasky, Victor S.. *Kennedy Justice*. New York: Atheneum, 1971, 482 p.
- Paper, Lewis J.. *John F. Kennedy: the promise & the performance*. Cambridge: Da Capo Press, 1980, 408 p.
- Parnet, Herbert S.. *Jack: The Struggles of John F. Kennedy*. New York: Doubleday Publishing, 1983, 640 p.
- . Herbert S.. *JFK: The Presidency of John F. Kennedy*. New York: Dial, 1983, 407 p.
- Pauley, Garth E.. *The Modern Presidency and Civil Rights: Rhetoric on Race from Roosevelt to Nixon*. College Station: Texas A&M University Press, 2001, 259 p.
- Plummer, Brenda G., ed.. *Window on Freedom: Race, Civil Rights, and Foreign Affairs, 1945-1988*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2003, 259 p.

- Reeves, Richard. *President Kennedy: Profile of Power*. New York: Simon & Schuster, 1993, 800 p.
- Schlesinger Jr., Arthur M.. *A thousand days: John F. Kennedy in the White House*. New York: Houghton Mifflin Harcourt, 2002, 1087 p.
- Shank, Alan. *Presidential Policy Leadership: Kennedy and Social Welfare*. Boston: University Press of America, 1980, 297 xp.
- Sorensen, Theodore. *Kennedy*. William S. Konecky Associates: Old Saybrook, 1999, 800 p.
- Trewhitt, Henry L.. *McNamara*. New York: Harper & Row, 1971, 307 p.
- Westheider, James E.. *The African American experience in Vietnam: brothers in arms*. Lanham: Rowman & Littlefield, 2008, 177 p.
- Wofford, Harris. *Of Kennedys and Kings*. Pittsburg: University of Pittsburg Press, 1992, 516 p.
- Young, Warren L.. *Minorities and the military: a cross-national study in world perspective*. Westport: Greenwood Press, 1982, 357 p.

Revues Scientifiques

- Sitkoff, Harvard. 1971. « Harry Truman and the Election of 1948: The Coming of Age of Civil Rights in American Politics », *The Journal of Southern History*, Vol. 37, No. 4 (Novembre), pp. 597-616.

Publications Gouvernementales

- États-Unis, Congrès. 1961. *Pocket Congressional Directory 1961*. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 198 p.
- États-Unis, Congrès. 1963. *Pocket Congressional Directory 1963*. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 202 p.

Sites Internet

- Eisenhower Presidential Library, Museum and Boyhood Home,
http://www.eisenhower.archives.gov/all_about_ike/speeches/1953_state_of_the_union.pdf.
- The American Presidency Project, The President's News Conference,
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=9798>.
- The American Presidency Project, Democratic Party Platform of 1960,
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=29602#axzz1xsK3FGH>.
- The American Presidency Project, Republican Party Platform of 1960,
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=25839>.
- University of Georgia Libraries, Special Collections, Richard B. Russell Library for Political Research and Studies. 2012. 1957 Civil Rights Act, <http://rbri.blogspot.ca/2012/08/1957-civil-rights-act.html>.
- http://www.usgovernmentspending.com/spending_chart_1902_2015USp_XXs1li011mcn_30f_Defense_Spending_in_20th_Century

Sources Primaires

- DOD Directive 5120.36, page 1.
- JFK Library Papers, Gerhard A. Gesell papers, box 1.
- JFK Library Papers, McGeorge Bundy Personnel Papers, box 33.
- JFK Library Papers, White House Central Files, box 360.
- JFK Library Papers, White House Central Files, box 362.
- JFK Library Papers, White House Central Files, box 363.
- JFK Library Papers, White House Central Files, box 364.

Articles de Journaux

1961. « Urge 'Liberal' as Secretary of the Army ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 4 janvier, p.1.
1961. « Defiant La. Integrationist Told To Move ». *Chicago Daily Defender* (Chicago), 31 janvier, p.1-2
1962. « Kennedy Seeks Action To End Discrimination For Servicemen And Their Families ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 24 juin, p.1,6.

1962. « *Kennedy Attacks Prejudice in Service* ». *New York Times* (New York), 24 juin, p.42.
1962. « *Defense Department, Army Asked To Clarify Stand On Jim Crow Customs In South* ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 11 février, p.1.
1963. « *Accord Reached At U.S. Base et McNamara Said To Joins Drive* ». *New York Times* (New York), 20 août, p.19.
1963. « *Army Officers Hit Filthy Schools In Va. Bias Trial* ». *Chicago Daily Defender* (Chicago), 16 mai, p.5.
1963. « *Justice Dept. Sues Four Dixie Defense Areas For School Desegregation* ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 19 janvier, p.1.
1963. « *Growing Hope To Solve Nation's Race Problems* ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 1^{er} octobre, p.1.
1963. « *Lt. Col. Davis Named To Civil Rights Section* ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 29 septembre, p.A3.
1963. « *Bypass Airmen In Promotions, Ask U.S. Probe* ». *Chicago Daily Defender* (Chicago), 3 janvier, p.9.
1963. « *Drop All Racial Bars, JFK Urges Nation* ». *Chicago Daily Defender* (Chicago), 12 juin, p.1-2.
1963. « *Fitt Given Pentagon Civil Rights Post* ». *Chicago Tribune* (Chicago), 30 juillet, p.5.
1963. « *Airmen Involvement In Protests OK'd* ». *Chicago Daily Defende* (Chicago)r, 9 juillet, p.A-15.
1963. « *Curb GI Participation In Protests* ». *Chicago Daily Defender* (Chicago), 17 juillet, p.4.
1963. « *McNamara Order Curbs Servicemen In Protest* ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 17 juillet, p.1.
- Carper, Elsie. 1962. « *Kennedy's Civil Rights Aid Lauded* ». *Washington Post* (Washington D.C.), 26 mars, p.A1.

- Corddry, Charles W.. 1963. « *Equality In The Military Being Pushed* ». *Atlanta Daily World* (Atlanta), 12 Septembre, p.1.
- Evans, Rowland et Robert Novak. 1963. « *McNamara's Southern Front* ». *The Washington Post* (Washington D.C.), 1^{er} octobre, p.A15.
- Higgins, Chester. 1963. « *Medal of Honor Is Elusive Award for Tan Fighters* ». *Pittsburgh Courier* (Pittsburgh), 2 février, p.9.
- Kenworthy, E.W.. 1963. « *M'Namara Limits Racial Protests By Men In Service* ». *New York Times* (New York), 17 juillet, p.1.
- MacDougall, William. 1963. « *Military Rights Aide Named by McNamara* ». *Los Angeles Times* (Los Angeles), 30 juillet, p.11.
- McCray, John H.. 1963. « *Roving About The South* ». *Chicago Defender* (Chicago), 17 Août, p.2.
- Norris, John G.. 1963. « *2 Appointed In Pentagon Rights Drive* ». *Washington Post* (Washington D.C.), 30 juillet, p.A1.
- Stanford, Neal. 1963. « *Washington Report Desegregation: Armed Services* ». *Christian Science Monitor* (Boston), 13 juillet, p.14.